PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

El-Djazair.com

Mémoria

ISSN : 1112-8860

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz

N° 10 - Février 2013

Larbi Ben M'hidi
La fin héroïque d'un révolutionnaire

Bombardement de Sakiet Sidi Youssef
L'histoire partagée de deux peuples

Lettre de l'Editeur

AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

POUR UNE VIVE MÉMOIRE

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se créent successivement aujourd'hui pour qu'un jour on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.
L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.
En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.
Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.
C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Supplément

N° 10

Février - 2013

El-Djazair.com
GROUPE
GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
www.eldjazaircom.dz

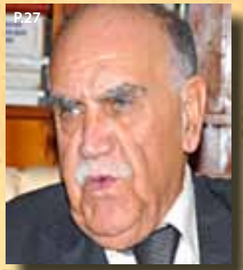
Le bombardement de Sakiet Sidi Youssef

Supplément du magazine ELDJAZAIR.COM consacré à l'histoire

COPYRIGHT
COMESTA MÉDIA
GROUPE PROMO INVEST

Edité par COMESTA MÉDIA
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

LARBI BEN M'HIDI



ABDELKRIM HASSANI DIT SI EL GHAOUTI

BOMBARDEMENT DE SAKIET SIDI YOUSSEF

AISSAT IDIR

SOMMAIRE

LARBI BEN M'HIDI

P.06 Histoire
L'HOMME QUI A FAIT TREMBLER L'ÉTAT-MAJOR FRANÇAIS

P.11 LARBI BEN M'HIDI FACE À SES BOURREAUX : UNE LEÇON D'HÉROÏSME, DE DIGNITÉ ET DE GRANDEUR D'ÂME

P.19 DERNIERS INSTANTS DE BEN M'HIDI : LES AVEUX DE SES TORTIONNAIRES

P.23 Témoignage
SOUVENIRS EN RAFALES

Drifa Ben M'hidi

HISTOIRE DU MALG

P.27 Portrait
ABDELKRIM HASSANI : AUTHENTIQUE SOLDAT DE L'OMBRE

Le général Aussaresses

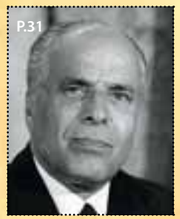
LE BOMBARDEMENT DE SAKIET SIDI YOUSSEF

P.31 Histoire
UNE ARMÉE BRUTALE SANS SENS POLITIQUE

P.35 LA BATAILLE DU 11 JANVIER 1956 AU DJEBEL OUASTA

P.39 LES CONSÉQUENCES DIPLOMATIQUES DU BOMBARDEMENT

P.51 LE BOMBARDEMENT DE SAKIET SIDI YOUSSEF DANS LA PRESSE



Le Président Bourguiba

GUERRE DE LIBÉRATION

P.61 Histoire
TORTURE ET EXÉCUTIONS SOMMAIRES EN ALGÉRIE : INTELLECTUELS ET JOURNALISTES DÉNONCENT

P.65 L'UGTA : UNE ORGANISATION AU COEUR DU COMBAT LIBÉRATEUR

P.71 Portrait
AISSAT IDIR : LE SYNDICALISTE CHAHID

P.77 LE RÉSEAU JEANSON OU LES PORTEURS DE VALISES : LA RÉSISTANCE AU COEUR DE LA FRANCE

Francis Jeanson

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

P.91 Portrait
MOHAMED OUDELHA, DIT « ALI YEUX BLEUS » : LE COMMANDO D'ÉLITE, GUILLOTINÉ À L'ÂGE DE 28 ANS.

Mohamed Oudelha

HISTOIRE D'UNE VILLE

P.95 La ville d'Oran
SUR LES TRACES D'EL BAHIA

Front de mer - Oran

Supplément offert, ne peut être vendu

Rédaction

Leila BOUKLI
Boualem TOUARIGT
Hassina AMROUNI
Abderrachid MEFTI
Imad KENZI
Djamel BELBEY
Adel Fathi

Direction Artistique :
Ahmed SEFFAH
Halim BOUZID
Salim KASMI

Contacts : Eurl COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726 / +213 (21) 360 915
Fax : +213 (21) 360 899
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

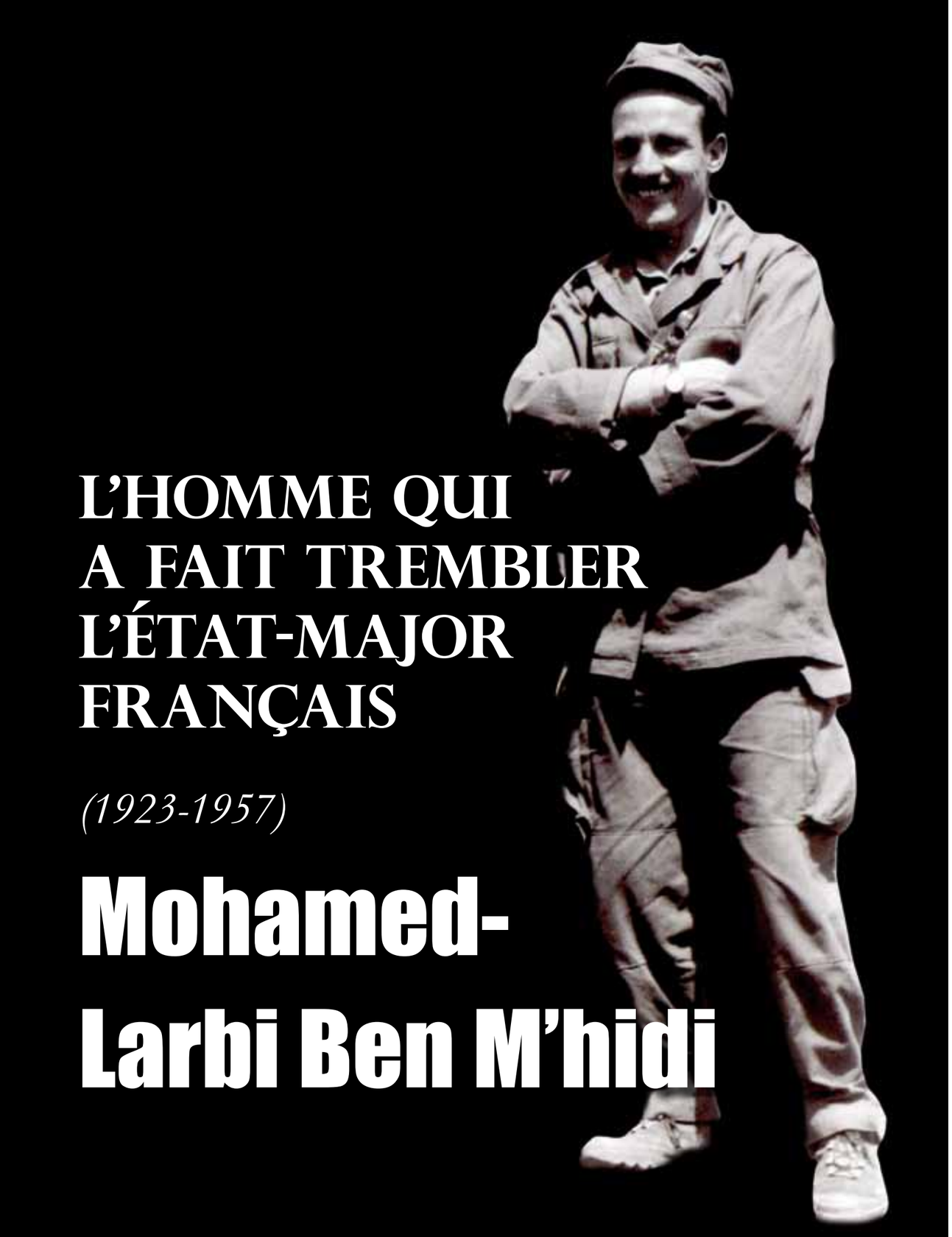
Président d'honneur
Abdelmalek SAHRAOUI

Coordination :
Abla BOUTEMEN
Sonia BELKADI

Direction de la rédaction
Assem MADJID

Directeur des moyens généraux :
Abdessamed KHELIFA

D.A.F :
Meriem KHELIFA



L'HOMME QUI A FAIT TREMBLER L'ÉTAT-MAJOR FRANÇAIS

(1923-1957)

Mohamed-Larbi Ben M'hidi

Larbi Ben M'hidi

Histoire

La maison familiale des Ben M'hidi à Biskra

Mohamed-Larbi Ben M'hidi est né en 1923 au village El Kouahi, près d'Aïn M'lila, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, au sein d'une riche famille d'agriculteurs. Dès l'âge de 6 ans, il est inscrit à l'école primaire de son village natal qu'il quittera une année plus tard pour poursuivre ses études à Batna jusqu'à l'obtention du certificat de fin d'études primaires élémentaires en 1936. En 1939, il entame des études secondaires à Biskra, mais c'est aussi dans la capitale des Ziban qu'il fait son entrée dans la grande école qu'est l'organisation des Scouts musulmans algériens (SMA) au sein de laquelle il deviendra chef de groupe. L'autre école qui nourrira son patriotisme est l'équipe de football de l'US Biskra, avant de se découvrir une autre vocation : le théâtre. C'est également dans la même ville qu'il travaille pour la première fois dans l'administration en qualité de comptable au service du Génie civil. En 1943, il s'installe à Constantine où il se rapproche de l'Association des oulémas, une période qui l'a grandement marqué. Devenu adulte accompli, Larbi Ben M'hidi fait ses premiers pas dans le militantisme politique en adhérant au mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML) créé par Ferhat Abbas le 14 mars 1944, participera au congrès qui s'est tenu en 1945, et, par la suite, adhèrera au Parti du peuple algérien (PPA), qui revendiquait l'indépendance de l'Algérie.

Par Abderrachid Mefti

Larbi Ben M'hidi

Histoire

Didouche Mourad

Lors des manifestations du 8 mai 1945, il est bouleversé par les massacres commis par l'armée française à Sétif, Kherrata et Guelma. Le lendemain, Ben M'hidi est arrêté à Biskra à la suite des manifestations de la veille puis incarcéré à la prison du Coudiat de Constantine durant quatre mois. Ces événements l'ont grandement motivé dans son action, ce qui l'a contraint à des activités politiques clandestines au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et de l'Organisation spéciale (OS). En avril 1954, il fonde, en compagnie de Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella, Krim Belkacem, Mostefa Ben Boulaïd, Rabah Bitat, Mohamed Boudiaf, Mourad Didouche et Mohamed Khider, le Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA), duquel découlera, le 10 octobre 1954, le Front de libération nationale (FLN), qui sera à l'origine du choix de la date du 1ernovembre 1954 pour le déclenchement de la lutte armée qui aboutira à l'indépendance de l'Algérie le 5 juillet 1962. Au début de la révolution, il prendra la tête de la zone V (région de l'Oranie) et sera chargé de son organisation tant au plan militaire que logistique. Lancée à sa recherche, la police française ne parviendra pas à le localiser, ce qui lui valut le surnom de «l'homme aux vingt visages».

En 1956, il quitte le commandement de la Wilaya V, qui sera alors confié à Abdelhafid Boussouf, pour être désigné en qualité de membre du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA). Il se rend à Alger où

Larbi Ben M'hidi

Histoire

De g. à dr. : Amar Ouamrane, Krim Belkacem, Larbi Ben M'hidi, Abane Ramdane , Zighoud Youcef

il rencontre Ramdane Abane, avec lequel il partagera tous les points de vue sur les actions politiques et militaires à entreprendre. Cette entente est scellée au moment de se rendre au Congrès de la Soummam, le 20 août 1956, au cours duquel l'appui de Ben M'hidi à Abane sera déterminant. Le Congrès se réunit à Ifri-Ighzer Amokrane, sur la rive gauche de la Soummam, à quelques kilomètres d'Akbou. Le procès-verbal de la première séance donne la liste des présents. Mohamed-Larbi Ben M'hidi, représentant de l'Oranie, président de séance, Ramdane Abane, représentant le FLN, secrétaire de séance, Amar Ouamrane, représentant de l'Algérois, Belkacem Krim, représentant de la Kabylie, Youcef Zighoud, représentant du Nord-Constantinois. Lors des travaux, Ben M'hidi est désigné à l'unanimité des voix président de la réunion et est élevé au grade de colonel, membre du Comité de coordination et d'exécution (CCE) et responsable de la Zone autonome d'Alger (ZAA). Le retentissant succès enregistré par le Congrès de la Soummam est à porter au compte du duo qu'il formait avec Ramdane Abane.

Plébiscités par le congrès d'Ifri, les membres du CCE, Ben M'hidi, Abane, Krim, Dahleb et Benkhedda, avaient décidé de siéger dans la Casbah d'Alger où ils pensaient avoir une plus grande emprise sur les militants du FLN, de meilleures liaisons et surtout parce qu'ils étaient persuadés que la capitale était propice à la clandestinité totale, avec ses «planques» et «caches» multiples, ses nombreux agents de liaison perdus dans la masse et les protections de toutes sortes dont ils pourraient bénéficier. Et puis siéger à Alger, c'était aussi être au cœur de l'Algérie et y appliquer la guérilla urbaine, aussi importante à leurs yeux que les combats et les actions dans les maquis.

Une fois réunis, les tâches de chacun d'entre eux sont réparties. Ben M'hidi est désigné responsable de l'action armée, Benkhedda est chargé des contacts avec les Européens et la direction de la Zone autonome d'Alger, Dahleb s'occupera de la propagande et du journal *El Moudjahid*, Krim est chargé des liaisons avec toutes

les Wilayas et, enfin, Abane, responsable politique et financier.

La branche armée prenait en charge l'organisation des «maquis urbains» composés de groupes qui avaient pour mission de porter des coups aux forces militaires françaises.

L'état-major était sous la responsabilité de Ben M'hidi (El Hakim) avec son adjoint Yacef Saâdi (Djaâfar, Réda Lee), Haffaf Arezki (Houd) et Amar Ali dit la Pointe comme adjoint de Yacef Saâdi.

La Zone autonome d'Alger était composée de trois régions :

- région I : Abderrahmane Arbadji avec pour adjoint Othmane Hadji (Ramel) ;
- région II : Abderahmane Adder (Si Hammoud), adjoint Ahcène Ghandriche (Zerrouk) ;
- région III : Omar Bencharif (Hadj Omar), adjoint Boualem Benabderrahmane (Abaza).

Dès ses débuts en tant que responsable de l'action armée au sein de la ZAA, Ben M'hidi œuvra à la consolidation des groupes de patriotes et à l'organisation du réseau «bombes» appelé à commettre les premiers attentats et fut, entre autres, l'un des principaux initiateurs de la «grève générale de huit jours» en janvier 1957. Commence alors une véritable chasse à l'homme dans Alger, quadrillée par des milliers de parachutistes.

De g. à dr.: Amar Benaouda, Larbi Ben M'hidi, Lakhdar Bentobbal

Les 14 et 15 janvier, la Casbah est investie par plusieurs centaines d'hommes du général Massu. A la suite d'informations transmises par des indicateurs, le refuge qui abritait Yacef Saâdi, son neveu et agent de liaison (P'tit Omar), douze ans, Debbih Chérif, Amar Ali (Ali la Pointe) et Larbi Ben M'hidi, est découvert mais ces derniers ont quitté les lieux pour une autre cache dans les labyrinthes de la Casbah. Malheureusement, le 23 février 1957, Larbi Ben M'hidi est arrêté par les hommes de Bigeard dans un appartement du centre d'Alger où il se trouvait de passage. Il sera transféré au cantonnement du 3e RPC pour être mis à la disposition des services de renseignements de la 10e région militaire d'Alger. C'est là qu'il retrouve Brahim Chergui, responsable politique de la Zone autonome d'Alger, interpellé le 24 février. Les deux leaders sont interrogés longuement et brutalement, soumis à d'horribles tortures, mais n'avouent rien. Larbi Ben Mhidi sera exécuté dans la nuit du 3 au 4 mars 1957.

Plusieurs versions de sa mort ont circulé. Selon le général Aussaresses, ce sont lui et ses hommes qui l'ont conduit dans une ferme désaffectée de la Mitidja où ils l'ont pendu les yeux bandés. Le 6 mars, le porte-parole de Robert Lacoste déclare dans une conférence de presse que Ben M'hidi s'est suicidé dans sa cellule en se pendant à l'aide des lambeaux de sa chemise, alors qu'une autre version des faits nous apprend que le 3 mars Ben M'hidi a été emmené à Maison-Carrée (El-Harrach) où, après avoir encore été torturé, il sera exécuté par balles au cours de la nuit après avoir donné une leçon d'héroïsme et d'endurance à ses bourreaux.

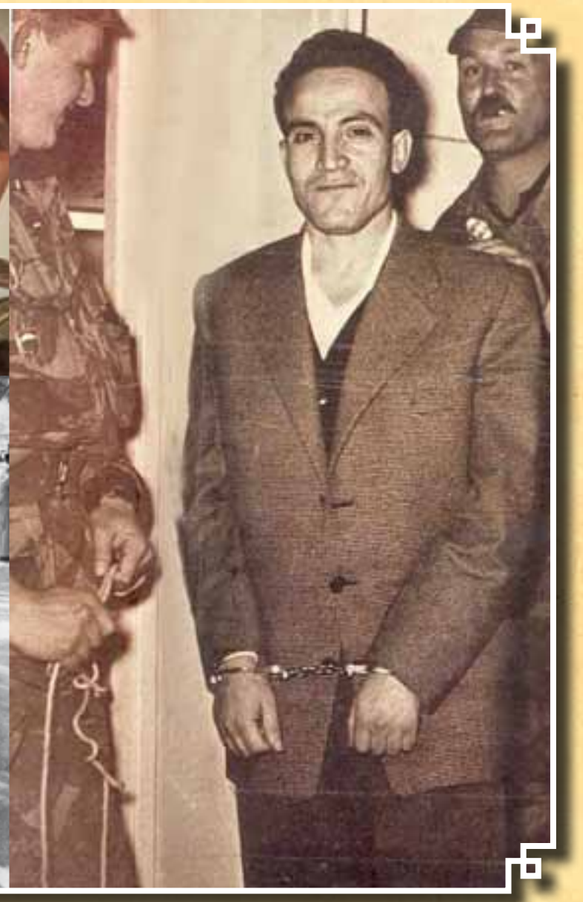
La bravoure du leader du FLN a non seulement impressionné ses amis, mais aussi ses ennemis, à commencer par les généraux Bigeard, Massu, Godard et Allaire. A sa mort, Mohamed-Larbi Ben M'hidi avait 34 ans. Il repose aujourd'hui au carré des martyrs d'El Alia.

Abderrachid Mefti

Larbi Ben M'hidi face à ses bourreaux

UNE LEÇON D'HÉROÏSME, DE DIGNITÉ ET DE GRANDEUR D'ÂME

Général Massu



Colonel Bigeard

Larbi Ben M'hidi

Par Abderrachid Mefti

Larbi Ben M'hidi

Histoire

Massu et Bigeard au centre de la photo, entourés de paras

Au début du mois de janvier 1957, 8 000 militaires français de la 10e Division parachutiste entrent dans Alger avec à leur tête le général Jacques Massu, assisté des colonels Marcel Bigeard, Yves Godard, Roger Trinquier, Paul-Alain Léger, François Fossey et du commandant Paul Aussaresses (*). Des opérations de ratissage sont menées tambour battant aux quatre coins de la capitale pour débusquer responsables et combattants de la Zone autonome d'Alger (ZAA).

Le 23 février 1957, le chef de l'action armée au sein de la ZAA, Larbi Ben M'hidi, est interpellé. Plus de cinquante-cinq ans plus tard, les conditions de son arrestation et de sa mort constituent toujours une énigme qui continue d'enfler la polémique. Quoi qu'il en soit, les versions quant à la capture et le décès de ce héros de la Révolution algérienne, qui a tenu tête aux parachutistes de la 10e DP commandée par Massu, sont contradictoires.

Plusieurs versions des faits ont été émises, aussi bien côté français qu'algérien. Selon l'une d'elles, à la mi-février, un contrôle de véhicules permit d'appréhender un homme qui transportait dans le coffre de sa voiture une mallette contenant 50 millions de francs. Au cours d'un interrogatoire violent qui dura plusieurs jours, l'homme indiqua une adresse : un appartement situé dans le quartier européen, près de l'église du Sacré-Cœur, dans le centre d'Alger. Au matin du 23 février 1957, Larbi Ben M'hidi est arrêté par les hommes du colonel Bigeard. Interrogé, il révéla que tous les autres membres du Comité de coordination et d'exécution (CCE) avaient quitté l'Algérie pour l'étranger.

Benyoucef Benkhedda

Le témoignage de Benkhedda…(1)

Selon Benyoucef Benkhedda, en février 1957, l'agent immobilier qui lui louait des appartements fut arrêté à la suite d'une dénonciation. Lors de son interpellation, il leur donna une liste d'adresses où logeaient les membres du CCE. Soumis aux épreuves de torture il reconnut avoir des relations avec Si Salah, pseudonyme de Benkhedda. Lancés à sa recherche, les paras se ruèrent sur les adresses qu'ils détenaient. A l'une d'elles, au 139 boulevard du Télémly, ils ne trouvèrent personne, Abane et Benkhedda leur ayant échappé de justesse. Par contre, au 5, rue Louise de Bettignies, ils découvrent Ben M'hidi qu'ils interpellent sur le champ. Toujours selon Benyoucef Benkhedda, *«l'unique explication de la capture puis de l'assassinat de Larbi Ben M'hidi est à mettre sur le compte de deux éléments d'appréciation, à savoir qu'à la localisation de la cache de Si Larbi est venue se greffer malencontreusement une histoire de malchance par la découverte de la liste des adresses des refuges, combinée aux caprices du hasard ou de la fatalité (…) Ou bien Si Larbi a été arrêté dans la rue, ou bien il l'a bel et bien été au numéro 5, de la rue Louise de Bettignies. Le premier cas de figure est parfaitement envisageable dans la mesure où notre malheureux compagnon avait abandonné les caches de la Casbah pour se replier vers les quartiers européens. Or, il avait disparu de ce quartier, il n'y était nulle part, ni dans le réduit que j'occupais précédemment et que je lui avais laissé ni dans les autres gîtes dont nous disposions dans le même secteur. Je vois mal, d'ailleurs, comment il s'y serait hasardé sans m'en avertir, ou sans en toucher mot à notre permanence du 133, boulevard du Télémly. Etant introuvable dans les lieux où il aurait dû être normalement, il est permis de déduire qu'il a pu tomber dans le traquenard d'une rafle-surprise ou d'un bouclage inopiné, à l'occasion d'un déplacement en ville. Cette supposition a de quoi tenir valablement : elle présente l'avantage de la vraisemblance et de la logique. Simplement, son aspect inédit la dessert : à ma connaissance, pas la moindre source, pas la moindre référence, du côté français comme du côté algérien, n'a jamais été invoquée pour en corroborer la portée. Est-ce suffisant pour l'écarter ? Je ne le pense pas. Si tout de même on marque quelque réticence à l'entériner, force alors est de se rabattre sur le second terme de l'alternative. A savoir, l'explication qui a pour pivot la découverte du studio du Sacré-Cœur. Elle jette, certes, une clarté plausible sur la filière empruntée par les hommes de Bigeard pour remonter jusqu'à l'endroit où se dissimulait Ben M'hidi. Echafaudée sur des informations solides et des recoupements convaincants, elle se donne comme point de départ l'arrestation de notre courtier de l'agence Zannettacci. Une fois ce dernier neutralisé, les paras auraient, conformément à la pratique policière habituelle, perquisitionné dans son bureau et à son domicile. C'est en fouillant dans ses papiers qu'ils seraient tombés sur la fameuse liste des appartements et studios vendus au CCE sous des prête-noms. On devine la suite, visite à chaque adresse mentionnée, et irruption chez Ben M'hidi, dans le pied-à-terre du quartier de l'église du Sacré-Cœur, lequel était compris dans le lot (…). »*

Larbi Ben M'hidi

Histoire

…et de Brahim Chergui

Brahim Chergui, de son nom de guerre H'mida, est une vieille figure du mouvement national. Du PPA-MTLD au FLN, il a assumé de nombreuses responsabilités. Il a été interpellé par les parachutistes le lendemain de l'arrestation de Larbi Ben M'hidi, c'est-à-dire le 24 février (c'est lui que l'on voit sur les photos et films d'archives aux côtés de Ben M'hidi, entourés par des parachutistes). Il donne quelques indications au sujet de cette affaire (2).

«J'ai été interpellé après lui, le lendemain. D'après mon analyse, il a été arrêté par hasard. Les parachutistes étaient à la recherche de Benyoucef Benkhedda. C'est Benkhedda qu'ils recherchaient (...). Mes calomniateurs allèguent depuis 1957 que j'ai donné aux parachutistes de Bigeard l'adresse du refuge de Larbi Ben M'hidi. C'est faux ! Ben M'hidi a été arrêté avant moi, le 23 février 1957, et moi le lendemain le 24 février. Par conséquent, je ne pouvais ni le dénoncer ni donner son adresse. D'ailleurs, je ne savais même pas où était situé son refuge... Qu'on aille lire mon procès-verbal d'audition toujours disponible dans les archives de la DGSN. Même pas deux pages. Pourtant, je connaissais beaucoup de secrets. Je n'ai divulgué ni noms ni adresse, aucune accusation, aucun aveu. Pour essayer de me faire parler, les parachutistes m'ont confronté à des responsables et des militants, il n'y en a pas un que j'ai dénoncé ou accablé. Nous, militants de la première heure, avons été formés pour résister, pour donner nos vies sans succomber. »

«Dès son arrestation le 23 février 1957 à Alger, Ben M'hidi est conduit au PC de la Scala (…). Il y reste jusqu'à sa liquidation (dans la nuit du 3 au 4 mars). *Ma cellule jouxte la sienne. J'entends sa voix chaque fois qu'on l'emmène au bureau de Bigeard situé dans un bloc en face du nôtre. On lui a fait faire plusieurs va-et-vient entre sa cellule et le bloc de Bigeard. Un jour – c'était un après-midi –, les «paras» sont venus le chercher. Pour la dernière fois. »*

Dans son livre Larbi Ben M'hidi, un symbole national, paru en 2009 aux éditions Thala, *«les circonstances de la mort de Larbi Ben M'hidi sont encore plus opaques et plus mystérieuses que son arrestation»*, estime Khalfa Mammeri, qui conclut : *«A elles seules, son arrestation et sa mort constituent un testament politique où les valeurs de courage, de dignité et de grandeur d'âme ont été portées à leur haut niveau.»*

Epilogue

Dans la nuit du 3 au 4 mars 1957, sur ordre du secrétaire d'Etat à la guerre, Max Lejeune, et du gouverneur général, Robert Lacoste, Ben

Larbi Ben M'hidi lors de son arrestation

M'hidi était «liquidé» et sa mort maquillée en suicide. Le 6 mars, le porte-parole du gouvernement général indique, au cours d'une conférence de presse, que *«Ben M'hidi s'est suicidé dans sa cellule en se pendant à l'aide de lambeaux de sa chemise»*. Cette déclaration était en fait une mascarade pour dissimuler son assassinat par les hommes de Bigeard, après des séances de torture qui durèrent une dizaine de jours. Dans un entretien accordé à un quotidien suisse, peu de temps avant sa mort, Bigeard, alors colonel sous les ordres du général Massu durant la Bataille d'Alger, a reconnu que Larbi Ben M'hidi a été exécuté. Un aveu supplémentaire qui tranche avec la version officielle de la France coloniale, qui voulait faire croire à tout prix que Ben M'hidi s'est «suicidé», aveu qui s'ajoute d'ailleurs à celui du sinistre général Aussaresses qui, dans un entretien au journal *Le Monde* en 2001, avait relaté avec force détails l'exécution par pendaison de Ben M'hidi *«qui avait refusé de parler sous la torture»*.

Abderrachid Mefti

-Général Jacques Massu : commandant de la 10e division parachutiste
-Colonel Marcel Bigeard: Chef du 3e régiment de parachutistes coloniaux (RPC), participe à la Bataille d'Alger au sein de la 10e division parachutiste.
-Colonel Yves Godard : chef d'état-major du général Massu, dirige la deuxième bataille d'Alger en été 1957.
-Colonel Roger Trinquier : crée le dispositif de protection urbaine (DPU) chargé de contrôler la population
-Capitaine Paul-Alain Léger : infiltre les réseaux terroristes d'Alger lors de l'opération appelée «bleuite»
- Lieutenant-colonel François Fossey : Second du chef de corps du 2e régiment de parachutistes coloniaux (RPC), participe à la bataille d'Alger au sein de la 10e division parachutiste
- Commandant Paul Aussaresses : chargé de la liaison avec la police au PC général Massu. Il est renvoyé par le colonel Godard en avril 1957

Notes de renvoi :
(1) Extraits de Mensonges et calomnies d'un tortionnaire devenu général de l'armée française, de Mouloud Benmohamed, éditions Afic 2005.
(2) In le Quotidien d'Oran du 11 mars 2007.

LARBI BEN M'HIDI
Histoire

Polémique sur la mort de Ben M'hidi

55 ANS APRÈS, LE MYSTÈRE PERSISTE

Larbi Ben M'hidi dans sa cellule de détention

Par Abderrachid Mefti

Larbi Ben M'hidi

Histoire

Dans la nuit du 3 au 4 mars 1957, Mohamed-Larbi Ben M'hidi est assassiné au bout de plusieurs séances de torture atroces qui ont duré une dizaine de jours. Plus de 55 ans après sa mort, son arrestation et son exécution par les parachutistes du général Massu restent des plus énigmatiques en dépit des déclarations d'acteurs de la Bataille d'Alger, aussi bien français qu'algériens. Toutefois, une chose est certaine, le chahid est mort dans la dignité et le courage en donnant une leçon de patriotisme à ses bourreaux. Notamment le général Bigeard, qui a été marqué par la personnalité de Ben M'hidi, un homme aux qualités rares, selon lui, auquel il a fait présenter les armes avant de le livrer à ses tortionnaires.

Marcel Bigeard

De g. à dr. : Bigeard, Massu et Lacoste de dos

Larbi Ben M'hidi

Sollicité par un journaliste algérien, qui s'était rendu en France pour l'y rencontrer, l'ancien parachutiste Marcel Bigeard donnera sa version des faits relatifs à l'arrestation puis à la mort de Ben M'hidi, en déclarant : *«Nous avions un renseignement selon lequel un responsable du FLN s'était réfugié dans un appartement* (selon le recoupement des déclarations de plusieurs chefs militaires français de l'époque, le responsable du FLN recherché n'était autre que Benyoucef Benkhedda, ndlr). *En fait, nous nous sommes retrouvés en face de Ben M'hidi. Les militaires étaient surpris. Ils me l'amènent. Il avait les mains menottées, une corde autour de ses pieds. J'ai vu la gueule du gars qui était pour me plaire. Je lui ai dit que j'étais disposé à lui enlever les menottes et la corde à condition qu'il me donne sa parole de ne pas s'évader. Je lui ai promis qu'il serait libre dans mon PC... Ben M'hidi m'a répondu que si jamais je faisais cela, il s'évaderait par la fenêtre. C'était un sacré type. Tous les jours nous discutions de l'Algérie nouvelle.*

Larbi Ben M'hidi

Histoire

Je lui disais qu'il ne fallait pas aller trop vite, que les pieds-noirs avaient construit vos villes, que vous n'étiez pas capables de faire autant. C'est vrai les pieds-noirs avaient bossé. Il m'écoutait (...). Je regrette qu'il ne soit pas vivant. Au bout d'un certain temps, le commandement (entendre Massu) *disait "Bigeard devient fellagha". Je devais passer Ben M'hidi au commandement 24h ou 48 heures après. Je l'ai gardé 15 jours. Aussaresses est venu le prendre. C'était l'homme chargé des basses œuvres. Je ne pensais jamais que cela serait ainsi. D'après ce que j'ai su après, Aussaresses l'a pendu dans une ferme puis après il l'a remis dans sa cellule comme s'il s'y était pendu. C'est écrit par Aussaresses dans son livre. Aussaresses a fait beaucoup de tort. Il était chargé des basses besognes. Il en fallait peut-être mais il fallait des types spéciaux. Vous ne pourriez pas tirer sur un type sans arme. Moi non plus. Tandis que Aussaresses, c'est autre chose. Quelqu'un lui demandait si lorsqu'il devait tuer douze gars, il leur tirait par derrière, Aussaresses répondait : "Non. Je leur tire de face"... Quand on fait un tel boulot, on ferme sa g... Ben M'hidi et moi nous nous voyions souvent au PC. De part et d'autre, il y avait beaucoup d'estime. Je vous assure que je voudrais que Ben M'hidi soit là... Cela changerait tout. (…) Ben M'hidi savait ce qu'il voulait. Il voulait l'indépendance de l'Algérie pour laquelle il se battait. Il en est mort d'ailleurs. Pour lui, c'était net : une Algérie algérienne.»*

Bigeard commentera plus tard à des proches : *«Ben M'hidi m'a exposé sa théorie avec un courage qui force le respect.»* Il dira que parmi ses adversaires durant la bataille d'Alger il rend hommage à celui qui fut l'un des responsables courageux de la Zone autonome d'Alger, en l'occurrence Ben M'hidi, dont il dit : *«Il est l'âme de la résistance, fanatique, illuminé, il ne vit que pour l'indépendance de l'Algérie.»*

Drifa Ben M'hidi, la soeur de Larbi

La sœur du défunt, Drifa Ben M'hidi, épouse Hassani, et son mari, en quête de vérité des faits ayant gravité autour de cette affaire, se sont rendus en France en 2002 pour y rencontrer celui-là même qui a été à l'origine de l'arrestation de Ben M'hidi, en l'occurrence le général Marcel Bigeard, alors colonel au moment des faits. Lors d'une conférence de presse animée à la maison de la presse Tahar-Djaout, à Alger, en mars 2010, à l'occasion du 53e anniversaire de la mort de son frère, Drifa Ben M'hidi et son époux, M. Hassani, compagnon d'armes du stratège de la révolution algérienne, sont revenus sur leur rencontre, à Paris, avec le général Bigeard, au cours de laquelle ce dernier confirmera l'exécution de Larbi Ben M'hidi.

«La thèse du suicide a beaucoup fait de mal à ma famille», a déclaré Drifa Ben M'hidi, soulignant avoir mis un terme aux rumeurs qui circulaient sur les circonstances de sa mort en allant à la rencontre du général Bigeard, qui lui a confirmé que «Larbi Ben *M'hidi ne s'est pas suicidé mais a été assassiné dans sa cellule sur ordre de François Mitterrand».* Le vieux général français dira qu'après avoir interrogé le chef de la Zone autonome d'Alger à plusieurs reprises, à aucun moment il n'a eu la conviction qu'il était du genre à se suicider et qu'il lui vouait une grande admiration. Il se souvient encore des derniers mots qu'ils ont échangés alors que Si El Hakim était pieds et poings liés. Le général lui dit : *«Vous êtes vaincus, le FLN est démantelé, la révolution est morte.»* Ben M'hidi lui répond : *«Si notre révolution n'était pas grandiose, votre gouvernement n'aurait pas fait appel à des officiers de votre compétences pour nous combattre.»* Le général Bigeard, l'ennemi juré, se confiera à Drifa Ben M'hidi en ces termes : *«Si j'avais eu 10 hommes de sa trempe dans mes troupes, j'aurais conquis le monde.»* Abdelkrim Hassani, compagnon de lutte du martyr, a déclaré que le général Bigeard lui a confié que Ben M'hidi a été tué *«après moult négociations que ses assassins ont menées avec lui».* M. Hassani a précisé que Ben M'hidi lui avait dit un jour : *«Le colonialisme est entré au pays par le sang, il en sortira de même.»* Le compagnon d'armes du défunt rapporte les derniers propos échangés entre Larbi Ben M'hidi et Paul Aussaresses, son tortionnaire. *«Je suis commandant, alors que dois-je faire?»* Réponse sèche du leader de la Révolution *:«Et moi je suis colonel, alors faites ce qu'ils vous demandent de faire* (les chefs hiérarchiques d'Aussaresses, ndlr).» Abdelkrim Hassani dément la version de Yacef Saâdi selon laquelle le chahid a été fusillé. Lui et son épouse avaient vu le corps à la fin de l'année 1963 et constaté la trace de la corde

autour de son cou, citant au passage les propos d'Aussaresses, qui avait affirmé que c'était lui qui avait pendu Ben M'hidi, ainsi que ceux de Bigeard, qui a témoigné qu'il ne s'était pas suicidé. S'agissant de son arrestation, il précisera : *«Certains disent qu'il avait été arrêté le 23 février 1957 dans le quartier Debussy alors qu'il rejoignait l'appartement où il se cachait, après que l'un des fidayine a été arrêté et révélé la cache. Le défunt Benyoucef Benkhedda, lui, raconte que Ben M'hidi a été arrêté avant qu'il n'arrive à Debussy où il devait rencontrer des membres du CCE. L'armée française avait obtenu l'information d'une fidaiya qu'elle avait torturée avant de la liquider. Une autre version dit que l'homme a été arrêté en pyjama, ce qui est complètement faux !»*

Yacef Saâdi

De son côté, le moudjahid Yacef Saâdi a déclaré, lors d'une conférence sur la guerre de libération nationale organisée à Oran, que le chahid Larbi Ben M'hidi ne s'était pas pendu mais qu'il a été assassiné, comme le prouvaient les traces de balles visibles sur les restes de sa dépouille, exhumée au lendemain de l'indépendance pour être inhumée au Carré des martyrs du cimetière El Alia (Alger). *«Des traces de balles étaient encore visibles sur les restes de la dépouille du chahid, déterrée au lendemain de l'indépendance»*, a témoigné celui qui prit le commandement de la Zone autonome d'Alger après la mort de Ben M'hidi. Il a également indiqué qu'il avait recueilli un *«témoignage détaillé»* du colonel Yves Godard dans les années qui ont suivi l'indépendance, au sujet de l'exécution de Larbi Ben M'hidi.

Pour sa part, un certain Mohamed-Chérif Moulay,

Yves Godard

adolescent à l'époque des faits puis combattant dans les rangs de l'ALN plus tard, qui devait se rendre à la morgue de Saint-Eugène (actuellement Bologhine), dans l'après-midi du 4 mars 1957 pour récupérer le corps de son père, tué la nuit précédente par les parachutistes dans la Casbah, confirme la thèse de l'exécution par pendaison et non par balles. *«Un cadavre était allongé sur une table métallique et vêtu d'un pantalon gris, une chemise blanche et une veste. Sur l'un de ses gros orteils, il y avait une étiquette avec un nom : Ben M'hidi. J'ai tout de suite reconnu le visage. Le matin même, j'avais vu sa photo dans le journal annonçant sa mort»*, raconte Mohamed-Chérif Moulay. Il se souvient que le corps du héros de la bataille d'Alger *«ne saignait pas, ne portait aucun impact de balles, ni de traces de sang»*, mais avait à la hauteur du cou «une sorte de bleu rougeâtre, comme un œdème».

Dans un entretien accordé au *Quotidien d'Oran* le 11 mars 2007, Brahim Chergui, un des responsables de la Zone autonome d'Alger, a déclaré : *«Fusillé, pendu ou froidement exécuté d'une balle dans la tête, ces scénarios ne changent rien à la nature du forfait : un dirigeant de la révolution, de surcroît prisonnier de guerre, a été victime d'une liquidation pure et simple. Il s'agit d'un assassinat. La question de fond est de savoir quels sont les responsables de la liquidation du membre du CCE.»*

Abderrachid Mefti

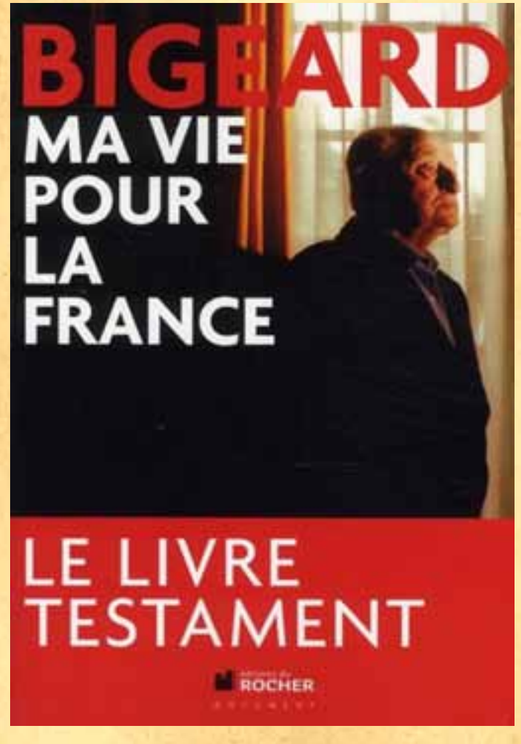
Derniers instants de Ben M'hidi

LES AVEUX DE SES TORTIONNAIRES

Larbi Ben M'hidi

Par Abderrachid Mefti

Colonel Marcel Bigeard



Dans un entretien accordé au quotidien français *La Liberté* en mars 2006, le général Bigeard est revenu sur la mort de Ben M'hidi, chef du réseau armé du FLN à Alger : « (…) Après l'avoir arrêté puis interrogé pendant huit jours, on lui a présenté les armes quand il a quitté mon poste de commandement. J'en avais fait un ami. Je lui ai dit : "Si j'étais Algérien j'aurais agi comme vous. Mais je suis Français, parachutiste et le gouvernement m'a chargé de vous arrêter". Moi, j'étais prêt à organiser un truc avec lui pour éviter de faire couler plus de sang. Il aurait sûrement accepté parce qu'en fait il voulait vivre libre. On aurait pu s'entendre. (…) Mes prisonniers étaient vivants quand ils quittaient mon quartier général. Et j'ai toujours trouvé dégueulasse de les tuer. Mais c'était la guerre et on devait trouver les bombes qui tuaient des civils.»

Extrait du livre *Ma vie pour la France,* **le livre-testament du général Marcel Bigeard**

Bigeard : Pour gagner il faut que vous soyez solidaires et unis entre Algériens. C'est loin d'être le cas. Il y a beaucoup de désaccords dans vos rangs. Le peuple non plus n'est pas tout entier derrière vous.

Ben M'hidi : Tout va rentrer dans l'ordre. Les questions de personnes ne comptent pas. Le FLN a ouvert la porte aux autres partis pour constituer un seul front. Le caractère démocratique sera essentiel demain pour le pays et a commencé aujourd'hui au sein du FLN.

Bigeard : Mais votre démarche ne fonctionne pas. Vous demandez aux divers partis d'abandonner leur identité. C'est impossible. Et le problème entre Berbères et Arabes, qu'en faites-vous ?

Ben M'hidi : Les rivalités arabo-berbères ne comptent pas. Seule compte une nation algérienne libre et démocratique. L'exécutif agit pour le peuple et devra agir, une fois le pays libéré, avec et par le peuple avec toutes ses composantes, sinon pas de salut pour la nation. Il faut rendre la population algérienne unifiée et libre, même si c'est malgré elle. Et ça, nous avons commencé à le faire.

Bigeard : Vous êtes un idéaliste. Vous savez bien que quand la population vous suit elle le fait sous la pression.

LARBI BEN M'HIDI
Histoire

Paul Aussaresses

Ben M'hidi : La guerre couvre l'ensemble du territoire et toute la population doit y participer. C'est son avenir de liberté qui est en jeu.

Bigeard : Je comprends votre lutte, lui dis-je, mais je ne peux pas admettre de vous voir massacrer par les bombes des femmes, des jeunes filles, des gosses qui meurent à cause de vous ou qui survivent les jambes ou les bras arrachés.

Ben M'hidi : C'est vous qui en êtes responsables. Il est temps que la minorité européenne reconnaisse notre droit à la liberté. Que la France quitte l'Algérie et tout cela s'arrêtera ! Au fond, une bombe vaut mieux que cent discours. Les combats dans le djebel, personne ne s'en préoccupe, mais une bombe au cœur d'Alger, ça fait la une de tous les journaux, à Paris, New York ou Moscou. La lutte armée n'est pas une fin, c'est simplement un moyen de parvenir à nos buts.

Propos d'un tortionnaire nommé Aussaresses : la preuve par le cynisme

Après plusieurs jours d'interrogatoire de Larbi Ben M'hidi par les parachutistes du centre de tri de la Scala (El Biar) sur les hauteurs d'Alger, le général Paul Aussaresses relate, dans un entretien accordé au mois de mai 2001 au quotidien *Le Monde*, **les derniers instants du chef de l'action armée au sein de la Zone autonome d'Alger. Voici quelques extraits de son livre** *Services spéciaux Algérie 1955-1957.*

Le général Massu, s'adressant à Aussaresses :

– Alors qu'en pensez-vous ?

– **Général Aussaresses :** Je ne vois pas pourquoi Ben M'hidi s'en tirerait mieux que les autres. En matière de terrorisme, je ne suis pas plus impressionné par le caïd que par le sous-fifre. Nous avons exécuté plein de pauvres diables qui

obéissaient aux ordres de ce type et voilà que nous tergiversons depuis bientôt trois semaines juste pour savoir ce que nous allons en faire !

– Je suis entièrement d'accord avec vous, mais Ben M'hidi ne passe pas inaperçu. On ne peut pas le faire disparaître comme ça.

– Alors, laissez-moi m'en occuper avant qu'il ne s'évade, ce qui nous pendra au nez si nous continuons à hésiter.

– Eh bien, occupez-vous-en, faites pour le mieux, je vous couvrirai, dit Massu en soupirant. »

Aussaresses poursuit :

«Je compris qu'il avait le feu vert du gouvernement. C'est moi qui ai récupéré Ben M'hidi la nuit suivante à El-Biar. Bigeard avait été prévenu que je prendrais en charge son prisonnier. Il s'était arrangé pour s'absenter. Je suis arrivé avec des Jeep et un Dodge. J'avais une douzaine d'hommes de ma première équipe, armés jusqu'aux dents. J'ai fait monter Ben M'hidi précipitamment dans le Dodge. Nous avons roulé à toute allure. Nous nous sommes arrêtés dans une ferme isolée qu'occupait le commando de mon régiment. C'était à une vingtaine de kilomètres au sud d'Alger, à gauche près de la route. La ferme avait été mise à notre disposition par un pied-noir. Le bâtiment d'habitation était modeste et ne comprenait qu'un rez-de-chaussée. Ma seconde équipe m'attendait là-bas. (...) Pendant ce temps, nous avons isolé le prisonnier dans une pièce déjà prête. Un de mes hommes se tenait en faction à l'entrée. Une fois dans la pièce, avec l'aide de mes gradés, nous avons empoigné Ben M'hidi et nous l'avons pendu, d'une manière qui puisse laisser penser à un suicide. Quand j'ai été certain de sa mort, je l'ai tout de suite fait décrocher et transporter à l'hôpital. Il était à peu près minuit. J'ai appelé aussitôt Massu au téléphone.

«Mon général, Ben M'hidi vient de se suicider. Son corps est à l'hôpital. Je vous apporterai mon rapport demain matin.» Massu a poussé un grognement et a raccroché. Il savait bien que mon rapport était prêt depuis le début de l'après-midi, histoire de gagner un peu de temps (…). »

Abderrachid Mefti

Jacques Massu au milieu de la photo

SOUVENIRS EN RAFALES

Drifa Ben M'hidi

Par Leila Boukli

Larbi Ben M'hidi

Témoignage

Mohamed-Tahar Ben M'hidi, 2e à partir de la gauche avec des responsables de la Wilaya II

Chahid Chérif Hassani, frère de Abdelkrim

Dans une jolie demeure sise sur les hauteurs du quartier de Bouzaréah, nous attend Drifa Ben M'hidi, épouse Hassani. Sous le regard de son fils Ikbal et des nombreux portraits de famille qui l'entoure, elle se livre, dans un arabe châtié, laissant défiler en rafale ses souvenirs, souvent douloureux, mais toujours plein d'admiration, lorsqu'elle évoque Didouche Mourad, Abdelkrim son défunt compagnon, son frère Tahar l'intellectuel par excellence ou encore Larbi respecté pour son courage par ceux là mêmes qui, atrocement, le torturaient.

Elle commence par nous parler de Mohamed-Tahar Ben M'hidi, dont le parcours est moins connu que celui de son glorieux frère Larbi.

Mohamed-Tahar Ben M'hidi : l'ami de toujours d'Abdelkrim Hassani

Le 12 février 1933 naissait, à El Khroub, Mohamed-Tahar Ben M'hidi. Après des études à Biskra, Larbi Ben M'hidi, décide d'envoyer son cadet en Tunisie et charge son beau-frère de l'inscrire au concours d'entrée d'une institution de son choix. Brillant, aimant les langues étrangères,

Larbi Ben M'hidi

Témoignage

Hadj Abderrahmane Ben M'hidi, père de Larbi et de Tahar

doté d'une mémoire phénoménale, Mohamed-Tahar passera avec succès, pas un, mais quatre concours dont la prestigieuse Zitouna. Son choix se porte sur Sadikiya qui dispense des cours d'arabe, de français, d'anglais, de latin et même des cours de musique, jusqu'au brevet. La révolution éclate en Tunisie ; le lycée ferme ses portes et Tahar est contraint de revenir au pays. On l'inscrit au lycée d'Aumale actuel Réda-Houhou, il y fait la seconde, la première et la terminale puis passe à Constantine son baccalauréat Lettres avec mention. Retour à Alger où il s'inscrit à l'université.

Nous sommes en mai 1956 et sans rien dire aux parents, Mohamed-Tahar répond à l'appel de grève. Ce sera Zighoud Youcef qui lui demande de rejoindre la Wilaya II. Il tombe au champ d'honneur le 31 janvier 1957, soit un mois avant son aîné Larbi. Drifa, leur sœur, se souvient qu'on lui interdit de parler de cette mort aux parents. Ils restaient sans héritiers mâles. Elle gardera le secret jusqu'en 1962 et raconte qu'un certain 4 mars 1957, après avoir fait la prière du Maghreb, son père Si-Abderrahmane, qui écoutait la radio, apprend la mort par « suicide » de son fils, Larbi. Choqué par le terme suicide – son fils n'aurait jamais fait cela, il connaît par cœur le Coran, qui interdit, cet acte – se met à cracher du sang. Sa douleur est immense. Il décide de gagner Alger où il rencontre Yacef Saadi pour lui demander le numéro de la tombe de Larbi. Il insiste tellement que Saadi décide de le faire accompagner par un petit garçon à la caserne où se trouve Bigeard. Ce dernier le prend pour un bachaga, venu donner des informations. « Soyez courageux » et montrant du doigt une photo sur son bureau, « Faites comme celui-là. » Reconnaissant le portrait, il dit : « Je suis le père de celui-là, comme vous dites !» Surpris, Bigeard se lève : « Donnez-moi le numéro de la tombe de mon fils. » « Je sais maintenant de qui Larbi Ben M'hidi tenait ce courage, de vous ! » Il lui donne le numéro de la tombe, non sans lui arracher la promesse que cette dernière ne sera ouverte qu'après la guerre.

Il ne tiendra pas jusque-là, et mourra, neuf mois après son fils Larbi, quelque peu visionnaire qui écrit déjà en 1957 : « Je voudrais être soumis à ces tortures, pour être sûr que cette chair misérable ne me trahisse pas. J'ai la hantise de voir se réaliser mon plus cher désir, lorsque nous serons libres, il se passera des choses terribles. On n'oubliera toutes les souffrances de notre peuple pour

se disputer des places ; ce sera la lutte pour le pouvoir. Nous sommes en pleine guerre et certains y pensent déjà, des clans se forment. A Tunis, tout ne va pas pour le mieux ; oui, j'aimerais mourir au combat avant la fin. »

Son vœu a été exaucé !

Extrait d'un écrit, que nous remet sa sœur Drifa qui reprend, sereine, son récit.

Messaoud Ben M'hidi, notre aïeul, avait 8 garçons et une fille. Tous lettrés en arabe, enseignants ou cadi, sauf notre père qui, lui, était commerçant. Larbi commence ses études à Batna, chez notre oncle maternel Said Kadi, sans enfants à l'époque, jusqu'au certificat d'études. Il rejoint notre père qui lance un commerce de dattes à Biskra et là s'inscrit au CEM Karbucia, actuel Lamoudi jusqu'au brevet, fait du scoutisme, du foot, il est joueur dans l'équipe US Biskra ; du théâtre et rentre dans la politique sans en informer ses proches. Il rentre de plus en plus tard à la maison et, un jour qu'il rentre à l'aube, se fait sermonner. Mon père, souligne Drifa, était un homme sage, mais strict. Il n'acceptait pas de manquement aux bonnes manières, il le harcelait de questions. Acculé, il avoua faire partie d'une organisation, sans d'autres précisions. « Pour ta sécurité et celle de la famille, je ne peux t'en dire plus. »

En mai 1945, Larbi quitte Biskra pour de bon. Arrêté, il restera en prison 45 jours. Qualifié de meneur, il est atrocement torturé. « Ces loups qui sont rentrés par le sang doivent sortir par le sang », dira-t-il après cet internement.

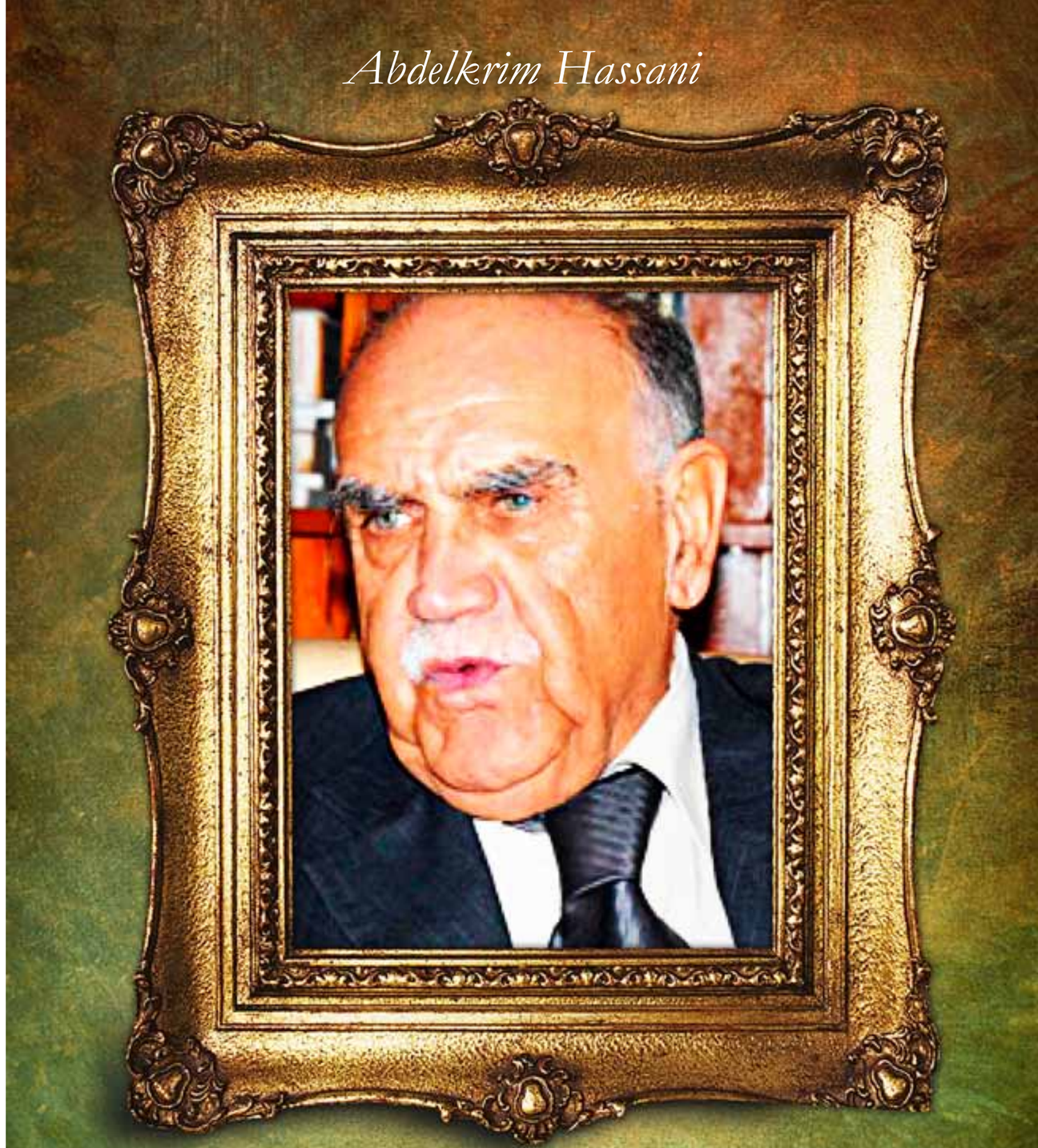
La famille quitte Biskra et retourne à Constantine. Larbi leur rend visite. C'est là, nous dira Drifa, qu'elle fait connaissance avec de nombreux responsables de l'ALN. Fidaïa, elle participe aux manifestations du 11 décembre 1961 avec Habiba Benmadjat, une autre fidaïa travaillant à l'état civil qui, reconnue, rejoint le maquis. Drifa est arrêtée puis relâchée. On lui demande de venir à la SAS, située au Bardo. Elle fait l'idiote et au soldat sénégalais qui la malmène, elle répond : « Je ne peux pas, j'ai peur des fellaghas. » « Vous n'avez pas peur de nous ? » « Non, parce que si vous me tuez, ce sera un honneur pour moi et ma famille. » Une provocation qui aurait pu lui coûter cher.

Drifa se rappelle ses débuts : « J'ai toujours, considéré Didouche Mourad qui appelait Larbi « ya kho », comme un troisième frère. Lorsqu'il venait chez nous, c'est moi qui m'occupais de lui. Didouche m'aidait pour mes devoirs. Il eut l'idée d'acheter deux cartables identiques l'un pour moi, l'autre pour lui, nous nous fixions rendez-vous, pour échanger nos cartables. J'avais pour consigne de ne jamais en parler à personne, c'est comme cela que j'ai débuté à a peine 13 ans. Il avait une grande confiance en moi. D'ailleurs, il me fit garder deux plis à ne remettre que dans deux mois à celui qui se présenterait sous le nom de Abdelkader, passé ce délai je devais les brûler. C'est ce que j'ai fait dans le four à pain de la ferme familiale. A sa mort, je l'ai pleuré comme s'il avait été mon frère de sang. D'ailleurs, dans la lettre qui annonçait son décès, par délicatesse, Larbi y avait ajouté un mot de condoléances pour moi. Il n'avait que 27 ans. »

Mme veuve Hassani, poursuit. « Cheikh Ali Marhoum, mari de Fatima-Zohra, ma sœur, qui fut l'un des premiers oulémas de l'époque, fut envoyé à Tanger pour travailler à la Voix d'Algérie. Il avait laissé chez nous sa femme et ses cinq filles en bas âge. A la demande de l'ALN, nous devions, ma mère, ma sœur et les enfants gagner au plus vite le Maroc. Lorsque l'information arrive au GPRA à Tunis que nous étions arrivées à bon port, Abdelkrim l'apprend. Il fera le voyage de Tripoli à Tanger pour demander ma main à mon beau-frère qui avait été notre professeur à tous, donc très respecté. J'ai juré de ne me marier qu'après l'indépendance de l'Algérie, avec un moudjahid instruit comme Tahar ou courageux comme Larbi. Je suis promise et je me marie avec Abdelkrim Hassani le 5 juillet 1962 à Tanger. Le lendemain nous partons à Tripoli à la base Didouche-Mourad. Je suis la seule femme dans le convoi militaire. A Oran, nous attendaient, entre autres, Ben Bella et Boumediene qui m'interpelle : « Pas de nom de guerre, ton vrai nom. » « Drifa Ben M'hidi. » Il se tient la tête et dit : « Larbi, Tahar, Drifa qu'avez-vous laissé aux parents. » Ben Bella se lève et me serre. Ma mère n'a jamais accepté la mort de Tahar. A son retour du Maroc, elle espérait que ce soit son deuxième garçon qui vienne l'accueillir. Elle trouva Abdelkrim à la place. Il est dur de perdre sa progéniture avant soi, on n'accepte mal de continuer après eux, de se dire qu'on n'éprouvera jamais la joie de bercer leurs enfants. Larbi lui disait déjà en 1952 : « Mère, tous les enfants d'Algérie sont mes enfants. » C'était un visionnaire.

Un jour où, invitée à Tizi Ouzou pour le premier anniversaire de la mort de Abane, je fus reçue par deux jeunes scouts, l'un d'eux s'approcha de moi, fit un salut militaire et me dit : « Mère, je suis le petit-fils de Larbi ! » Je n'oublierais jamais le regard plein de fierté de cet enfant d'Algérie, ni l'émotion qu'il suscita en moi.

Leila Boukli



Portrait

Abdelkrim Hassani dit Si El Ghaouti est le quatrième d'une fratrie de 8 enfants, 5 garçons et 3 filles. Son cadet Chérif, instituteur à Biskra, mourra à Guelma d'où est originaire sa belle-famille, à la suite des événements du 8 Mai 1945.

Issue d'une famille de Chorfa, le père Hassani Ben Rabah exerce le métier de cadi à Biskra, ville où Abdelkrim voit le jour, le 23 février 1931. Il y entame ses études primaires, qu'il poursuivra à Batna avant de rejoindre le lycée Albertini de Sétif où il obtient son baccalauréat avec mention bien.

Devenu en 1948, membre du Parti du peuple algérien (PPA) alors qu'il était encore au lycée, il s'engage véritablement dans la lutte armée contre le colonialisme français en 1955 en tant que membre de l'organisation politique FLN. Il sera appréhendé cette même année 1955 par la police à Biskra et en 1956 à Tizi Ouzou. Son amour du pays le poussera à abandonner ses études à l'université d'Alger lors de la grève des étudiants du 19 Mai 1956 où il était membre actif de l'UGEMA. Il rejoindra ensuite la Wilaya V pour devenir officier et être l'un des principaux collaborateurs de Abdelhafid Boussouf, responsable du MALG.

Nommé lieutenant vers la fin des années 1956, il est chargé de l'instruction du corps des transmissions. Après avoir dirigé les écoles des transmissions de l'ALN, il reçoit l'ordre en 1959 de rejoindre le ministère de l'Armement et des Liaisons générales du GPRA à Tunis pour la formation d'opérateurs en transmissions. Il supervise la formation de la 5e promotion des transmissions de l'Est. Il est chargé

Abdelkrim Hassani dit Si El Ghaouti, au milieu de la photo

1- Abdelkrim Hassani dit Si El Ghaouti, 2- Nelson Mandela

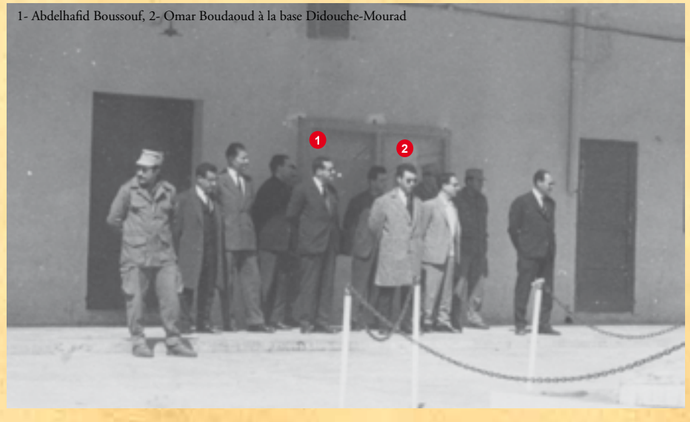
Abdelkrim Hassani dit Si El Ghaouti et Omar Boudaoud à la base Didouche-Mourad

Portrait

De g. à dr.: Rabah Bitat, Hocine Aït Ahmed, Abdelkrim Hassani dit Si El Ghaouti, Ahmed Ben Bella

De g. à dr.: Abdelkrim Hassani dit Si El Ghaouti, Mohamed Khider, Ahmed Ben Bella, Rabah Bitat, Aït Ahmed à la base Didouche-Mourad

1- Abdelhafid Boussouf, 2- Omar Boudaoud à la base Didouche-Mourad



du commandement de la base nationale de la documentation et de la recherche, dite « base Didouche-Mourad », fonction qu'il assumera jusqu'à l'indépendance.

Après l'indépendance, il deviendra directeur des Transmissions nationales à la Présidence puis directeur de cabinet au ministère de l'Intérieur et directeur général de la Fonction publique en 1976, député puis membre du Comité central du FLN et enfin retraité. Président dans les années 1990 de la Confédération des industriels et des producteurs algériens (CIPA).

Abdelkrim Hassani a obtenu un doctorat en droit comparé en arabe et un doctorat de physique. Il occupera d'autres responsabilités toutes aussi importantes, notamment directeur général de la Caisse des retraites (GCRA), directeur général de l'Entreprise nationale des systèmes informatiques (ENSI); président et membre actif du Patronat algérien, rapporteur du CNES, président d'honneur de l'Association d'amitié algéro-vietnamienne et membre fondateur de l'Association nationale des moudjahidine de l'Armement et des Liaisons générales.

A la fin des années 1980, Abdelkrim Hassani a écrit *Guérilla sans visage* qui relate la naissance du corps des transmissions pendant la guerre de libération. Le livre contient des documents de l'époque et de nombreuses photos et se veut un autre témoignage sur la guerre de l'ombre. Le regretté Hassani n'a pas cessé ces dernières années d'apporter ses témoignages sur la guerre de libération nationale en prenant part à tous les débats et tables rondes sur l'histoire de la Révolution algérienne, notamment la mise en place des réseaux de transmissions radio. Nos

Portrait

1- Abdelkrim Hassani dit Si El Ghaouti, 2- Mouloud Kacem Naït Belkacem avec une délégation étrangère

1- Abdelkrim Hassani dit Si El Ghaouti, 2- Abdelhafid Boussouf, 3- Omar Boudaoud

lecteurs le découvraient dans notre magazine aussi à travers ses écrits et contributions sur le thème.

Très proche de la famille Ben M'hidi, notamment du chahid Mohamed-Tahar, son futur beau-frère, Abdelkrim est l'époux de Drifa Ben M'hidi, sœur également de Larbi, qui nous révèle que Si El Ghaouti a laissé un livre inachevé sur Mohamed-Tahar. Ils ont ensemble fréquenté la zaouïa Ben M'hidi à Ain M'ila, reconstruite après qu'elle fût totalement détruite par l'armée française, en 1830, ce qui provoqua l'exil vers Tunis de l'aïeul Ben M'hidi ; ensemble, ils fréquentent l'université d'Alger, rejoignent la lutte armée le même jour, l'un vers l'Est, Wilaya II, et l'autre vers l'Ouest, Wilaya V. Ces amis qui, fait du hasard, naîtront le même mois, février, se sépareront en se faisant la promesse solennelle qu'en cas de malheur de l'un ou de l'autre, le survivant s'occuperait des mamans et des sœurs respectives.

Mohamed-Larbi tombera au champ d'honneur en 1957. Abdelkrim Hassani dit El Ghaouti respecta le pacte passé entre les deux, jusqu'au vendredi 5 novembre 2010 où il quitta ce monde à l'âge de 79 ans, à la suite d'un accident cérébral, survenu à l'hôpital militaire de Ain Naâdja (Alger). Il est inhumé au cimetière d'El Alia d'Alger.

Leila Boukli

Le bombardement de Sakiet Sidi Youssef

UNE ARMÉE BRUTALE SANS SENS POLITIQUE

Par Boualem Touarigt

Sakiet Sidi Youssef

Histoire

Le point rouge sur la carte indique Sakiet Sidi Youssef

Le 8 février 1958 au matin, un avion de reconnaissance de l'armée française survolait la frontière tunisienne. Cela devenait de plus en plus courant pour les officiers français qui manifestaient ouvertement leur mécontentement vis-à-vis du gouvernement français. Ils réclamaient depuis longtemps l'utilisation de moyens extrêmes pour frapper les unités algériennes réfugiées en Tunisie et même s'en prendre aux militaires tunisiens qu'ils considéraient comme complices. Les partisans de la manière forte élevaient la voix et refusaient de se soumettre aux règles imposées par le pouvoir politique. Fortement déçus par le retrait d'Egypte, pendant l'intervention menée conjointement avec les Britanniques et les Israéliens, ils tenaient rancune à leurs gouvernants qu'ils accusaient de les avoir empêchés d'obtenir une victoire complète. Ils étaient sûrs d'obtenir à brève échéance une victoire totale. Ils avaient reçu du gouvernement les moyens matériels et humains qu'ils réclamaient et voulaient appliquer leur plan pour réduire militairement l'ALN d'une manière définitive. Le gouvernement français se vit accorder par le Parlement les pleins pouvoirs pour combattre le FLN. Il confia à l'armée des missions étendues aussi bien dans les campagnes que dans les villes et usa de moyens étendus pour pratiquer une guerre totale : bombardement des villages, création de zones interdites, déplacement des populations, création des camps de regroupement, utilisant des mesures de répression systématiques à grande échelle pour prendre en main les Algériens et extirper l'organisation politique du FLN. La hiérarchie militaire prit des libertés avec le pouvoir civil dont elle condamna le projet politique pour faire revenir la paix et manipula les franges les plus extrémistes de la minorité européenne. Le gouvernement céda facilement devant les exigences des militaires et ne put réaliser aucune avance pour élargir les droits des populations et tenter de ramener la paix.

L'armée française veut imposer sa guerre

Au début de l'année 1958, l'armée voulait mener sa propre guerre, sans tenir compte des directives du pouvoir politique, et sans lui en référer même. Elle n'obéit plus et ne veut même pas demander un avis aux politiques qui à ses yeux sont déconsidérés. Ce 8 février, l'avion MD de reconnaissance aérienne survole le territoire tunisien. Il essuie des tirs de la défense aérienne et il est touché. Il regagne l'aéroport de Tébessa.

Un avion larguant des bombes sur Sakiet Sidi Youssef

La hiérarchie militaire décide de riposter. Pourtant, elle a des instructions claires et fermes. Il lui faut une autorisation express pour toute action importante faisant usage du droit de légitime défense en dehors des frontières. Elle s'en passera. Robert Lacoste, représentant du gouvernement en Algérie, détenteur de l'autorité légale, n'est pas au courant. Il est mis devant le fait accompli. On sait aujourd'hui que ceux qui ont décidé du bombardement de Sakiet Sidi Youssef ont disposé de la complaisance pour ne pas dire de l'accord tacite du cabinet du ministre de la Défense de l'époque, Jacques Chaban Delmas, grand partisan du général de Gaulle dont il activait le retour.

Les autorités militaires ripostent immédiatement. En plusieurs vagues, pendant plus d'une heure, une trentaine d'avions (dont 11 bombardiers B26) visent le village d'où les tirs sont partis et déversent plusieurs tonnes de bombes. Ils bombardent sans discernement les populations civiles, des Tunisiens et des Algériens réfugiés. Les ordres sont clairs. Il ne s'agit pas d'un avertissement, d'une attaque dissuasive. Il faut une riposte de grande ampleur, raser toute tentative de s'opposer aux plans de l'armée. L'attaque sera donc menée avec détermination avec l'objectif de s'en prendre aux militaires et aux civils. Les victimes non militaires ne seront pas des dommages collatéraux, des pertes inévitables et non voulues. Il fallait punir les Tunisiens, leur armée et leur gouvernement qui « osaient » s'en prendre à l'armée française et devenaient donc des ennemis. L'armée française est sûre de tenir sa victoire en Algérie, et elle veut faire « sa » guerre, comme elle l'entend : avec brutalité, en utilisant tous les moyens.

Ce même 8 février 1958, des délégués de la Croix-Rouge internationale sont présents. Ils apportent des vivres et prodiguent des soins aux réfugiés. Leurs véhicules sont touchés. Les délégués sont les témoins du massacre.

Des conséquences politiques désastreuses

Les conséquences politiques sont désastreuses. Robert Lacoste et Jacques Chaban Delmas couvrent et invoquent la légitime défense. Les extrémistes de la minorité européenne d'Algérie applaudissent et expriment bruyamment leur satisfaction. Le président du Conseil, Félix Gaillard, est trop faible. Il couvre lui aussi. Il n'a pas l'autorité voulue pour punir les officiers qui n'ont pas respecté les consignes et qui ont pris des initiatives sans en référer à l'autorité politique. Personne non plus n'ose affronter la rue européenne en Algérie. Celle-ci a déjà montré sa force à plusieurs reprises et elle est désormais l'alliée d'une partie de l'armée avide de revanche sur un pouvoir politique qu'elle juge « capitulard ». Lacoste sait désormais que l'Armée veut mener sa guerre comme elle l'entend et qu'elle n'obéira pas au pouvoir politique. Elle veut pour cette foi-ci une victoire, dont on l'a privé en Indochine. Elle croit maintenant avoir appris la leçon, savoir comment s'y prendre contre ses ennemis.

Robert Lacoste

Jacques Chaban Delmas

Le président tunisien Habib Bourguiba avait jusqu'alors bien manœuvré pour négocier avec le gouvernement français pour obtenir une indépendance par étapes en passant par une étape d'autonomie interne. Il a mis fin au règne du bey, alors sous la tutelle du protectorat français, et avait créé la république dont il était devenu le premier président. Mais selon les accords signés, la France occupait une base militaire et maintenait des troupes sur le sol tunisien.

Bourguiba réagit avec une extrême fermeté. Il mène une campagne diplomatique et médiatique très habile. Les délégations étrangères constatent les massacres. Des journalistes du monde entier et des diplomates viennent à Sakiet Sidi Youssef. Des témoins de poids étaient présents dans le village : les délégués de la Croix Rouge internationale. Les visiteurs ne font pas les mêmes constats que les autorités françaises qui affirmaient : « Les tirs de riposte des avions français ont été

essentiellement dirigés contre une forte concentration de fellaghas constatée dans la mine désaffectée située à 1,5 km au sud de l'agglomération. » Or les journalistes et les diplomates étrangers voient des cadavres d'enfants de l'école du village qui a été rasée. Les services d'information militaires français s'empêtrent dans leurs explications. Ils démentent les faits : « On dément comme dénuée de tout fondement la nouvelle de source tunisienne, suivant laquelle une école aurait été visée et que des enfants auraient été victimes des avions français. » Malheureusement pour eux, les images des corps d'enfants mutilés sont reprises et largement diffusées par les actualités du monde entier. Dans une ferme, on rassemble les soixante-dix cadavres avant leur inhumation dont un seul fonctionnaire, un douanier : des femmes, des hommes et des enfants, des commerçants et des paysans venus au marché. Il y a des corps complètement calcinés et d'autres affreusement déchiquetés par les tirs des mitrailleuses. De nombreux petits corps disloqués portent les tabliers d'écoliers.

Bourguiba rappelle son ambassadeur à Paris et réclame le retrait des troupes françaises de l'ensemble du territoire tunisien, y compris de Bizerte. Les soldats français sont cantonnés dans leurs casernes et ne peuvent plus se déplacer. Le gouvernement tunisien saisit le Conseil de sécurité des Nations unies soutenu par la profonde réprobation mondiale.

L'alliance Atlantique fortement ébranlée

Les alliés de la France sont mis dans une situation très délicate, tout particulièrement ses partenaires de l'alliance Atlantique qui va être sérieusement ébranlée, notamment les Américains. Ceux-ci ont jusque-là toujours officiellement soutenu le gouvernement français à qui ils ont apporté un soutien politique, militaire et financier. Ils ne veulent pas s'aliéner les opinions internationales et notamment arabes. Les Britanniques se retrouvent dans la même situation. Le gouvernement Gaillard réussit à détourner la tempête diplomatique qui le menaçait. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne vont au secours de leur allié atlantique. Pour éviter la discussion au Conseil de sécurité des Nations unies, ils inventent une porte de sortie en proposant leurs « bons offices », c'est-à-dire rapprocher les positions des deux parties la France et la Tunisie. Robert Murphy pour les Etats-Unis et Harold Beeley pour le gouvernement britannique, entament une série de voyages et de contacts entre Tunis et Paris, tentant de trouver un compromis sur deux questions déterminantes: la présence militaire française en Tunisie et le contrôle de la frontière. Ces tentatives diplomatiques ne débouchent sur aucune avancée. Même cette porte de sortie qui évite à la France un plus grand désastre diplomatique ne fait rien pour calmer l'opinion française. La crise politique s'aggrave.

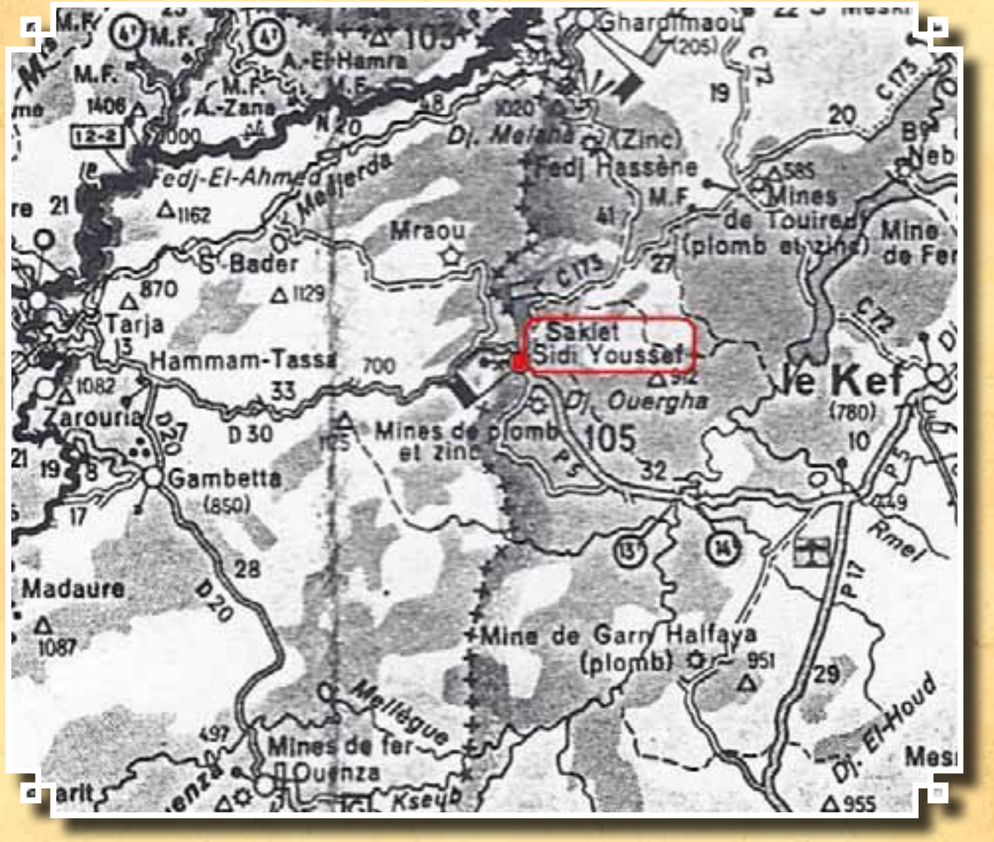
Les victimes du bombardement

Les extrémistes de la minorité européenne d'Algérie avaient acclamé le bombardement. Ils avaient considéré les « bons offices » proposés par les alliés comme un recul des politiques. Certains militaires, partisans de la manière forte, avaient été choqués par cette mission, se sentant offensés et désavoués par le gouvernement malgré les attitudes du président du Conseil, du ministre de la Défense et du gouverneur général qui avaient justifié l'opération. Le commandement de l'armée en Algérie protesta presque ouvertement contre ce qu'il considérait comme un lâchage, un de plus, des hommes politiques. Leur horizon politique déclaré était la défense de l'Occident chrétien devant la marée communiste et la terreur islamiste. Cette grogne était exploitée par les leaders gaullistes de l'opposition qui œuvraient pour le retour au pouvoir de leur leader. Le sénateur Michel Debré, qui sera premier ministre du général de Gaulle, condamna ce qu'il considérait comme une faiblesse du gouvernement qui avait permis l'immixtion dans les affaires intérieures françaises. Le 8 février 1958 annonça la fin proche de la Quatrième République.

Boualem Touarigt

SAKIET SIDI YOUSSEF
Histoire

LA BATAILLE DU 11 JANVIER 1956 AU DJEBEL OUASTA



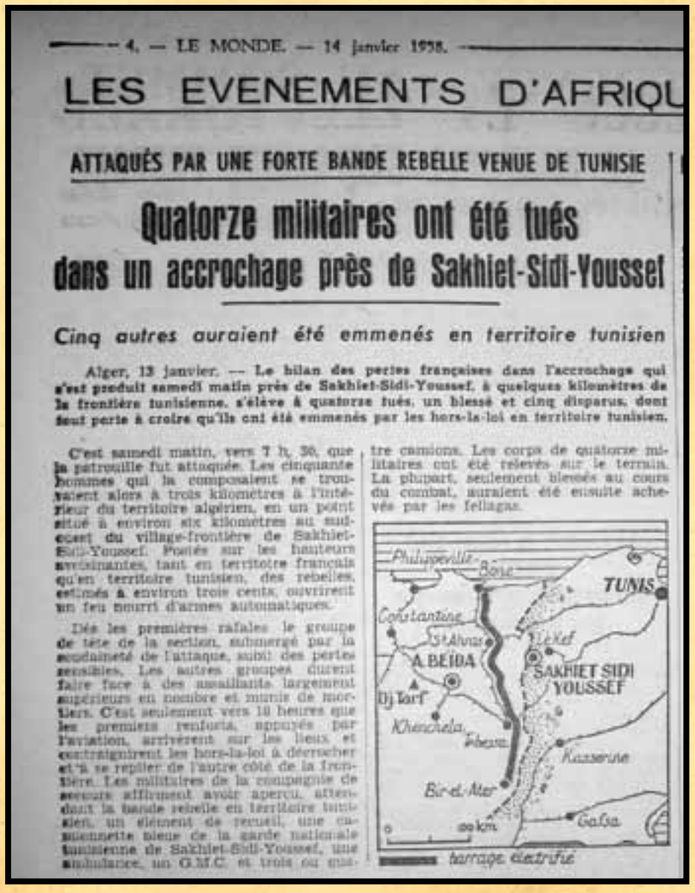
La bataille du 11 janvier 1956 explique en grande partie, par ses conséquences politiques et diplomatiques, la riposte brutale de l'armée française par le bombardement de Sakiet Sidi Youssef. On l'appelle aussi la bataille de « djebel Ouasta ».

Par Boualem Touarigt

Elle fut menée, selon le numéro 17 *d'El Moudjahid* daté du 1er février 1958 par le 3e bataillon de la base de l'Est, alors commandé par le capitaine Si Hamma. Elle fut préparée et dirigée par le commandant Tahar Zbiri, ancien chef du 3e bataillon et devenu membre du commandement de base de l'Est. Celui-ci aurait décidé d'attaquer une garnison française avancée (dite « garnison 28 » et dénommée aujourd'hui village Djebar Amor) implantée entre la ligne Morice et la frontière. D'après lui, les combattants avaient été répartis en trois groupes commandés respectivement par Moussa Houasnia et Abdeslam Baghdouche, Hamma Loulou et Ben Allala, Salah M'sadi dit Nehru et Mustapha el Ouahrani. Le samedi 11 janvier, les soldats de l'ALN prirent position sur les crêtes du djebel Alahoum, à huit kilomètres de la frontière. Une embuscade avait été montée à un détachement qui sortait du cantonnement de Bordj Legouared. L'engagement fut violent et dura de 5 heures à 10 heures du matin. Les combattants de l'ALN décrochèrent avant l'entrée en action de l'aviation appelée en renfort. Ils avaient éliminé 42 soldats français du 23e régiment d'infanterie (la presse française reconnut 14 morts, et un blessé succomba à ses blessures) et emmené avec eux quatre prisonniers. *L'Echo d'Alger* du 13 janvier 1958 annonçait : « Une patrouille française attaquée par 400 fellaghas, 12 tués et 5 prisonniers. » Quelques jours plus tard, on retrouva le corps sans vie d'un soldat disparu, considéré au début comme ayant été fait prisonnier par l'ALN.

L'armée française rendit la Tunisie responsable

Le gouvernement français éleva une protestation auprès du gouvernement tunisien par l'entreprise de Georges Gorse, son ambassadeur à Tunis. Pour lui, l'armée tunisienne avait été impliquée. *L'Echo d'Alger* du 13 janvier affirmait : « On aurait vu une camionnette bleue de la garde nationale tunisienne, une ambulance et trois autres camionnettes qui attendaient à la frontière. » Le quotidien qui exprimait la position des extrémistes de la population européenne d'Algérie publiait le 14 janvier un éditorial sous le titre « l'Abcès tunisien » dans lequel il rendait la Tunisie responsable de l'extension de l'activité de l'ALN : « C'est par dizaines de milliers que les armes en provenance du Caire et de Libye rejoignent les


4. — LE MONDE. — 14 janvier 1958.

LES EVENEMENTS D'AFRIQU

ATTAQUÉS PAR UNE FORTE BANDE REBELLE VENUE DE TUNISIE

Quatorze militaires ont été tués dans un accrochage près de Sakhiet-Sidi-Yousset

Cinq autres auraient été emmenés en territoire tunisien

Alger, 13 janvier. — Le bilan des pertes françaises dans l'accrochage qui s'est produit samedi matin près de Sakhiet-Sidi-Youssef, à quelques kilomètres de la frontière tunisienne, s'élève à quatorze tués, un blessé et cinq disparus, dont deux perte à croire qu'ils ont été emmenés par les hors-la-loi en territoire tunisien.

C'est samedi matin, vers 7 h. 30, que la patrouille fut attaquée. Les cinquante hommes qui la composaient se trouvaient alors à trois kilomètres à l'intérieur du territoire algérien, en un point situé à environ six kilomètres au sud-ouest du village-frontière de Sakhiet-Sidi-Youssef. Postés sur les hauteurs avoisinantes, tant en territoire français qu'en territoire tunisien, des rebelles, estimés à environ trois cents, ouvrirent un feu nourri d'armes automatiques.

Dès les premières rafales, le groupe de tête de la section, submergé par la soudaineté de l'attaque, subit des pertes sensibles. Les autres groupes durent faire face à des assaillants largement supérieurs en nombre et munis de mortiers. C'est seulement vers 10 heures que les premiers renforts, appuyés par l'aviation, arrivèrent sur les lieux et contraignirent les hors-la-loi à décrocher et à se replier de l'autre côté de la frontière. Les militaires de la compagnie de secours affirment avoir aperçu, attendant la bande rebelle en territoire tunisien, un élément de recueil, une camionnette bleue de la garde nationale tunisienne de Sakhiet-Sidi-Youssef, une ambulance, un G.M.C. et trois ou quatre camions. Les corps de quatorze militaires ont été relevés sur le terrain. La plupart, seulement blessés au cours du combat, auraient été ensuite achevés par les fellagas.

centres d'instruction tunisiens où sont entraînés et soigneusement équipés les fellaghas algériens… La France doit cesser de traiter avec un personnage qui ne contrôle plus les actes de ses subordonnés. » Le lendemain, il publiait un témoignage du capitaine Allard, officier parachutiste affecté à proximité de la frontière : « Certaines positions de tir se trouvaient en territoire tunisien… Le deuxième groupe a été visé par un mortier situé au-delà de la frontière et une section a été prise sous le feu d'un tir qui venait d'un piton tunisien, djebel Arben, et deux soldats français ont été vus, après l'embuscade traversant Sakiet Sidi Youssef à pied, les mains liées derrière le dos… Quant aux rebelles, après le décrochage, ils ont été ramenés par des véhicules de la garde nationale tunisienne. »

L'armée française, de plus en plus révoltée contre son gouvernement, demanda des mesures énergiques contre la Tunisie qu'elle accusait de soutien aux combattants de l'ALN. Son commandement avoua presque explicitement son opposition à l'indépendance de ce pays. Il demanda le recours à la manière forte pour garantir une victoire militaire qu'il estimait proche en Algérie, c'est-à-dire l'extension de la guerre à la Tunisie. Il n'admettait pas les pertes subies le 11 janvier et voyait comme une humiliation la capture de 4 soldats par les combattants de l'ALN et leur emprisonnement sur le territoire algérien. On rendit responsable l'armée tunisienne. La presse française d'Algérie affirma que l'opération avait été menée avec l'appui des soldats tunisiens. Elle publia même des témoignages dans ce sens, cherchant à prouver l'implication de la garde nationale tunisienne qui aurait utilisé ses camionnettes pour transporter les combattants de l'ALN. Elle affirma même que des témoins oculaires auraient aperçu les prisonniers français dans le village de Sakiet Sidi Youssef.

L'amertume va être encore plus forte. *L'Echo d'Alger* rend compte dans son édition du 20 janvier 1958 d'un reportage du journal tunisien L'Action réalisé par un journaliste libyen. On apprend que l'accrochage s'était déroulé le 11 janvier entre les djebels « Ouasta » et « Alahoum » à quatre kilomètres de la frontière. Les quatre prisonniers ont été capturés dans une maison en ruines. Le journal affirme : « Ils ont été vus pour la dernière fois par notre confrère libyen vendredi à une heure du matin. Ils sont gardés derrière la ligne Morice et ils n'ont pas mis les pieds en Tunisie. »

La ligne Morice

Le FLN réussit un coup politique

Le FLN va exploiter son avantage en tentant un coup diplomatique. Il saisit officiellement le Comité international de la Croix Rouge à Genève lui affirmant qu'il était prêt à permettre un contact avec ses prisonniers. L'instance internationale accepte et désigne un représentant spécial, Jean de Preux. Celui-ci fera une déclaration à l'AFP le 20 janvier : « En l'état actuel des

Des moudjahidine de l'ALN

MM. de Preux et Hoffmann auraient rencontré les 4 prisonniers de Sakiet

Les délégués de la C.R.I. et leur escorte de rebelles (s'il faut en croire le F.L.N.) auraient franchi la frontière alg éro-tunisienne sans encombre !

La 18e en trois semaines

Encore une mitrailleu

pourparlers, une solution positive pourrait être envisagée, mais il n'est pas encore possible d'en déterminer les modalités. J'espère que cette solution interviendra dans le courant de la semaine et, si tel est le cas, qu'elle favorisera les efforts déployés par le Comité international pour parvenir à un résultat positif. » Le correspondant de l'AFP précise que « le FLN se déclare prêt à fournir à M. de Preux toutes les facilités pour lui permettre d'entrer en contact avec les quatre prisonniers et de constater qu'ils sont traités selon les règles de la convention de Genève. » C'est dans la presse que le 1er février on apprend que « MM de Preux et Hoffmann de la Croix-Rouge internationale auraient rencontré les quatre prisonniers du FLN. » *L'Echo d'Alger* publie le 1er février une déclaration du porte-parole du FLN à Tunis (il s'agissait de Ahmed Boumendjel): « La délégation de la Croix-Rouge et son escorte ont franchi sans encombre la frontière algéro-tunisienne. »

Le FLN fait passer la frontière à la Croix-Rouge

Dans un communiqué du 4 février, le CICR confirme en effet que ses délégués ont visité le 30 janvier en territoire algérien, non loin de la frontière tunisienne, les quatre prisonniers. Ils ont confirmé l'identité des captifs, pris des photos et reçu des lettres envoyées par les prisonniers à leurs familles. Bien des années plus tard, un document officiel du CICR confirmera le caractère exceptionnel de cette visite : « Ce passage de la frontière par un délégué dans une semi-clandestinité constitue, à notre connaissance, un fait sans précédent dans l'histoire du CICR. Il s'explique vraisemblablement par les enjeux politiques d'alors et les positions opposées qui étaient celles des parties au conflit. » (*L'action du CICR pendant la guerre d'Algérie* par Françoise Perret, RICR, décembre 2004, vol.86, n°856).

Le FLN avait réussi un coup de force : il a prouvé que les prisonniers français étaient sur le territoire algérien et il a fait traverser sans encombre la frontière à une délégation officielle de la Croix-Rouge internationale qui a pu leur rendre visite. L'armée française vécut ce fait comme une profonde humiliation. Elle ne l'accepta pas et réclama des représailles violentes contre la Tunisie. Elle déclencha une riposte aveugle sans en référer au pouvoir politique.

Boualem Touarigt

Selon le porte-parole du F.L.N. à Tunis

"La délégation de la Croix Rouge et son escorte ont franchi sans encombre la frontière algéro-tunisienne"

Une 18me mitrailleuse en moins de 3 semaines a été prise aux rebelles dans la région d'Ain-Beida

A Général-Gouraud deux fellaghs déchiquetés par l'obus qu'ils « piégeaient »

LES CONSÉQUENCES DIPLOMATIQUES DU BOMBARDEMENT

APRÈS L'ODIEUSE AGRESSION DE SAKIET

L'ÉCHO D'ALGE

Le plus fort tirage de l'Afrique du

TENSION ACCRUE ENTRE PARIS ET TUNIS

Révélations accablantes pour le gouvernement tunisien du capitaine ALLARD (à l'hôpital de Souk-Ahras) à notre envoyée spéciale

- Des positions de tir rebelles se trouvaient en Tunisie
- Deux soldats français captifs ont été vus à Sakiet les mains liées
- Un infirmier blessé portant la croix rouge a été achevé
- Des véhicules de la garde tunisienne ont ramené les agresseurs en Tunisie

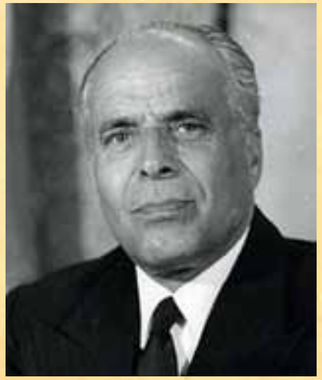
Un quinzième soldat français a succombé à ses blessures

(De notre envoyée spéciale Maria ELBE)

Un blessé achevé

Par Boualem Touarigt

Le président Habib Bourguiba



Le bombardement du village de Sakiet Sidi Youssef par l'aviation française a eu d'importantes conséquences diplomatiques. Le chef d'orchestre en a été le président tunisien Habib Bourguiba qui a fait preuve d'une grande habileté. Il a réussi à susciter des réactions d'hostilité et de crainte qui ont ébranlé la cohésion du pacte atlantique autour de la France. Son action a été pour beaucoup dans le changement d'attitude des pays occidentaux envers la révolution algérienne. Le Maghreb fit un grand pas vers l'union.

Dans un premier temps, le gouvernement français réagit avec une grande maladresse après la bataille du djebel Ouasta qui a vu les combattants de l'ALN infliger des pertes importantes à l'armée française et surtout faire des prisonniers. Le gouvernement français n'admet pas que cette action avait été menée par l'ALN. Pour lui, l'armée tunisienne en est responsable. Celle-ci aurait au moins apporté une aide matérielle et logistique. La presse colonialiste française l'accuse ouvertement d'avoir bombardé les positions françaises à partir du territoire tunisien, d'avoir transporté et évacué les combattants de l'ALN et même de détenir sur le sol tunisien les soldats faits prisonniers. Elle se déchaîna. Dans ses écrits, elle affirme ouvertement que l'indépendance de la Tunisie était une erreur et que cela avait permis l'extension de la rébellion. La Tunisie est responsable d'avoir autorisé l'installation de milliers de combattants algériens sur son territoire et d'avoir favorisé leur armement et leur acheminement vers l'Algérie. Georges Bidault, un des plus fervents porte-parole de la tendance colonialiste, s'exprime dans *L'Echo d'Alger* du 24 janvier 1958 : « Si nous voulons garder l'Algérie à la France, nous ne pouvons pas laisser se maintenir la politique que M. Bourguiba mène de gré ou de force à nos frontières… Le moment est venu de ne plus rien céder à l'ingratitude. »

Le gouvernement français joue l'intimidation

Le gouvernement français, alors dirigé par Félix Gaillard, fait de la surenchère pour des raisons politiciennes. Il rappelle Georges Gorse ambassadeur à Tunis et élève une protestation contre ce qu'il considère comme une ingérence grave dans les affaires intérieures françaises et un acte d'hostilité contre la France. Il exige la libération des soldats français faits prisonniers et, pour lui, détenus en Tunisie. Il commet l'erreur de dépêcher à Tunis deux émissaires, dont le général Buchalet, qui avait exercé en Tunisie avant l'indépendance. Bourguiba rejette la protestation française. Pour lui, l'accrochage avec les troupes de l'ALN s'est déroulé sur le territoire algérien et les prisonniers français ne sont pas en Tunisie. Le 16 janvier, il refuse de recevoir les envoyés spéciaux français tout en s'entretenant avec l'ambassadeur Georges Gorse. Le même jour, il reçoit longuement l'ambassadeur des USA à qui il explique sa position et lui confirme ses bonnes intentions envers l'Occident. Le 20 janvier, il tient un discours devant les députés tunisiens. Il justifie son refus de recevoir les émissaires du gouvernement français à qui il voulait signifier que « le temps de l'intimidation était révolu. Je voudrais que le gouvernement français comprenne que le ton employé, ponctué par l'envoi d'un général, n'a aucune chance d'émouvoir la République tunisienne. Mais, indépendamment de cela, nous demeurons amis, comme par le passé. Rien ne change. La dignité simplement passe avant l'amitié. » Le 7 février, il précise sa pensée : « Pourquoi refuser des pourparlers engagés par l'intermédiaire d'un organisme international pour régler le sort des quatre prisonniers français en même temps que celui de tous les détenus et arrêter les exécutions ? » Il pousse le gouvernement français à ouvrir des négociations avec le FLN autour du sort des quatre prisonniers. Il considère que c'est le moyen d'entamer une discussion plus large sur tous les détenus des deux camps et aussi de traiter de la question algérienne dans le fond. Car Bourguiba a une stratégie claire : il est pro-occidental et le fait savoir aux pays de l'alliance Atlantique. Il veut les convaincre que l'indépendance rapide de l'Algérie est une question vitale et que la poursuite de la guerre fait le jeu du camp communiste. Une issue rapide au conflit dans le sens de l'indépendance permettrait l'émergence d'un pouvoir politique algérien modéré, proche du monde occidental. Sa poursuite au contraire renforcerait le camp des radicaux et pousserait les nationalistes dans le camp des extrémistes arabes

Georges Gorse, ambassadeur de France à Tunis au moment du bombardement

PLUS DE 16 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

ABONNEMENTS

LE NUMÉRO : 25 fr.

Rédaction : 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4307-34

il la rencontre au sommet ?

al Boulganine

sident Eisenhower

ssage personnel

La Croix-Rouge confirme que M. de Preux s'est entretenu en Algérie avec les prisonniers de Sakhiet-Sidi-Youssef

et des communistes. Dans son conflit avec la France, il pousse son avantage jusqu'au bout, mais jamais jusqu'à la ligne rouge, sans rompre avec l'Occident. Il réussira dans sa démarche à faire changer la position de beaucoup de pays occidentaux.

Dans son discours du 9 janvier 1958 (avant l'accrochage du djebel Ouasta), il faisait monter les enchères sur le pacte de défense commune qui était alors envisagé avec la France. Il place la barre très haut. Il précise les conditions de son accord: l'évacuation des troupes française encore stationnées en Tunisie, à l'exception de Bizerte. Et il fait un appel aux pays de l'OTAN : « Si nous n'arrivons pas à nous faire entendre, nous serons obligés de négocier directement avec les puissances du pacte atlantique et les nations du monde libre. Je dirais alors que notre désir de trouver un accord avec la France n'a pas été payé de retour et que je me suis heurté sans cesse à la tendance colonialiste connue de tous. » Il manœuvrera toujours ainsi jouant les Etats Unis et l'Occident contre la France, et faisant agiter la menace de voir les populations du Maghreb rejoindre le communisme et l'extrémisme arabe.

Le gouvernement français reste agrippé à ses positions intransigeantes. Négocier avec le FLN le sort des prisonniers, même par l'intermédiaire de la Croix-Rouge serait ressenti comme une humiliation par l'armée et par les extrémistes français tant en France qu'en Algérie. Maurice Duverger écrit dans *Le Monde* du 23 janvier : « L'envoi du général Buchalet a peut-être valu au gouvernement les quelque dix voix qui l'ont sauvé. » Ce geste du gouvernement de Félix Gaillard lui aurait permis de recueillir les voix de députés lors du vote de confiance après le débat sur les relations avec la Tunisie (253 pour et 233 contre).

Le communiqué du Comité international de la Croix-Rouge du 3 février 1958 qui affirmait que ses envoyés spéciaux avaient contacté les prisonniers français sur le territoire algérien est ressenti comme une humiliation par l'armée française. Elle publie une série de communiqués de presse accusant la Tunisie d'ingérence et d'aide directe aux combattants de l'ALN. L'intensification des combats à la frontière avait jusque-là entraîné plusieurs accrochages et des avions avaient été mitraillés. Les saisies d'armes avaient prouvé que l'ALN possédait des mitrailleuses pouvant toucher des avions. Plusieurs d'entre eux avaient été abattus et la nouvelle n'avait pas toujours été rendue publique. *Le Monde* du 1er février 1958 écrivait : « Indépendamment du problème politique posé par le lieu de l'incident, le mitraillage d'un avion en Algérie n'est plus un évènement exceptionnel… A plusieurs reprises, d'autre part, des mitrailleuses lourdes,

parfaitement aptes à une action anti-aérienne, ont été saisies aux mains des rebelles dans le Constantinois notamment. Leur utilisation ne constitue donc pas en soi un fait nouveau. »

Le commandement de l'armée française fait monter la tension, accumulant les prétextes et les accusations d'ingérence. Son opposition à son propre gouvernement devient à peine voilée.

Bourguiba s'adresse directement aux Etats-Unis

Le président Bourguiba joue admirablement. Il ne s'adresse plus à la France mais à l'OTAN et directement aux Etats-Unis à qui il lance ses avertissements. La veille même du bombardement, il déclarait : « Si le peuple algérien désespère de l'Occident et se laisse glisser sur la pente attrayante de l'indépendance arabe, qui a déjà entraîné les peuples déçus par l'Occident et comptant désormais sur la Russie, il y a des chances pour que toute l'Afrique suive le mouvement. » Son message semble porter. Dean Acheson, qui fut secrétaire d'Etat sous l'administration Truman de 1949 à 1953, écrit dans son livre *La Puissance et la Diplomatie* qui paraît alors : « Il n'est pas besoin d'avoir une boule de verre pour prévoir l'issue en Algérie… L'association avec la France est essentielle à l'Afrique du Nord. Le Président Bourguiba le sait mieux que personne… L'Amérique a fait un affront à Nasser à propos du barrage.» Pour lui, les USA doivent préserver leur alliance avec les Européens, mais ils doivent également agir envers les nouvelles nations indépendantes d'Afrique et d'Asie pour contrer le communisme. Dans son éditorial du 6 février, *Le Monde* écrivait : « Il n'est pas nécessaire de rappeler que

Habib Bourguiba et J.-F.Kennedy

le conflit algérien est pour les milieux politiques américains un sujet de préoccupation constante. Non seulement parce qu'il pèse sur l'effort militaire de la France au sein de l'OTAN, mais parce qu'il est –pense-t-on à Washington – le principal obstacle à la définition d'une grande politique occidentale à l'égard des nations afro-asiatiques. Et parce qu'il offre au communisme le moyen de progresser au sein des masses arabes et africaines, du fait de la déception que leur cause le « monde libre » et de l'appui diplomatique et psychologique – voire matériel – que le bloc soviétique donne aux rebelles. »

Le bombardement du village de Sakiet Sidi Youssef est venu d'un ordre de la hiérarchie militaire qui était passée outre aux instructions de son gouvernement qu'elle a mis devant le fait accompli. Ce n'était pas la première fois. Le 15 février, le ministre des Affaires étrangères affirmait même à l'Assemblée nationale que le bombardement n'avait pas été décidé par le gouvernement.

Les contradictions internes de la scène politique française s'aggravent. Le plan qui vise la chute de la Quatrième République avance. Il n'est pas loin d'aboutir.

Le Président Bourguiba va réagir avec une très grande habileté. Il fait monter les enchères profitant de l'appui et de l'élan de sympathie qu'il rencontre sur la scène internationale. Bahi Ladgham, secrétaire d'Etat à la présidence tunisienne, déclare lors des obsèques des 75 victimes du bombardement : « L'évacuation totale des troupes françaises est devenue une nécessité absolue. Il ne saurait plus être question aujourd'hui d'un traité commun de défense. » Le lendemain Bourguiba s'exprime : « Il paraît très difficile que des relations d'entente quelconque puissent exister entre la Tunisie et l'armée française et il paraît plus difficile encore de penser à une défense commune ou à une coopération quelconque entre l'armée tunisienne et l'armée française… » Son ennemi est désigné, ce n'est pas la France encore moins le monde occidental dont il déclare toujours en faire partie. Il vise les chefs militaires français. Il a un discours mesuré de paix et de négociation : « Nous devons continuer à être pour la paix, à croire en la paix et à la défendre, afin que la guerre ne puisse pas faire tâche d'huile comme cherchent à y arriver un grand nombre de chefs militaires et même de responsables civils. » Il prend des mesures fortes : les troupes françaises en Tunisie sont consignées dans leurs garnisons et ne peuvent se déplacer sans autorisation. Il demande l'évacuation de tous les casernements français y compris Bizerte. Comme à son habitude, il fait monter les enchères avec la France, mais sans rompre. Il s'adresse désormais aux Etats-Unis directement. Il cherche à les convaincre qu'il est de leur intérêt et de celui de l'alliance Atlantique d'œuvrer pour l'indépendance de l'Algérie. Il ne jure que par son attachement au monde occidental et il fait croire qu'il est possible de constituer un ensemble maghrébin ancré à l'Occident. Pour lui, le gouvernement français mène une politique dangereuse qui fait le jeu du communisme. Bourguiba sait qu'il joue sur un terrain relativement préparé. L'opinion américaine avait déjà commencé à basculer. En juillet 1957, le sénateur Kennedy avait pris position pour l'indépendance de l'Algérie. Dean Acheson, ancien secrétaire d'Etat et inspirateur de la politique étrangère des Etats-Unis, plaidait pour une politique plus souple envers les pays d'Afrique et d'Asie pour leur éviter de se tourner vers le communisme. Le monde occidental devait d'après lui étendre sa zone d'influence en se détachant du colonialisme.

En France, certains hommes politiques avaient senti cette évolution dans l'attitude des Etats-Unis. En janvier 1958, le député gaulliste Michel Debré s'exprimait sur le crédit de 600 millions de dollars obtenu par la France auprès des Américains. Pour lui, il y aurait une clause politique : « La partie de ce prêt pouvant être affectée à l'achat de matériel militaire a été accordée sous réserve que ce matériel militaire ne serve pas aux opérations de l'armée française en Algérie. »

Bourguiba pousse l'OTAN à soutenir l'indépendance de l'Algérie

Tout en prônant des mesures fortes contre la France, Bourguiba affirme son désir de s'attacher davantage à l'Occident. Le 19 février 1958, il donne un entretien au journal *Le Monde* où il déclare ne rechercher qu'une sorte d'internationalisation du conflit franco-tunisien limitée au monde occidental : « Une demi internationalisation entre les membres de la famille atlantique n'est-elle pas préférable à une internationalisation totale devant le Conseil de sécurité ? » Il abat une carte se déclarant prêt à mettre la base de Bizerte à la disposition de l'OTAN. C'est comme s'il jurait de ses convictions atlantiques, tout en affirmant qu'il avait des difficultés à imposer ce choix : « Je n'abandonne pas mes convictions, mais il me sera de plus en plus difficile de faire admettre mon appartenance au monde occidental si je n'arrive pas à la justifier par des avantages. » Il avertit les Etats-Unis et aussi les autres gouvernements occidentaux en affirmant que le FLN était prêt à s'ancrer dans le monde occidental et à refuser de basculer dans l'extrémisme musulman et le communisme. Il préconise : « Il faut s'attaquer au problème algérien » et il propose son aide pour éviter que le mouvement algérien ne s'éloigne de l'Occident. Son discours porte. Il rejoint les conclusions du rapport présenté par le sénateur américain Mansfeld qui affirmait le 8 février 1958 : « De Tunis, une main est avancée et un cri d'alarme lancé. D'ores et déjà s'exerce sur les peuples nord africains l'attirance du bloc antioccidental formé au Proche-Orient. N'est-il pas temps encore de créer à travers la Méditerranée une autre force d'aimantation ? C'est en tout cas le sens de la suggestion que nous fait M. Bourguiba. »

Les Etats-Unis et la Grande Bretagne proposent une « mission de bons offices » qui est acceptée par la Tunisie. On évite ainsi un débat à l'ONU. Le 12 février, le secrétaire d'Etat américain Foster Dulles affirmait lors d'une conférence de presse : « Les Etats-Unis considèrent que l'affaire algérienne est une question intérieure française mais ils ne s'arrêteraient pas à des considérations juridiques si l'examen de ce problème au sein de l'OTAN ou d'une autre organisation devrait amener une amélioration de la situation. » Il affirme que le maintien de bonnes relations avec la Tunisie est dans l'intérêt de l'alliance Atlantique : « Le rôle des Etats-Unis dans le différend franco-tunisien est de s'efforcer de minimiser les conséquences de l'incident de Sakiet Sidi Youssef afin de permettre le maintien des bonnes relations entre la France et les pays d'Afrique du Nord. »

Le Maghreb se rapproche et fait une offre commune

A la suite de la mission de bons offices, la Tunisie et le Maroc conviennent qu'un rapprochement maghrébin pour une solution négociée en Algérie serait bien accueilli par un grand nombre de pays, même ceux de l'alliance Atlantique. Du 27 au 29 avril 1958, la conférence de Tanger réunit des représentants du FLN, à leur tête Ferhat Abbas, avec une délégation tunisienne du néo Destour dirigée

Washington cherche à éviter le débat demain au Conseil de sécurité

Sur le plan diplomatique, le développement de l'affaire de Sakiet reste toujours assez complexe. Ce matin encore on pensait, sans excès d'optimisme, que l'intervention du Conseil de sécurité prévue en principe pour mardi pourrait être écartée ou, du moins pour commencer, retardée.

Cet espoir reste d'ailleurs plausible ce soir encore et l'on peut être certain en tout cas que M. Dulles, qui rentre demain à Washington, interrompant ses vacances, fera tout son possible pour le concrétiser.

Le secrétaire d'Etat se proposerait de rétablir des contacts directs entre Paris et Tunis.

Cependant, le ministre tunisien des Affaires étrangères, qui précisait cet après-midi qu'une offre de médiation américaine pourrait amener le gouvernement tunisien à abandonner le débat du Conseil de sécurité, ajoutait en même temps que ce même gouvernement tunisien va déposer une seconde plainte [illegible]

Au même moment, on avait connaissance d'un éditorial publié par l'« Action », hebdomadaire de langue française qui exprime l'opinion de certains milieux néo-destouriens, éditorial qui exprime des vues sensiblement différentes.

« Nous entêter à maintenir la mystique occidentale dans ce pays en jetant l'exclusive sur Moscou et le monde oriental, ce serait aller au-devant de grands déboires, déclare l'« Action » qui ajoute : « C'est un impératif national d'étendre nos amitiés à l'Est comme à l'Ouest. Des relations normales avec l'Union so[illegible] et les grands pays de l'Est

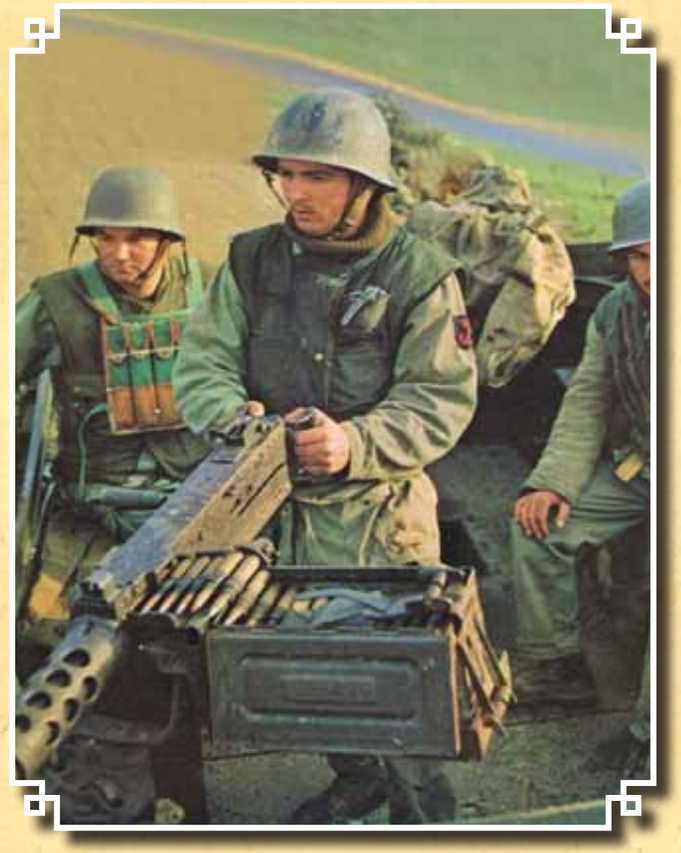
tés et ses conséquences. Un Maghreb uni proposait une solution globale qui préservait des relations apaisées avec le monde occidental, avec l'affirmation du droit du peuple algérien à l'indépendance. Mais les évènements vont se précipiter en Algérie et en France. Le 15 avril, l'Assemblée nationale refuse la confiance au gouvernement Gaillard. A Alger, où l'on a reçu les propositions américaines dans le cadre de la mission « des bons offices » comme une humiliation, on refuse toute idée de négociation avec la Tunisie et le Maroc. Les ultras réussissent dans leur plan. Le renversement de la Quatrième République est tout proche. La préparation du coup d'état du 13 mai s'accélère.

Boualem Touarigt

par Bahi Ladgham et une mission de l'Istiqlal marocain menée par Balafrej. Les trois participants scellent les bases d'une première tentative d'union du Maghreb et pour offrir une sortie au gouvernent français qui recevrait l'appui du monde occidental. Le FLN est reconnu comme seul représentant du peuple algérien dont est affirmé le droit à l'indépendance, comme condition d'une solution globale des problèmes avec la France. La Tunisie et le Maroc affirmaient ainsi une alliance officielle avec le peuple et se présentaient unis pour négocier avec le gouvernement français une paix globale impliquant tout le Maghreb. La conférence recommande même « la constitution d'un gouvernement algérien » et la création d'un Parlement maghrébin. C'était aussi un message au monde occidental à qui on présentait une possibilité réelle de mettre fin à la guerre d'Algérie avec ses atroci-

Habib Bourguiba en compagnie de Ferhat Abbès et d'autres dirigeants du FLN

LA DÉCOMPOSITION DU SYSTÈME POLITIQUE FRANÇAIS



Le bombardement du village tunisien Sakiet Sidi Youssef le 8 février 1958 intervient à un moment où la scène politique française est marquée par des clivages et des contradictions qui s'expriment de manière de plus en plus frontale et qui accélèrent la transformation brutale du régime.

Par Boualem Touarigt

Soldats français longeant la frontière algéro-tunisienne

L'armée a désobéi aux instructions

Les observateurs ont compris que la décision de mener le raid a été prise localement par le commandement militaire sans consulter le pouvoir politique. Selon le correspondant du *Times* à Paris, « Les Britanniques sont plus ou moins convaincus que le gouvernement français a été une fois de plus placé devant un fait accompli et qu'il ne s'attendait pas lui-même à voir entreprendre un raid aussi spectaculaire que celui de samedi. » Parce que les instructions du gouvernement étaient claires. *Le Monde* du 12 février 1958 rappelait les Conseils des ministres des 15 et 29 janvier qui avaient décidé que « les raids ne pourraient être déclenchés que sur décision gouvernementale et à condition qu'ils n'atteignent pas la population civile. » Ces ordres bien nets n'ont pas été respectés. Certains observateurs français avaient saisi les enjeux de la partie qui s'engageait entre l'armée française et son gouvernement. Le 11 février, Jacques Fauvet écrit dans *Le Monde* : « En croyant gagner au comptant, nous risquons de perdre à terme, comme nous l'avons fait le plus souvent en Afrique du Nord. Cette politique est sans perspective. Elle nous mène au pire. Ceux qui ont décidé le raid de Sakiet Sidi Youssef ne sont certainement pas des partisans de l'internationalisation du conflit algérien. Il leur est difficile d'ignorer que de quelque manière qu'on la prenne, leur initiative y conduit tout droit. » Le 15 février 1958, le ministre des Affaires étrangères, Christian Pineau reconnaît à l'Assemblée nationale que « l'opération de Sakiet n'a pas été décidée par le gouvernement ».

Dans cette confrontation qui en fait a commencé en Algérie plus de deux années plus tôt, l'acteur principal est l'armée. Les mouvements activistes européens d'Algérie en sont à la fois le détonateur et l'accélérateur. Les deux se rejoignent dans un objectif commun : garder l'Algérie française. L'armée veut se refaire en remportant une victoire qu'elle estime largement à sa portée. Elle croit avoir compris ce qu'est la guerre révolutionnaire qu'elle a pratiquée en Indochine : elle croit savoir comment remporter la victoire qui lui a été ravie d'après elle par les renoncements des hommes politiques. Il y a un chef d'orchestre dans l'ombre qui attend son heure et qui pousse patiemment ses pions : le général de Gaulle. C'est la droite et l'extrême droite qui se trouvent réunies. Pour l'armée, de Gaulle lui permettra de se débarrasser d'un pouvoir politique qui lui a imposé des renoncements, qui l'a humiliée. Elle veut sa revanche. Avec de Gaulle, elle va tenir sa victoire militaire et imposer sa ligne politique. Les extrémistes européens ont déjà testé leur pouvoir en février 1956 quand ils réussirent à faire reculer le gouvernement socialiste de Guy Mollet. Ils ont déjà obtenu que les pouvoirs de police soient confiés à l'armée et celle-ci applique les seules méthodes qu'a toujours pratiquées cette minorité

SAKIET SIDI YOUSSEF
Histoire

: la répression la plus brutale et la plus sanglante de toute révolte des Algériens. Ils refusent violemment toute évolution, aussi minime soit-elle, toute atteinte à leur domination politique et économique. Alors que la grande colonisation capitaliste montre qu'elle peut s'adapter à une situation nouvelle qui lui permettrait de mieux défendre ses intérêts et qui l'assurerait d'une position dominante dans la société, c'est le peuple des « petits blancs », ces Européens des villes de condition modeste qui vont être les défenseurs les plus violents et les plus acharnés du maintien de la domination coloniale. Ils sont très tôt mis en branle. Ils s'alignent sur les positions des militaires pour une action énergique contre la Tunisie. Le 21 janvier 1958, un communiqué de deux groupes extrémistes français en Algérie, le Front des combattants et le Front d'action nationale considèrent l'opération du 11 janvier comme une manœuvre : « Le guet-apens tendu aux troupes françaises avec la complicité active de la garde nationale tunisienne, par les rebelles algériens basés en Tunisie, constitue une nouvelle preuve de l'appui fourni par la Tunisie au FLN. » Le 25 janvier, Robert Lacoste reçoit une pétition de plusieurs milliers de signatures réclamant la libération des quatre prisonniers du FLN « au besoin par des mesures énergiques ». Georges Bidault attise la colère en déclarant le 24 janvier: « Si nous voulons garder l'Algérie, nous ne pouvons pas laisser se maintenir la politique que M. Bourguiba mène de gré ou de force à nos frontières. Le moment est venu de ne plus rien céder à l'ingratitude. »

La vision du général de Gaulle

De Gaulle a sa vision de l'Algérie, plutôt de la France : un Etat fort, une économie moderne, une puissance militaire reconnue. Il veut moderniser l'armée. Il la veut moins nombreuse, plus professionnelle, plus technicienne. Il s'oppose aux tenants d'une doctrine qu'il estime révolue. La France doit se doter de l'arme atomique et avoir un déploiement international avec des moyens modernes à l'instar des grandes puissances que sont les Etats-Unis et l'Union soviétique. Or, la guerre qui dure en Algérie est un obstacle à la réalisation de ces objectifs. Elle coûte cher à un moment où la France doit emprunter à ses alliés pour équilibrer ses comptes. Pour lui, l'armée qu'il trouve en 1958 est dépassée. Il veut sortir de ce qu'il a appelé « le temps de la marine à voile » pour lequel il n'éprouve aucune nostalgie. La France, son industrie, son armée doivent vite se moderniser. Le général de Gaulle veut une France dominante dans le Monde, mais pas à la manière du système colonial ancien. Il préfère une sorte de communauté de pays formellement indépendants mais en fait très liés à la France qui dirigerait effectivement les économies et même les armées, une sorte de Commonwealth avec des liens plus forts. Il ne croit pas que la France imposerait sa domination dans ses colonies si elle n'arrivait pas à dégager une élite locale, ayant une assise électorale et acquise à la France. Il se méfie de la minorité européenne d'Algérie dont une partie est acquise aux idées extrémistes et refuse toute évolution. Pour lui, celle-ci devient un danger pour la grandeur de la France en refusant le rôle dominant qu'il lui prépare et où elle céderait une partie de son pouvoir à des élus algériens

Le général de Gaulle

modérés partisans du maintien de la présence française. Une fois de retour au pouvoir, il cherchera à dégager cette élite locale vainement. Car il n'a jamais été partisan de la négociation avec le FLN. Il accordera de gros moyens à l'armée pour obtenir une victoire militaire. En même temps, il lancera ses programmes sociaux pour obtenir une adhésion des populations algériennes et il développera de gros moyens pour dégager cette élite locale pro-française qui prendrait en charge la gestion du pays. Son rêve aurait été un échec militaire total du FLN qui aurait fait de celui-ci une force politique minoritaire rendu docile et inoffensive, à côté d'autres qui, elles, auraient soutenu la vision d'une nouvelle Algérie. Mais il évoluera prudemment jouant sur les rapports de force avec les militaires dont il arrivera à isoler la frange la plus extrême.

Objectif commun : abattre la Quatrième République

Dans un premier temps, en janvier 1958, à l'époque de Sakiet Sidi Youssef, les alliances se sont déjà formées pour cet objectif commun : abattre la Quatrième République et ramener le général de Gaulle au pouvoir, par des moyens légaux avec une forte pression populaire. L'armée, les extrémistes européens d'Algérie et les gaullistes renforcent cette alliance contre nature, purement tactique. Les représailles que décident les militaires contre la population civile de Tunisie est une étape décisive de cette alliance, une phase importante dans la confrontation entre les militaires et le pouvoir politique en place qu'on cherche à déconsidérer.

Le général Navarre, ancien commandant en chef des forces françaises en Extrême Orient dans une lettre adressée au journal *Combat* en janvier 1956 commentait le livre de Joseph Laniel, ancien président du Conseil lors de la guerre d'Indochine. Concernant Diên Biên Phu, il affirmait : « La cause déterminante de la perte de la bataille n'est pas miliaire mais politique, et est imputable au gouvernement seul : c'est l'initiative soudaine et irréfléchie, prise sans consultation du commandement d'ouvrir à Genève des négociations de paix. » Il met Laniel et Pierre Mendès France sur le même pied d'égalité : « Mendès France a été responsable d'avoir surestimé l'étendue de notre échec militaire. Le gouvernement de M. Laniel s'était déjà laissé entraîner dans le pessimisme le plus noir. Ses directives transmises par le général Ely étaient des ordres d'abandon… Pour n'être pas de même nature, ses responsabilités dans la paix de capitulation valent celles de son successeur. » Le message est clair : attention, le gouvernement actuel en cherchant la négociation avec le FLN et la Tunisie va amener la France à une défaite alors que nous sommes en train de gagner la guerre. C'est un gouvernement d'abandon, qu'il faut éliminer.

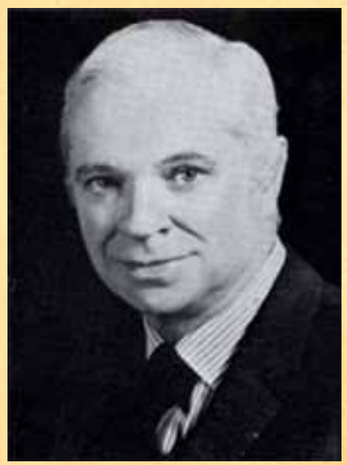
Le malaise des militaires n'a pas échappé aux observateurs. Jacques Fauvet affirme dans *Le Monde* du 6 février 1958: « Le malaise de l'armée, qui est aussi en grande partie celui de la Nation, vient de ses échecs répétés. Un ancien poujadiste l'a rappelé – puisqu'une majorité inhibée lui a laissé le privilège. Mais son erreur est de croire avec de nouveaux officiers, que l'armée pouvait gagner outre-mer des batailles qui étaient en réalité beaucoup plus politiques que militaires et le sont encore. Les défaites et les départs, ressentis comme des défaites, ne viennent point de ce qu'elle n'a pas su mener de fausses guerres. Ils sont dus à l'impuissance du pouvoir politique à résoudre des conflits politiques par des moyens politiques. »

Le général Navarre, ancien commandant en chef des forces françaises en Extrême Orient

Jean Marie Le Pen

Le député extrémiste Jean-Marie Le Pen déclarait en février 1958 à l'Assemblée nationale : « Voilà d'où vient le malaise de l'armée. Son drame dans la guerre d'Indochine est de n'avoir pas eu le soutien de la nation. Et maintenant des hommes critiquent sans cesse le rôle de l'armée. »

Michel Debré, député gaulliste



Roger Frey, conseiller de l'Union française

Les gaullistes accélèrent le mouvement

Le député gaulliste Michel Debré adopte une position proche de celle de l'armée et rend le gouvernement responsable à cause de ce qu'il considère comme un manque de fermeté. Il s'exprimait ainsi le 25 février 1958: « Si, dès le lendemain du bombardement de Sakiet, le gouvernement avait pris position d'une manière énergique, nous n'aurions pas vu par la suite nos troupes prisonnières en Tunisie, nos consuls chassés et nos alliés exercer sur nous une pression humiliante. Plus nous avons donné d'indépendance à la Tunisie, plus la Tunisie a aidé la rébellion algérienne alors que l'indépendance devait engendrer la neutralité. »

Le 28 février, un autre gaulliste, Roger Frey, conseiller de l'Union française, est plus direct, réclamant ouvertement dans une note d'information publiée par le Centre national du parti républicain social, un recours au général de Gaulle. La journaliste Georgette Elgey semble au courant du plan arrêté en écrivant dans Paris Presse deux jours plus tard : « Le général de Gaulle ne veut revenir que dans le cadre de la légalité républicaine et il semble croire que l'Assemblée nationale ne se résignerait que sous la pression de l'opinion à voir l'ancien chef de la France libre appelé par M. Coty. » La tactique est claire : la foule (il s'agit d'abord des foules européennes d'Algérie, déjà rodées à ce genre d'exercice) devait s'exprimer dans la rue pour effrayer les députés et les obliger devant la menace à accepter la solution pré-

conisée par l'armée et faire appel au général de Gaulle, assurant ainsi la légalité républicaine et la légitimité du nouveau pouvoir qui se préparait.

Des observateurs, considérés pourtant comme non gaullistes et respectueux de la démocratie, chargent la Quatrième République de tous les défauts et la rendent responsable des échecs successifs. C'est un autre journaliste Georges Houdin qui écrit dans *Le Monde* du 15 février 1958 : « Il est sûr qu'une certaine forme de démocratie, la démocratie pluraliste parlementaire, est en train d'agoniser sous nos yeux. La longueur des crises ministérielles, l'absence de toute majorité cohérente, la non-résistance aux pressions exercées sur l'Etat républicain par les intérêts publics et privés, bourgeois, paysans et ouvriers, nous indiquent que le régime est en décadence. Il tombe. Il pourrit lentement sous nos yeux. »

Dès janvier 1958, le plan s'accélère. Le bombardement de Sakiet Sidi Youssef est un acte de plus. Il est la première manifestation importante du refus d'obéissance de la hiérarchie militaire au gouvernement. Le commandement montre clairement qu'il veut mener sa propre guerre qu'il est capable de remporter, mais sans se soumettre aux instructions du gouvernement légal qu'il estime mener le pays à des renoncements et à de nouvelles défaites. La hiérarchie militaire cherche l'affrontement avec le pouvoir politique légal et le défie ouvertement. Des membres du gouvernement cèdent devant les injonctions de l'armée. Pierre Métayer, ministre de Félix Gaillard, déclare le 25 mars 1958 : « L'armée conserve une force d'âme intacte. Mais il faut en retour lui donner le sentiment de servir une politique sans équivoque. » Michel Debré estime que la situation est mûre quand il s'exprime le 23 mars 1958 devant le Conseil national des républicains sociaux où il réclame carrément « un gouvernement de salut public dont le chef est tout désigné ».

Désormais, le mouvement va s'accélérer. Le 13 mai est tout proche. Chacun des acteurs avance ses pions : l'armée et les extrémistes européens d'Algérie qui coordonnent parfaitement leurs actions et aussi le général de Gaulle qui manœuvre pour acculer les députés vers une seule sortie possible : voter son investiture pour diriger le gouvernement. Ainsi naît la Cinquième République.

Boualem Touarigt

Sakiet Sidi Youssef, après le bombardement

LE BOMBARDEMENT DE SAKIET SIDI YOUSSEF DANS LA PRESSE

N ETAT DE LÉGITIME DÉFENSE
APRÈS LE MITRAILLAGE
E DEUX DE SES APPAREILS

L'ÉCHO D'ALGER

9-10 Février 1958

M MEUBLES AVA — TAOUREL

L'AVIATION FRANÇAISE BOMBARDE LES OBJECTIFS MILITAIRES

e deuxième épisode
e SAKIET-SIDI-YOUSSEF

TUNISIENS ET REBELLES A SAKIET-SIDI-YOUSSEF

Détruits à 80 %:
douanes, gendarmerie
ancien cantonnement français
abritant des nids de mitrailleuses
(les bâtiments civils
n'ont subi que d'infimes dégâts)

Détruits à 50 %:
les locaux d'une ancienne mine
où s'abritait un camp rebelle
et, dans une école désaffectée
le P.C. du F.L.N

UN REPORTAGE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL RENE SICART

«Le sort de l'ALGÉRIE se joue à la frontière tunisienne»

Le gouvernement tunisien a pratiquement abandonné aux rebelles une bande de terrain

Samedi, à l'aube

de 350 kilomètres

Les réaction
de Bourguiba

• L'ambassade
de Tunisie à P
est rappe

• L'évacuation
troupes franç
de Tuni
y compris celle
Bizerte

• L'éta

Par Boualem Touarigt

Sakiet Sidi Youssef

Histoire

La presse coloniale française d'Alger qui exprimait la position des ultras et soutenait les arguments du commandement militaire s'est déchaînée contre la Tunisie dès le 11 janvier 1958, après la bataille du djebel Ouasta. Elle rendait ce pays responsable des pertes subies (officiellement onze soldats tués) et surtout des quatre soldats faits prisonniers par l'ALN. Elle réclamait une riposte.

L'Echo d'Alger du 10 février 1958 justifiait le bombardement : « Venant après une série d'incidents qui étaient autant de preuves de la contribution tunisienne à la guerre subversive engagée par le FLN, l'agression du 11 janvier dernier à Sakiet Sidi Youssef constituait un acte de belligérance caractérisée… cela appelait une riposte immédiate… Les Français et tous ceux qui ont le souci de la dignité de la France en éprouvent une sorte de soulagement.» Le lendemain de la bataille du 11 janvier, il écrivait : « Une patrouille française attaquée par 400 fellaghas : 12 tués et 5 disparus emmenés en Tunisie. » Il précisait qu'on avait vu « une camionnette bleue de la garde nationale tunisienne, une ambulance et trois autres camionnettes qui attendaient à la frontière. » Le 14 janvier, il confirmait : « C'est bien la garde nationale tunisienne qui a transporté les rebelles sur les lieux de l'embuscade de Sakiet » et poussait le gouvernement à des positions fermes contre la Tunisie dans un éditorial intitulé « l'abcès tunisien » : « C'est par dizaines de milliers que les armes en provenance du Caire et de la Libye rejoignent les centres d'instruction tunisiens où sont entraînés et soigneusement équipés les fellaghas algériens… La France doit cesser de traiter avec un personnage qui ne contrôle plus les actes de ses subordonnés. »

Le 15 janvier, il va plus loin dans ses accusations en publiant le témoignage du capitaine Allard qui faisait partie des troupes accrochées le 11 janvier: « Certaines positions de tir se trouvaient en territoire tunisien… Le deuxième groupe a été pris sous le tir d'un mortier qui venait d'un piton tunisien, le djebel Arben… Deux soldats français ont été vus, après l'embuscade traversant Sakiet Sidi Youssef à pied, les mains derrière le dos…Quant aux rebelles, après le décrochage, ils ont été ramenés par des véhicules de la garde nationale.»

Le 21 janvier, il rend compte de la déclaration que Jean de Preux, délégué de la Croix-Rouge internationale chargé d'enquêter sur le sort des quatre militaires français faits prisonniers par le FLN le 11 janvier dernier près de la frontière tunisienne, avait faite à l'AFP : «En l'état actuel des pourparlers, une solution pourrait être envisagée, mais il n'est pas encore possible d'en déterminer les modalités. J'espère que cette solution interviendra dans le courant de la semaine et, si tel est le cas, qu'elle favorisera les efforts déployés par le Comité international de la Croix-Rouge pour parvenir à un résultat positif. » Le journaliste précise que le FLN se déclare prêt à fournir à M. de Preux toutes les facilités pour lui

M. DE PREUX A PRIS CONTACT
avec les prisonniers français du F.L.N.

Selon l'agence A.C.P., un porte-parole du F.L.N. à Tunis confirmait à la fin de la matinée de vendredi que MM. de Preux et Hoffmann avaient bien pris contact avec les quatre Français prisonniers des rebelles depuis l'affaire de Sakhiet-Sidi-Youssef. D'après la même source, le retour des délégués du C.I.C.R. à Tunis est prévu pour la nuit de vendredi à samedi. Mais on ne sait s'ils feront une déclaration avant de rentrer à Genève.

On remarquera toutefois, d'une part que les autorités d'Alger déclarent tout ignorer de ces derniers événements, et se placent ainsi en dehors des « négociations » qui pourraient les suivre, d'autre part que M. de Preux ne dispose d'aucun mandat pour entamer celles-ci. On précise en effet à Genève qu'il n'est pas du ressort de la Croix-Rouge de négocier la libération des quatre prisonniers de Sakhiet, et éventuellement de celle des autres qui se trouveraient aux mains du F.L.N. Tout ce que le C.I.C.R. peut faire est de faciliter les pourparlers entre les deux parties en conflit en vue de hâter une solution aux problèmes humanitaires que pose la situation présente.

En conséquence, des conversations où la France serait inévitablement partie, mais où l'on ignore encore si son partenaire pourrait être autre que tunisien, doivent être envisagées. Du moins sauve une démarche indispensable à la libération des quatre militaires français. On précise cependant qu'elle ne saurait nullement entraîner, aux termes des conventions de Genève de 1949, la reconnaissance au F.L.N. de la qualité de belligérant.

Les services qu'à cet égard pourrait rendre le gouvernement tunisien risquant malheureusement d'être d'autant moins appréciés qu'un nouvel incident vient de se produire à la frontière algérienne. M. Christian Pineau s'en est entretenu jeudi soir au Quai d'Orsay avec l'ambassadeur de Tunisie, M. Masmoudi.

A R.T.F.

Sakiet Sidi Youssef

Histoire

permettre d'entrer en contact avec les quatre prisonniers et de constater qu'ils sont traités selon les règles de la convention de Genève. Il se fait alors le porte-parole de ceux qui considèrent que l'intervention de la Croix-Rouge est une humiliation et demandent des mesures énergiques contre la Tunisie rendue responsable. Dans l'édition du même jour, le journal publie un communiqué de deux groupes extrémistes français, le Front des combattants et le Front d'action nationale, qui considéraient l'opération du 11 janvier comme « le guet-apens tendu aux troupes françaises avec la complicité active de la garde nationale tunisienne, par les rebelles algériens basés en Tunisie », et qu'elle constituait « une nouvelle preuve de l'appui fourni par la Tunisie au FLN ».

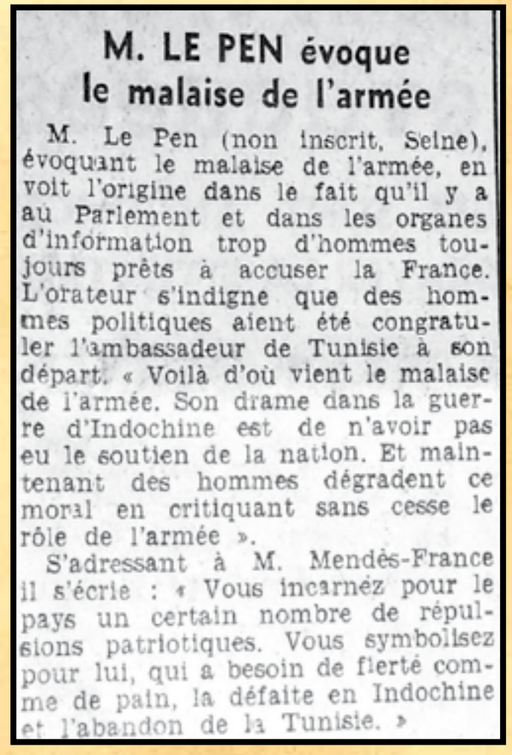
Le 24 janvier, il donnait un large écho à une déclaration de Georges Bidault : « Si nous voulons garder l'Algérie, nous ne pouvons pas laisser se maintenir la politique que M. Bourguiba mène de gré ou de force à nos frontières. Le moment est venu de ne plus rien céder à l'ingratitude. » Le 25, il annonçait que Robert Lacoste avait reçu une pétition de plusieurs milliers de signatures réclamant la libération des quatre prisonniers du FLN « au besoin par des mesures énergiques ».

Après le bombardement meurtrier du village, il justifiait l'action de l'armée française comme un acte de légitime défense. Pour lui, les objectifs visés étaient militaires et il parla même de succès : « Le bombardement de la mine de Sakiet a causé la mort d'une centaine de rebelles. Les autorités tunisiennes ont fait procéder clandestinement à leur inhumation. »

Le 12 février, il reproduit une fois de plus les déclarations de Georges Bidault qui voit une collusion des forces tunisiennes et même des délégués de la Croix-Rouge : « La présence de la Croix-Rouge et celle des journalistes, le départ des fellaghas le jour même où l'opération a été exécutée sont un exemple troublant. » Il justifie outre mesure la fronde à peine voilée de l'armée qui rend responsable le pouvoir politique de ses échecs. La déclaration du député Jean-Marie le Pen à l'Assemblée nationale trouve une large place: « Voilà d'où vient la mal vie de l'armée. Son drame dans la guerre d'Indochine est de ne pas avoir eu le soutien de la Nation. Et maintenant, des hommes dégradent ce moral en critiquant sans cesse le moral de l'armée. »

Le 14 février, *L'Echo d'Alger* s'en prend à l'attitude critique des alliés de la France dans l'alliance Atlantique : « L'attitude adoptée par nos alliés est donc rigoureusement contraire au droit international et au bon sens. »

Le quotidien français *Le Monde* adopte une attitude beaucoup moins tranchée. Le 15 février, il parle de « commentaires étrangers défavorables » et rapporte que « Washington et Londres expriment leur inquiétude ». Il constate que c'est un pas vers l'internationalisation quand il écrit : « La lecture des principaux organes de presse procure rarement une impression d'unanimité. C'est pour une fois ce qui se passe aujourd'hui. Il est fâcheux que cette unanimité se fasse dans le sens de la condamnation, et plus fâcheux encore que l'objet de cette condamnation soit la France. » Le même jour, il rend compte



M. LE PEN évoque
le malaise de l'armée

M. Le Pen (non inscrit, Seine), évoquant le malaise de l'armée, en voit l'origine dans le fait qu'il y a au Parlement et dans les organes d'information trop d'hommes toujours prêts à accuser la France. L'orateur s'indigne que des hommes politiques aient été congratuler l'ambassadeur de Tunisie à son départ. « Voilà d'où vient le malaise de l'armée. Son drame dans la guerre d'Indochine est de n'avoir pas eu le soutien de la nation. Et maintenant des hommes dégradent ce moral en critiquant sans cesse le rôle de l'armée ».

S'adressant à M. Mendès-France il s'écrie : « Vous incarnez pour le pays un certain nombre de répulsions patriotiques. Vous symbolisez pour lui, qui a besoin de fierté comme de pain, la défaite en Indochine et l'abandon de la Tunisie. »

2. — LE MONDE. — 15 février 1958.

LA TENSION FRANCO-TU

L'opération de Sakhiet n'a pas été décidée par le gouvernement

déclare M. Pineau devant la commission des affaires étrangères

Une longue discussion, parfois passionnée, s'est déroulée ce matin devant la commission des affaires étrangères, qui entendait M. Christian Pineau au sujet de la situation en Tunisie.

Dans son exposé préliminaire le ministre des affaires étrangères a confirmé que la France avait saisi d'une plainte le Conseil de sécurité en vertu du chapitre 7 de la charte des Nations unies. Il a distingué dans l'affaire de Sakhiet deux aspects. D'une part, des femmes et des enfants ont été atteints. Cela la France se regrette et propose une indemnisation ; d'autre part, un accord la France d'intrusions en territoire tunisien, mais la France elle-même accuse la Tunisie d'ingérence et de violations répétées de la frontière.

Néanmoins le gouvernement, a déclaré M. Pineau, serait prêt à accepter la création d'une commission mixte franco-tunisienne présidée par un tiers, qui pourrait avoir notamment pour mission de déterminer un « no man's land » à la frontière.

Mais le ministre a posé comme un préalable formel qu'aucune discussion ne s'ouvrira tant que sera maintenue la pression tunisienne par l'asphyxie de nos troupes. Il faut d'abord que les mesures prises soient rapportées. En tout cas, a-t-il affirmé, le ravitaillement des troupes est prévu. Il sera fait par hélicoptères.

pas de troupes suffisantes pour un contrôle comme celui qui était proposé, et d'autre part que cette surveillance pouvait entraîner les Tunisiens à tirer sur des Algériens, ce qui n'était pas souhaitable.

M. Christian Pineau a également affirmé que la France ne pourrait pas renoncer à son droit de veto. Mais M. Jules Moch a fait observer que si la France était le pays mis en cause, elle perdrait l'usage de ce droit.

Evoquant la possibilité d'une médiation américaine, le ministre a affirmé qu'elle n'avait jusqu'ici été proposée ni sollicitée. En tout cas, s'il y avait ainsi une intervention d'un tiers, elle ne pourrait être que de bons offices et non pas d'arbitrage.

La discussion a alors repris. M. Daniel Mayer observant une contradiction dans la position du gouvernement, qui déclare qu'il n'était pas au courant de l'opération et qui, néanmoins, décide de la couvrir.

M. Robert Schuman à son tour, sur un ton assez vif, déclara ne pas comprendre qu'un commandement local ait pu donner un tel ordre à vingt-cinq appareils, dont certains venaient de Cognac. Pour lui, il s'agit bel et bien de représailles et non de riposte. C'est là un fait extrêmement grave, qui nous porte préjudice devant les institutions

ment des troupes. Enfin il a répondu à M. Savary qu'un dossier sur la belligérance tunisienne était en cours de préparation et qu'il pouvait simplement dire pour le moment qu'il devait se trouver sur le territoire tunisien de six mille à sept mille belligérants.

M. Pineau a tiré les conclusions de cette discussion en mettant en garde M. Pineau contre un optimisme excessif à la suite du vote de mercredi par l'Assemblée nationale, car, a-t-il observé, même parmi ceux qui ont voté afin d'éviter une crise beaucoup sont en désaccord avec ce qui a été fait.

GEORGES MAUER.

LA PLAINTE T
réclame une "décisi
une situation

Dans le mémorandum qu'il
à M. Arkady Sobolev, président
seil de sécurité, à l'appui de
tunisienne contre la France,
Slim, représentant permanen
Tunisie aux Nations unies, s
tamment :

« Le 8 février 1958, à 16 heur
tin, le petit village tunisien d
Sidi-Youssef, situé à proxim
frontière algérienne, a été l'o
agression soudaine. Vingt-cin
bombardiers et chasseurs, o

Je ne pense pas que quicon
songe à évacuer Bizerte

déclare M. Chaban-Delmas au « Daily Ma

Le quotidien britannique *Daily Mail* publie aujourd'hui une interview accordée à son correspondant parisien par M. Jacques Chaban-Delmas. Le ministre

Une telle action serait une vi
ture de la convention de 19
France et la Tunisie. Il serai
l'attitude de Bourguiba serait

de la déclaration à l'Assemblée nationale de Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, qui affirme que « l'opération de Sakiet n'a pas été décidée par le gouvernement ».

Le quotidien français se fait l'écho des positions de la hiérarchie militaire en publiant le 14 janvier le résumé d'une lettre envoyée au journal *Combat* par le général Navarre, ancien commandant en chef en Indochine, qui imputait aux différents pouvoirs politiques les échecs subis. Le 6 février, Jacques Fauvet insistait sur l'attitude de l'armée française : « Son erreur est de croire avec de nombreux officiers que l'armée pouvait gagner outre mer des batailles qui étaient en réalité beaucoup plus politiques que militaires et le sont encore. » *Le Monde* reprit toutes les déclarations de Bourguiba et notamment celles contenues dans son entretien du 13 février où il exprimait ses positions pour une solution du problème algérien dans un contexte maghrébin et une semi-internationalisation dans le cadre de l'alliance Atlantique. Il se fit largement l'écho des déclarations du FLN et des délégués de la Croix-Rouge internationale sur la question des prisonniers français.

La presse occidentale fut très critique. Le lendemain du bombardement, Walter Lippmann écrivit dans Le *New York Herald Tribune* : « Cela concerne les Etats-Unis non seulement parce que les avions américains destinés à la défense collective de l'Europe occidentale ont été utilisés, mais parce que toute l'Afrique du Nord, qui nous intéresse spécialement, est menacée. Si quelque chose comme un

QUINZIÈME ANNÉE. — N° 4368.

12 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION

MARDI 11 FÉVRIER 1958.

LIRE EN PAGE :

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur : Hubert BEUVE-MERY

ABONNEMENTS

LE NUMÉRO : 35 fr.

Après le bombardement de Sakhiet-Sidi-Youssef

DÉMARCHES DIPLOMATIQUES ET COMMENTAIRES ÉTRANGERS DÉFAVORABLES

Un pas vers l'internationalisation

- Tunis se prépare à saisir le Conseil de sécurité
- Washington et Londres expriment leur inquiétude
- M. Gaillard attend un nouveau rapport du général Salan

Une riposte qui compromet la « bataille des frontières »

état de guerre en Tunisie venait à se déclencher à cause d'incidents sur la frontière algérienne, il serait impossible pour les Etats-Unis de rester neutres et sans réaction. Nous ne pouvons d'une part fournir des armes dans le cadre de l'OTAN et des devises étrangères dans le cadre des accords financiers et, d'autre part, déclarer que la guerre en Afrique du Nord ne nous concerne pas. La guerre en Afrique non seulement peut s'étendre en Tunisie et au Maroc mais aussi en haute mer. Malgré les promesses officielles que la guerre d'Algérie est entrée dans sa dernière phase, la vérité est qu'on n'en voit pas la fin. C'est le genre de guerre que les armées modernes ne peuvent jamais gagner par une action militaire. C'est le genre de guerre qui ne peut être terminée seulement par des négociations politiques. Les Etats-Unis ne peuvent attendre davantage pour engager à promouvoir un règlement politique en Algérie. » On pouvait trouver ce commentaire dans le même journal : « C'est une catastrophe. Les efforts de gens courageux et patients pour résoudre les problèmes de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont rendus provisoirement sans effets. »

Pour le *New York Times* : « C'est une tragédie pour la cause de la liberté, de l'anti-nassérisme et de l'anticommunisme, car Moscou et Le Caire feront le maximum pour tirer avantage de ce qui est arrivé. »

Le *Washington Post* condamna le bombardement: « C'est un acte de pure folie… On peut l'expliquer mais on ne peut l'excuser. » Le 11 février, il est tout aussi sévère: « Il est ridicule de prétendre que sans l'intervention de Bourguiba, l'Algérie serait pacifiée

aujourd'hui. Les Etats-Unis et les autres alliés de la France ne peuvent rester indifférents au pénible conflit d'Algérie qui n'est plus, s'il l'a jamais été, un conflit intérieur. » Pour le *Daily Telegraph* : « La conséquence de cette politique serait de jeter Bourguiba dans les bras de ceux qu'il s'est toujours efforcé de tenir à l'écart. »

La presse britannique est aussi d'une extrême sévérité. Pour le *Times*: « Le bombardement d'un village tunisien par des avions français constitue une sérieuse erreur de jugement qui est grosse de dangers. Et si, comme les Tunisiens l'affirment, des femmes et des enfants se trouvent parmi les victimes, il s'agit de quelque chose d'encore plus grave. » Le correspondant du *Times* à Paris mentionne qu'il revient lui-même d'un voyage en Tunisie et qu'il avait visité Sakiet il y a une quinzaine de jours. De source française, on lui aurait fait savoir que les rues de ce village fourmillaient d'Algériens en uniformes. Or, le correspondant du *Times* dit qu'il n'a rien trouvé qui puisse confirmer les allégations françaises, bien que les autorités tunisiennes l'aient encouragé à se rendre partout où il le désirait.

Le *Manchester Guardian* est particulièrement critique: « Un des aspects tragiques de l'affaire est que les victimes de ce lamentable bombardement sont mortes par la faute d'une fausse théorie – celle qui affirme que (pour reprendre les termes employés par le ministre français de la Défense Jacques Chaban Delmas), les Français n'auraient plus désormais de problèmes en Algérie si la Tunisie n'aidait pas les rebelles… Mais l'Algérie continuerait à se révolter (et arriverait à gagner son indépendance à la fin) même si elle était une île comme Chypre, sans possibilités d'asile à proximité de ses frontières. »

L'*Observer* voit la question algérienne dans le cadre de l'Europe occidentale: « Il faut espérer que l'incident de Sakiet ouvrira les yeux aux Français mais la situation est devenue beaucoup trop grave pour que les autres puissances occidentales se tiennent à l'écart plus longtemps. Il faut entamer une nouvelle démarche auprès de la France pour l'inciter à voir l'Algérie sous un angle plus large en tant qu'élément du problème plus vaste des relations de l'Ouest et de l'Europe occidentale, en particulier avec le nouveau monde arabe. »

En Allemagne fédérale, *Frankfuter Allgemeine* parle des conséquences de cet acte sur l'alliance Atlantique: « en bombardant un village tunisien, l'aviation française a créé une terreur plus grande parmi les gouvernements alliés que parmi les rebelles algériens. »

La réaction est identique dans les pays de l'OTAN. Pour le norvégien *Arbei Derbladet* : « La France s'est créé de nombreux ennemis et a perdu des amitiés. »

Le journal belge *La Cité* parle de lourde faute: « Les graves événements de Sakiet Sidi Youssef entraîneront certainement une désapprobation unanime de l'opinion internationale. On a pu croire un instant que l'opération de bombardement avait été décidée par un groupe de militaires sans responsabilité politique. Injustifiable sur le plan moral, le bombardement de Sakiet Sidi Youssef constitue de surcroît une lourde faute politique. »

Il en est de même de l'italien *Il Tempo* : « Nous ne pouvons que considérer l'initiative française comme une erreur politique qui va aggraver la tension en Afrique du Nord. Nous demandons que notre ministre des Affaires étrangères fasse entendre la voix de l'Italie car le problème algérien ne peut nous laisser froids et distants comme si nous n'étions pas un pays méditerranéen. »

Enfin *La Suisse* semble donner raison à la démarche de Bourguiba : « La rupture avec la France ne laisse plus à Bourguiba qu'une chance, l'appui des Etats-Unis. Washington pourra-t-il arrêter cette débâcle de l'Afrique du Nord ? »

Boualem Touarigt

Des tanks français installés le long de la ligne Morice

LA FERME AMEZIANE

LIEU DE TORTURES ET DE SÉVICES

Par Imad Kenzi

Avec la villa Susini à Alger, la ferme Améziane à Constantine est considérée comme l'un des plus importants et des plus inhumains centres de tortures aménagés par l'administration coloniale durant la guerre de libération nationale. La ferme Améziane, propriété de l'un des deux bachaghas de Constantine, en l'occurrence le bachagha Améziane, a été en transformée en Centre de renseignement et d'action (CRA) vers la fin de l'année 1957. Ce centre dispose de plusieurs unités spécialisées chargées notamment de réprimer toute action soutenant la lutte du peuple algérien pour son indépendance. Ces unités dépendent essentiellement de trois grands ensembles répressifs : il s'agit, par ordre d'importance, du 27e bataillon d'infanterie (unité opérationnelle du secteur), des Sections administratives urbaines (SAU), des Sections administratives spécialisées (SAS) et des Services civils à travers ses différentes composantes, PRG, PJ, Sûreté urbaine et CAS. Ce centre de renseignement et d'action dispose également d'un commando formé pour lutter contre l'organisation politico-administrative du Front de libération nationale (OPA/FLN). C'est le sinistre commandant Rodier qui est responsable de ce centre de torture. Ce dernier a centralisé toutes les actions au niveau de cette ferme. Tous les suspects arrêtés au niveau de Constantine sont conduits d'une manière systématique au domaine Améziane. Cela permet aux différents services de renseignement d'avoir des interrogatoires communs. Ce centre a été utilisé pour former les officiers de l'armée française à pratiquer la torture sur les suspects arrêtés lors des rafles ou sur dénonciation. Les suspects, une fois sur place, sont répartis en deux groupes distincts : ceux qui devaient être interrogés sur place et ceux qui devaient attendre dans des cellules aménagées pour la circonstance. Les principaux assistants du commandant Rodier, les tortionnaires de la ferme Améziane, sont notamment les capitaines Massin et Pesh Muller, l'inspecteur Berger ainsi que certains ralliés zélés chargés d'exécuter la basse besogne.

Des scènes de torture sur des Algériens complètement nus dans la ferme Ameziane

Torture quasi industrielle

Dans un document publié pour la première fois dans *Vérité Liberté* n° 9 de mai 1961, le fonctionnement de la torture dans cette ferme est clairement expliqué. D'après Pierre Vidal-Naquet, ce rapport sur la ferme Améziane n'est pas un document émanant d'un service officiel. « Il a été rédigé par un groupe de jeunes appelés en service à Constantine. Ces jeunes appelés ont eu accès à une documentation officielle et les chiffres qu'ils donnent, notamment, sont d'une authenticité absolue ». Quelle que soit la source de ce document authentifié, son contenu reste éloquent. Il traduit toute l'organisation sinistre mise en place par les services spéciaux à Constantine pour pratiquer la torture à grande échelle : « À la ferme Améziane, centre de renseignement et d'action (CRA) de Constantine, elle se pratique à l'échelle quasi industrielle (...) C'est à la ferme Améziane que sont conduits tous les suspects pris par les unités de l'Est algérien. L'arrestation des « suspects » se fait par rafles, sur renseignements, dénonciation, pour de simples contrôles d'identité. Un séjour s'effectue dans les conditions suivantes : à leur arrivée à la « ferme », ils sont séparés en deux groupes distincts : ceux qui doivent être interrogés immédiatement et ceux qui « attendront », à tous on fait visiter les lieux et notamment les salles de torture « en activité » : électricité (gégène), supplice de l'eau, cellules, pendaisons, etc. Ceux qui doivent attendre sont ensuite parqués et entassés dans les anciennes écuries aménagées où il ne leur sera donné aucune nourriture pendant deux à huit jours, et quelquefois plus encore. »

Dans le même article, un fait surprenant est révélé. La torture se pratique en suivant un guide dument rédigé par les services de renseignement : « Les interrogatoires, conduits conformément aux prescriptions du guide provisoire de l'Officier de renseignement (OR), chapitre IV, sont menés systématiquement de la manière suivante : dans un premier temps, l'OR pose ses questions sous la forme « traditionnelle » en les accompagnant de coups de poing et de pied : l'agent provocateur, ou l'indicateur, est souvent utilisé au préalable pour des accusations précises et... préfabriquées. Ce genre d'interrogatoire peut être renouvelé. On passe ensuite à la torture proprement dite, à savoir : la pendaison (...), le supplice de l'eau (...), l'électricité (électrodes fixées aux oreilles et aux doigts), brûlures (cigarettes, etc.) (...) les cas de folies sont fréquents (...) les traces, cicatrices, suites et conséquences sont durables, certaines même permanentes (troubles nerveux par exemple) et donc aisément décelable. Plusieurs suspects sont morts chez eux le lendemain de leur retour de la « ferme ».

Des Algériens enterrés vivants, une autre atrocité de la France coloniale

Les interrogatoires-supplices sont souvent repris à plusieurs jours d'intervalle. Entre-temps, les suspects sont emprisonnés sans nourriture dans des cellules dont certaines ne permettent pas de s'allonger. Précisons qu'il y a parmi eux de très jeunes adolescents et des vieillards de 75, 80 ans et plus. À l'issue des interrogatoires et de l'emprisonnement à la ferme, le « suspect » peut être libéré (c'est souvent le cas des femmes et de ceux qui peuvent payer (...) ou interné dans un centre dit « d'hébergement » (à Hamma-Plaisance, notamment) ; ou encore considéré comme « disparu » (lorsqu'il est mort des suites de l'interrogatoire ou abattu en « corvée de bois » aux environs de la ville (...)

Les « interrogatoires » sont conduits et exécutés par des officiers, sous-officiers ou membre des services du CRA (...) Les chiffres – car il y en a – sont éloquents : la capacité du « centre » entré en activité en 1957, est de 500 à 600 personnes, et il paraît fonctionner à plein rendement en permanence. Depuis sa constitution il a « contrôlé » (moins de huit jours de prison) 108 175 personnes ; fiché 11 518 Algériens comme militants nationalistes sur le secteur ; gardé pour des séjours de plus de huit jours 7 363 personnes ; interné au Hamma 789 suspects. » »

Ce rapport, repris par Jean-Luc Einaudi, dans son livre *La Ferme Améziane, Enquête sur un centre de torture pendant la guerre d'Algérie,* recoupe et confirme les différents témoignages recueillis par Einaudi à Constantine. Ce rapport, souligne-t-il, établissait «

ce qui me paraissait déjà évident : la ferme et les tortures qui s'y pratiquaient n'étaient pas des aberrations sanglantes nées de l'esprit de quelques bourreaux sadiques. Il s'agissait d'une institution fonctionnant sous le contrôle de la hiérarchie militaire. Les tortures qui y étaient pratiquées reposaient sur des techniques enseignées, sur une méthode systématique. »

Zéléikha Boukadoum

Parmi les témoignages recueillis par Jean-Luc Einaudi, celui de Zéléikha Boukadoum reste le plus émouvant. Elle a subi les affres de la torture à la Ferme Améziane juste après son arrestation le 10 août 1959 à Constantine lors d'une rafle menée par le commandant Rodier. Zéléikha Boukadoum subira les sévices les plus inhumains pendant un mois et deux jours. Un jour, raconte Einaudi reprenant le témoignage de cette brave femme, « en présence du commandant, elle a la mâchoire fracturée par les coups. Le sang s'écoule de sa bouche. Le policier El Baz est là. – Viens voir ! disent-ils en l'entrainant dans la buanderie de la ferme. Là, elle voit un homme nu, très grand, qui hurle, plongé dans l'eau bouillante de la chaudière. Il est brulé. – Si tu ne parles pas, tu vas subir le même sort que celui-là ! la menace-t-on. Elle saigne abondamment. – Emmenez cette chienne ! ordonne le commandant. Je ne veux pas la voir dans cet état ! On la reconduit dans sa cellule, la cellule F. Le supplicié qu'elle a vu se trouve dans la cellule G. Dans la nuit, elle l'entend se plaindre faiblement puis c'est le silence. Vers deux heures du matin, voilà des pas. Elle a peur. Elle se dit que c'est pour elle. Mais ils s'arrêtent devant la cellule G et elle entend dire : – C'est fini. Allez vers Chettaba. A la ferme Améziane, elle perdra toutes ses dents et une infection se déclarera. Un médecin militaire est appelé. Car, bizarrement, il arrive parfois que les tortionnaires fassent appel à la médecine. – Il faut l'hospitaliser, conclut le médecin. Mais elle est remise en cellule et chaque jour un infirmier vient lui faire une piqûre. Elle est confrontée avec une femme nue qui essaie de se cacher le corps avec une couverture, qui a une blessure à la face, qui saigne, dont les cheveux se dressent sur la tête. Ce n'est qu'au bout d'un moment qu'elle réussit à la reconnaitre. Une fois, elle est emmenée à la douche. Elle y rencontre deux jeunes filles qui pleurent. Elles ont été violées. Parfois, de la musique est mise pour couvrir les cris des suppliciés. Mais Zéléikha Boukadoum les entend malgré tout et elle se bouche les oreilles car ils lui sont insupportables. Vingt-huit ans plus tard, elle les entendra toujours et certaines nuits elle verra encore le supplicié dans la chaudière. »

L'enfer vécu par Zéléikha Boukadoum à la ferme Améziane, a été partagé par plusieurs autres braves femmes et braves hommes. Pendant plus de 3 ans, la ferme Améziane a fonctionné à plein régime comme une véritable usine de torture.

Imad Kenzi

Camp d'internement où les Algériens subissaient les pires sévices

Torture et exécutions sommaires en Algérie

INTELLECTUELS ET JOURNALISTES DÉNONCENT

Par Abderrachid Mefti

Larbi Ben M'hidi

Ali Boumendjel

Le 21 juin 1957 disparaît Maurice Audin

Mort sous la torture

Le 21 juin 1957, Maurice Audin, jeune professeur de mathématiques, membre du PCA, arrêté à son domicile à Alger par les parachutistes français, meurt sous la torture.

Maurice Audin avec sa femme

Dès le mois de janvier 1957, les parachutistes ont commencé à pratiquer la torture pour faire parler les personnes suspectées de soutenir le FLN et de cacher des bombes et procèdent à des exécutions sommaires, dont celles de Larbi Ben M'hidi, Ali Boumendjel, Maurice Audin et bien d'autres encore. Lors d'une conférence de presse animée par le général Massu en présence du prisonnier Larbi Ben M'hidi, un journaliste français pose la question suivante au chef de l'action armée au sein de la Zone autonome d'Alger : «Ne trouvez-vous pas plutôt lâche d'utiliser les sacs et les couffins de vos femmes pour transporter des bombes qui tuent des victimes innocentes ?» Ce à quoi Ben M'hidi répond : « Et vous, ne vous semble-t-il pas bien plus lâche de larguer sur des villages sans défense vos bombes au napalm qui tuent mille fois plus d'innocents ? Evidemment, avec des avions cela aurait été beaucoup plus commode pour nous. Donnez-nous vos avions Monsieur, nous vous donnerons nos couffins !»

Guerre de libération
Histoire

Coupures de presse…

Le 20 août 1957, le journal *El Moudjahid* rend hommage au chef de la guérilla urbaine durant la bataille d'Alger en ces termes : «L'ennemi n'a pas bien regardé Ben M'hidi. Il eût compris la vanité de cette torture, l'impossibilité d'ébranler ce révolutionnaire. Pendant des jours et des nuits, Ben M'hidi fut atrocement torturé. Toutes les inventions françaises, toutes les techniques sadiques des tortionnaires lui furent appliquées. Le corps de Ben M'hidi, meurtri, cassé et disloqué, s'est écroulé mais nous savons aujourd'hui que sa dignité intacte, son courage et son énergie inébranlables remplirent de honte l'ennemi.»

A cette époque des personnalités françaises du monde de la presse et de l'édition parlent de « Gestapo d'Algérie», ce qui contraint le général Pâris de la Bollardière à démissionner de l'armée française parce que les pratiques des hommes de Massu lui rappellent trop les atrocités nazies. Dans un ouvrage intitulé *Contre la torture*, l'écrivain journaliste Pierre-Henri Simon s'interroge : «Sommes-nous les vaincus de Hitler ?» De son côté, le directeur du quotidien *Le Monde*, Hubert Beuve-Méry, écrit, dans son éditorial du 13 mars 1957, sous le pseudonyme de Sirius : «Dès maintenant, les Français doivent savoir qu'ils n'ont plus tout à fait le droit de condamner dans les mêmes termes qu'il y a dix ans les destructeurs d'Oradour* et les tortionnaires de la Gestapo.»

Quelques journaux paraissant à cette époque, en l'occurrence

France-Observateur, Témoignage chrétien, Le Monde, tout en bravant la censure et les poursuites judiciaires, dénoncent la torture, passant de leur position initiale du refus de la guerre au soutien à l'indépendance algérienne. A partir de 1957, en pleine bataille d'Alger, *Le Canard enchaîné, L'Express, Le Nouvel Observateur, Libération, L'Humanité et Le Monde* font un parfait travail d'information en matière de sévices infligés aux Algériens. Dans son «accablante confession» au journal *Le Monde*, le général Aussaresses reconnaît avoir assassiné Larbi Ben M'hidi ainsi que l'avocat Ali Boumendjel, qui, selon la version officielle, s'étaient «suicidés». Il relate en détail l'exécution de Ben M'hidi après son arrestation et raconte la dernière phase de sa mort par pendaison dans une ferme située à une vingtaine de kilomètres au sud d'Alger : «Nous avons isolé le prisonnier dans une pièce déjà prête. Un de mes hommes se tenait en faction à l'entrée. Une fois dans la pièce, avec l'aide de mes gradés, nous avons empoigné Ben M'hidi et nous l'avons pendu, d'une manière qui puisse laisser penser à un suicide.»

Pour leur part, dans un entretien livré à un quotidien algérien le 15 avril 2011, Claudine et Pierre Chaulet diront de Larbi Ben M'hidi qu' «il était un homme sûr de ses convictions et sachant les exprimer, quelqu'un de très ouvert (…) Nous avions préparé ensemble un texte sur l'avenir de la minorité européenne, qui reprenait les thèmes annoncés dans l'appel du 1er Novembre, thèmes qui avaient été développés dans la plateforme de la Soummam. C'est lui qui assumait la rédaction du texte

ALORS QU'IL ETAIT EMMENE AU PARQUET

Me Boumendjel s'est suicidé

en se jetant d'un 6e étage à El-Biar

Henri Alleg

Paul Aussaresses

final qui devait paraître dans le numéro 7 d'*El Moudjahid*. Ce texte a disparu après l'arrestation de Larbi Ben M'hidi. C'est nous qui l'avons accompagné jusqu'au

boulevard du Télémly, à un endroit d'où il pouvait rejoindre à pied l'appartement dans lequel il a été arrêté. Comme il n'avait pas de provisions, c'est Claudine qui est allée chez l'épicier voisin acheter un paquet de pain d'épices. (…) Je n'ai appris

l'arrestation de Ben M'hidi et des responsables de la Fédération de France que lorsque j'étais interrogé dans les locaux de la DST, à Bouzaréah.»

L'année 1957 marque un tournant dans la mobilisation de la presse contre les violences et la torture en Algérie. Les témoignages apportant la preuve de ces actes entraînent une prise de conscience au sein des différentes rédactions. Tout au long de cette année, la presse française ne tarit pas de témoignages qui dénoncent la banalisation de procédés indignes : tortures à l'électricité ou «gégène», pendaison par les membres, baignoire, exécutions sommaires de suspects, jugements expéditifs par les tribunaux militaires, centres de détention clandestins etc. Autour de ces faits, une commission d'enquête rend un rapport accablant le 21 juillet 1957. Le quotidien Le Monde le publie, ce qui lui vaut d'être saisi.

…et propos d'intellectuels

Pour sa part, Henri Alleg, un intellectuel français acquis à la cause algérienne, qui s'exprimait dans les colonnes de l'hebdomadaire français Le Nouvel Observateur, dira, à propos de la mort de Larbi Ben M'hidi, telle que rapportée par le commandant Aussaresses, que ce dernier «n'a fait que confirmer ce qu'il a écrit dans son livre Service spéciaux, Algérie 1955-1957. Il n'apprend rien de nouveau. Il revient sur ses mensonges. Il avait accrédité le fait que Ben M'hidi s'était suicidé. C'est lui qui avait combiné ce mensonge comme lorsqu'il avait transformé l'assassinat de Maurice Audin en évasion. (…) De plus en plus de travaux mettent en évidence les mensonges du régime français pendant la guerre d'Algérie. Aujourd'hui, on ne peut plus nier.»

Le journal Alger Républicain est interdit en 1955 (sous le gouvernement Edgar Faure). Son directeur, Henri Alleg, tente de faire lever l'interdiction. En vain. Il passe alors dans la clandestinité. Il est arrêté le 12 juin 1957 par les hommes de la 10e division parachutiste du général Massu. Pendant un mois, il est torturé (coups, électricité, brûlures, pendaison, drogue, etc.) au centre de détention d'El Biar à Alger. En 1958, son livre La Question* est un témoignage des sévices subis par ce journaliste dans les locaux de la 10e DP à la Scala. Les autorités françaises décident de l'interdire.

Abderrachid Mefti

- **Le massacre d›Oradour-sur-Glane désigne la destruction, le 10 juin 1944, de ce village de France situé à environ vingt kilomètres au nord-ouest de Limoges, et le massacre de sa population (642 victimes), par un détachement de militaires allemands. Il s›agit du plus grand massacre de civils commis en France par les armées allemandes.*
- *La Question, *Henri Alleg, aux éditions de Minuit*
- *Sources : Presse française* (Le Monde, Témoignage chrétien, France Observateur, Le Nouvel Observateur) *et algérienne* (El Moudjahid), *de l'année 1957.*

Union générale des travailleurs algériens (UGTA)

UNE ORGANISATION AU CŒUR DU COMBAT LIBÉRATEUR

Par Djamel Belbey

Aïssat Idir

Le 24 février 1956 est née l'UGTA, en pleine guerre de libération, avec l'objectif clairement déclaré de mobiliser les travailleurs pour lutter contre le colonialisme et son injustice. Auparavant, il existait en Algérie des syndicats groupés en unions affiliées à la centrale mère française, principalement l'UGSA-CGT (communiste), la CGT-FO (socialo-maçonnique), la CFDT (Confédération française des travailleurs chrétiens), les Cadres, le Syndicat national des instituteurs (SNI) etc. L'UGSA-CGT regroupait en son sein le plus gros des travailleurs syndiqués, les Algériens fournissant 70 à 80 % des effectifs.

Le principe de la création d'une centrale syndicale algérienne remonte au premier congrès du PPA-MTLD, en 1953, qui a décidé de créer une commission syndicale chargée de suivre toutes les questions intéressant le monde du travail. Mais l'application de la décision du Congrès ne put voir le jour en raison de la scission du premier parti nationaliste d'Algérie qui apparut l'année même. Il a fallu donc attendre 1956 pour que les travailleurs algériens puissent adhérer à un syndicat spécifiquement algérien. Aïssat Idir, membre du Comité central du PPA-MTLD, fut chargé par la direction du parti de constituer cette commission et de prendre les contacts préalables avec nos voisins marocains et tunisiens.

Parmi les membres fondateurs de l'UGTA, on relevait les noms qui sont demeurés dans la mémoire collective des Algériens. Citons entre autres : Aïssat Idir (cadre aux ateliers de l'AIA de Maison-Blanche), Benaissa Atallah (secrétaire au syndicat des hospitaliers et membre de l'Union algérienne des hospitaliers), Boualem Bourouiba (secrétaire à l'Union algérienne des syndicats de cheminots), Rabah Djermane (secrétaire au syndicat des dockers d'Alger et à l'Union algérienne des dockers) et Ali Yahia Madjid(membre du secrétariat National) Mohamed Mada, Amrani Abdelkader, Lamini Amar, Haddadi Messaoud, Ayache Mohamed et Zitouni Ahmed (membres du bureau exécutif), Slimane Rebbah, Mohamed Abib, Mayouf Hanachi, Hassen Bourouiba, Tahar Gaid, Mohamed Zioui, Ali Boudjelal, Mohamed Rabia et Mohamed Flissi, membres de la Commission exécutive nationale.

C'est grâce à l'inlassable travail de sensibilisation et de mobilisation entreprise par ces dirigeants fondateurs que l'organisation prit un essor fulgurant. En effet, quelque 100 000 travailleurs y adhérèrent dès les premières années. De plus, l'UGTA remporta un

Boualem Bourouiba, membre fondateur de l'UGTA

succès lors des premières élections de délégués du personnel, participa activement aux grèves et adhéra à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

La répression ne s'est pas fait attendre, aussi. Dès mai 1956, les principaux leaders sont arrêtés. Les secrétaires nationaux ainsi que Aïssat Idir, secrétaire général, sont emprisonnés et les militants pourchassés.

Le 30 juin 1956, une charge de plastic explosa au siège de l'UGTA, cercle Chérif-Saâdane, Place Lavigerie. De nombreux blessés dont deux graves. Trente militants sont arrêtés. Les archives, des documents, de l'argent, une ronéo, une machine à écrire sont saisis. Le local est occupé quelques jours plus tard.Les nouveaux responsables syndicaux s'installent au siège du MTLD, 2, Place de Chartres, Alger.

Durant le temps que dura son activité légale, l'UGTA se distingua par son dynamisme. Avec des moyens de fortune, le journal *L'Ouvrier algérien* réussit à sortir une douzaine de numéros dont la plupart furent saisis, ce qui n'empêchait nullement leur diffusion non seulement en Algérie, mais en France, en Allemagne et dans les pays voisins, en Tunisie et au Maroc. Des actions patriotiques: le 1er mai, le 5 juillet, le 1er Novembre, des grèves réussies dans certaines corporations à la SOMEL, des élections du personnel chez les traminots. Elle apporta également une extraordinaire contribution à la mobilisation et à la réussite de la grève des huit jours, en 1957.

C'est au cours des onze mois que dura l'activité légale de l'UGTA, c'est-à-dire du 24 février 1956 au 28 janvier 1957 que se situe l'événement important qui constitue un pas important vers l'Indépendance, l'admission de la Centrale nationale algérienne au sein d'une organisation syndicale internationale et qui plus est, située dans le camp occidental, où se situaient les pays adversaires de l'Indépendance de l'Algérie, pays possédant ou ayant possédé des colonies. Il y avait certes la France, mais aussi l'UGTT et l'UMT avec lesquels l'UGTA pouvait constituer un front maghrébin uni.

Dekkar Dahmoun, militant du Front de libération et responsable de la fédération des postiers UGTA, fut chargé par Alger de défendre le dossier de l'admission à la CISL. A la tête d'une délégation comprenant Rahmoune, Dekkar venus d'Alger et Mouloud Gaïd parti de Tunis, elle se rendit à Bruxelles. L'USTA (messaliste) poursuit le même objectif mais la minceur de son dossier fit rejeter sa candidature; tandis que celle de l'UGTA est retenue au grand dam de la CGT/FO qui dévoilait ainsi les affinités et les alliances qui existaient entre les dirigeants du MNA et les responsables de la SFIO (la majorité des membres du gouvernement français).

Désormais, il ne se passait pas un congrès important dans le monde ouvrier européen, africain ou asiatique sans que l'UGTA soit présente, pose le problème de recouvrement de l'Indépendance de l'Algérie et dénonce le génocide perpétré par le colonialisme français.

En février 1957, alors qu'en Algérie l'UGTA était contrainte de plonger totalement dans la clandestinité, à Paris naissait l'Amicale générale des travailleurs algériens (AGTA), qui, sous le couvert d'une organisation légale, regroupait les travailleurs émigrés et faisait connaître leurs problèmes, dénoncer la répression dont ils étaient victimes, les aider à contribuer efficacement à la lutte de libération engagée par le pays tout entier.

L'UGTA, après la grève des huit jours et l'arrestation de la plupart de ses cadres, dut renoncer à une activité légale sur le territoire national. Elle poursuivit la résistance en plongeant dans la clandestinité et en élisant domicile à Tunis. Elle entreprit une activité internationale où elle affirma son rôle de Centrale nationale des travailleurs algériens, indépendante de toute centrale française.

L'UGTA en Tunisie et au Maroc

A l'instar du FLN et de l'ALN, l'organisation syndicale a trouvé en Tunisie une terre d'accueil à partir de laquelle sont menées de continuelles et dures offensives contre l'occupant. Les syndicalistes tunisiens, très sensibles à la cause algérienne, mirent à la disposition de l'UGTA à Tunis un bureau et toute la logistique nécessaire pour militer sans risque et soutenir l'action du FLN et de l'ALN stationnés sur les lieux. Cet appui était d'autant plus méritoire que la centrale syndicale tunisienne avait des tâches urgentes à régler liées au parachèvement du processus de décolonisation, de satisfaction d'un ensemble de revendications exprimées auprès du régime néo-destourien qui s'installait. Mouloud Gaïd, qui représentait l'UGTA à Tunis, s'employa activement à faire adhérer l'UGTA à la CISL. C'est avec le même élan que les syndicalistes

marocains, regroupés au sein de l'Union marocaine du travail (UMT), créée le 20 mars 1955, apportèrent leur appui aux représentants de l'UGTA. Celle-ci installa des comités dans les principales villes du Royaume (Mekhnès, Oujda, Rabat et Casablanca) et les syndicalistes algériens se sentaient très proches de leurs camarades de l'UMT qui, tout en leur venant en aide, se battaient sur le front social et économique et notamment contre des forces conservatrices, nostalgiques de la période coloniale. Nul doute que cette expérience pesa beaucoup dans les stratégies ultérieures de l'UGTA qui tira comme enseignement que la seule indépendance ne suffisait pas à mettre fin à l'oppression économique et à la misère morale et matérielle du plus grand nombre de travailleurs.

L'Ouvrier algérien, organe d'information

Lorsque les futurs responsables de l'UGTA avaient discuté de la mise sur pied d'une centrale syndicale, ils avaient également abordé, notamment avec Abane Ramdane et Benyoucef Benkhedda, membres de la direction du FLN, la création d'une publication propre à l'UGTA.

Elle s'appellera *L'Ouvrier algérien* et le premier numéro parut le 7 avril 1956. Aïssat Idir laissa éclater sa joie, une joie qu'il voulait partager avec tous ses compagnons. Chaque semaine, Aissat, sous un nom d'emprunt, transmettait à la rédaction ses articles destinés à la rubrique syndicale. C'est dans le premier numéro que seront définis les axes stratégiques du programme de l'UGTA qui restent encore d'actualité :

- donner à la lutte ouvrière de notre pays une orientation stratégique conforme à ses aspirations, c'est-à-dire une révolution dans les domaines politique, économique et social,
- forger une conscience ouvrière qui rende les travailleurs aptes à lutter contre tous les exploiteurs sans distinction aucune,
- bannir toute discrimination dans la défense de la classe ouvrière,
- orienter la lutte des travailleurs pour arracher de meilleures conditions de vie et le plein emploi.

Les illustrations qui figurent sur les 13 numéros de *l'Ouvrier algérien* de 1956 et 1957 ont été pour la plupart prises et développées par Mahieddine Bourouiba. Les clichés-photogravures ont été réalisés par un photograveur européen, militant de gauche, place Hoche à Alger. Au milieu d'une guerre impitoyable, l'UGTA tenait à agir à visage découvert. Ses militants sont connus et les photos de ses responsables publiées. Le journal suscite vite un intérêt croissant non seulement dans les rangs ouvriers mais également chez

Abane Ramdane

Benyoucef Benkhedda

les Algériens en général. El Moudjahid sortira son premier numéro en juin 1956 sous forme de brochure ronéotypée (dont la frappe était l'œuvre de Nassima Hablal, militante du FLN et de l'UGTA). Aïssat Idir mettait l'accent, à travers une interview au journal, sur l'opportunité de l'affiliation de l'UGTA à une centrale internationale. Deux numéros spéciaux seront consacrés, l'un au 1er novembre 1958, l'autre, diffusé à l'échelle internationale, à l'assassinat de Aïssat Idir, et au retentissement qu'aura cet acte odieux du colonialisme français. Les articles des treize numéros autorisés à paraître jusqu'au mois d'août 1958, rédigés par des ouvriers, des intellectuels, des personnalités algériens et français contribueront à renforcer l'audience et la confiance de tous ceux qui, en France, s'intéressent à l'émigration algérienne et à ses problèmes syndicaux et politiques. En dépit de toutes les mesures de saisies décidées par l'autorité coloniale, treize numéros de *L'Ouvrier algérien* sont tirés où sont dénoncées les arrestations des dirigeants de la Centrale, et est annoncée l'imminence de la Bataille d'Alger tandis qu'est lancé au milieu de la tourmente un véritable cri : « L'avenir est à nous. »

Le n° 13, publié la veille de la grève de huit jours, sera le dernier imprimé à Alger. Dans cette bataille d'Alger, les militants FLN, au milieu d'une population qui les soutient et qui souffre, font face à dix mille parachutistes du général Massu. L'affrontement va se traduire par une répression aveugle qui tentera en vain de casser ce soutien unanime des Algériens au FLN. Un an après sa création, l'UGTA est contrainte à la lutte clandestine. Son organe d'information est interdit en France. Il fait son apparition en Tunisie où il connaîtra alors une étape des plus riches de son histoire. L'équipe du journal, sous la direction de Embarek Djilani (auquel succéderont Nouredine Skander et Abdenour Ali Yahia) s'installe en août 1958, à Tunis, 29 place M'Hamed Ali. Avec dévouement et compétence, les militants, acculés à quitter le pays après la Bataille d'Alger, sauront exploiter des conditions de travail et un environnement bien moins stressant et pourront ainsi renforcer le prestige de la Révolution. Ils feront le bilan de 48 mois de la lutte menée en Algérie et en France tout en assurant une couverture médiatique et argumentée en faveur de la lutte pour la libération du pays. Ce n'est qu'en février 1962, à la veille du cessez-le-feu, que le journal de l'UGTA fera ses adieux à la Tunisie en publiant son 32e numéro. Il reprend ses activités le 17 août 1962 dans une Algérie libérée avec un titre qui, à lui seul, est tout un programme : « Ouvrez les usines, les chantiers et les fermes. »

Un nombre impressionnant de paras dans un quartier musulman

Intense activité internationale

L'UGTA a déployé une intense activité pour se faire connaître et faire entendre la voix des travailleurs algériens en lutte. Elle est présente au congrès de la CISL qui se réunit à Tunis en juillet 1957. Son représentant fera part devant les congressistes du souci primordial de l'Algérie de se libérer de la colonisation. L'UGTA a fait la démonstration de sa représentativité dans un pays en guerre. Dès lors, les militants dispersés en Algérie, en France, en Égypte, au Maroc et en Tunisie présents au congrès, profitent pour élargir leur audience auprès des pays adhérents à la CISL. Celle-ci ne tarda pas à organiser un stage syndical nord-africain qui permit à des syndicalistes algériens de se former et de se rapprocher des centrales européennes, notamment belges, suisses, britanniques et allemandes, permettant ainsi un élargissement de l'audience du syndicat algérien. L'UGTA fit connaître au monde, à travers le Bureau international du travail (BIT), l'ONU et les autres centrales syndicales, la représentativité et la vitalité du syndicalisme algérien.

Djamel Belbey

Les principaux événements du monde ouvrier en Algérie avant l'indépendance

I- Naissance du mouvement ouvrier algérien

1884 : *la loi française sur les syndicats est étendue à l'Algérie ; il existait déjà, principalement à Constantine et à Bône (influence italienne) et à Alger, des unions de typographes, menuisiers, tailleurs, des cercles prolétariens et d'études sociales, et des adhérents aux courants et partis ouvriers et socialistes métropolitains.*

1892 : *fondation de la Bourse du travail d'Alger (le 1er mai), de la Bourse de la commune voisine de Mustapha et de la Bourse de Constantine (et d'Oran en 1895 avec création des syndicats CGT, de Bône en 1907).*

1894 : *première grève connue à Alger, une grève de tailleurs. Emile Pouget, le père Peinard, anarchiste réfugié à Alger, est secrétaire de la Bourse du travail.*

Grèves de 1936-1937 : *en juin 1936, grèves du bâtiment (Alger, Oran, Sidi-Bel-Abbès), grève du liège (bougie, Djidjelli), des dockers (Alger, Philippeville, Bône, Mostaganem, Arzew) ; grève massive à Oran face aux violences de la droite suscitées par le maire l'Abbé Lambert ; juillet-aout, grève des ouvriers agricoles de la Mitidja et grande grève de la vallée de la Soummam à Bougie ; reprises en 1937 (dockers, transports, chantiers) et grève des monoprix, des banques et fortes grèves des ouvriers du vignoble oranais.*

II- Naissance du mouvement syndical algérien

1947 : *février, congrès du MTLD créant la commission centrale des affaires sociales et syndicales confiées à Aïssat Idir. Grèves de la CGT*

1947-1948 : *juillet, mines du Kouif (phosphates), grève des transports ; novembre –décembre : longues grèves des municipaux, cheminot, électriciens, postiers… et des mines et ports en Oranie. Sous le gouverneur général M. E. Naegelen, socialiste, en mai-juin 1948, grève dure des mines du Kouif (sud-constantinois), dans l'été, grèves des ouvriers agricoles de la Mitidja et du vignoble oranais ; très longues grèves des mines de phosphates et de fer (massifs du Chéliff).*

1950 : *grèves des mines et à Oran des traminots*

1951 à 1953 : *grèves usantes des transports, des services publics, et héroïques des mineurs ; grèves dynamiques des ouvriers agricoles et agitation des groupes paysans créés par le PCA (régions de Tlemcen, Aurès et oasis).*

Juin 1954 : *conférence de la CGT qui se transforme en UGSA (Union générale des syndicats algériens), autonome de la CGT et rattachée à la FSM.*

26 septembre 1954 : *motion de 61 (élus algériens) rejetant l'intégration. Septembre-octobre en France, premier mouvement des rappelés contre la guerre en Algérie. Depuis avril, en octobre et décembre, contacts auprès des syndicalistes encore membres de la CGT, ainsi que du secrétariat de la CISL à Bruxelles pour la création d'une centrale syndicale nationale algérienne.*

24 février 1956 : *annonce de la création de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens).*

Novembre 1956 : répression de l'UGTA vouée à la clandestinité.

28 janvier 1957 : *grève des huit jours à l'appel de l'UGTA, brisée par les parachutistes de l'armée française.*

1er juin 1958 : *une commission syndicale est établie à Tunis, la délégation extérieure de l'UGTA relance L'Ouvrier algérien.*

Janvier 1959 : *procès de l'UGTA au tribunal militaire d'Alger, enlèvement et assassinat de Aïssat Idir. Frantz Fanon publie L'An V de la Révolution algérienne.*

Septembre 1962 : *réorganisation de l'UGTA par une commission exécutive provisoire qui prépare le premier congrès.*

Aissat Idir

LE SYNDICALISTE CHAHID

Aïssat Idir

Aïssat Idir est l'une des figures les plus marquantes du mouvement national et syndicaliste algérien. Il est l'un des fondateurs et le premier secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

Il est né le 7 juin 1919 à Djemaâ Saharidj, wilaya de Tizi Ouzou. Il s'éveillera très tôt à la lutte syndicale en constatant les difficiles conditions de vie et de travail des fellahs, dont ses propres parents faisaient partie. Sa situation modeste ne lui permettra pas, d'ailleurs, de poursuivre des études secondaires et universitaires, et c'est donc vers le monde du travail qu'il se dirige. Il connaîtra alors la ségrégation dont souffraient les ouvriers algériens qui étaient souvent exploités et très mal considérés par rapport à leurs collègues français, et il se mobilisera tout naturellement pour la sauvegarde de leurs intérêts.

Après des études primaires, à la suite d'un concours, il bénéficie d'une bourse qui lui permet d'étudier à Tizi-Ouzou. Non reçu à la suite d'une circonstance malheureuse au concours de l'École normale des instituteurs, il décide alors de se rendre en Tunisie où réside la famille de son oncle. Idir y reprend ses études et prépare l'entrée à l'université afin de suivre des cours de droit et de sciences économiques. Appelé à faire son service militaire en Tunisie, il le termine avec le grade de sergent. Rentré en Algérie, il participe avec succès au concours organisé pour le recrutement de personnels aux Ateliers industriels de l'air (AIA) à Cap Matifou (Bordj-El-Bahri). Mobilisé durant la Seconde Guerre mondiale, Aïssat Idir a la chance de rester en Tunisie. Démobilisé avec le grade de sergent-chef, il reprend ses activités professionnelles à l'AIA. Ses capacités de travail et son sérieux, hautement appréciés par les responsables de l'AIA, où il passera dix années de sa vie, lui valent une promotion au poste de cadre supérieur à la comptabilité. Il est chargé du contrôle des filiales de l'entreprise situées aussi bien en Algérie qu'en Tunisie, une circonstance qui favorisera, plus tard, ses rencontres avec les syndicalistes tunisiens. Les événements de mai 1945, les succès remportés par les nationalistes aux élections, l'audience plus grande du PPA/MTLD inquiètent les autorités coloniales. La sollicitude d'Idir pour ses coréligionnaires dérange beaucoup. Une grève dans l'entreprise servira de prétexte pour le licencier. Recruté comme chef de service à la Cacobatp grâce à la solidarité syndicale, Aïssat adhère au syndicat CGT de son entreprise.

Par Djamel Belbey

Il s'intéresse au fonctionnement de l'organisation, à la dialectique utilisée par les responsables, à l'intérêt accordé aux revendications notamment celles intéressant les plus démunis.

En 1944, il commencera à militer avec d'autres syndicalistes pour la création d'une organisation nationale qui devait prendre en charge les aspirations politiques et sociales des travailleurs algériens. Il multipliera alors les rencontres avec d'autres personnalités.

Aïssat est appelé par le comité de rédaction à collaborer, durant les années 1946-1947, à la *Nation algérienne*, journal clandestin du PPA qui lui confiera la rubrique « le Prolétariat algérien » dans *l'Algérie Libre*. Et en 1947, il dirigera un groupe de syndicalistes affilié à la Commission des affaires sociales et syndicales, créée par le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Au cours de la crise intérieure du mouvement nationaliste, il s'oppose à la scission qui brise l'unité du parti.

Le 24 février 1956, le projet de la création d'une centrale syndicale prend forme à l'issue du premier congrès de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), et Aïssat Idir est élu secrétaire général. L'engouement pour le syndicat est immédiat, et dès le premier mois plus de cent mille adhésions sont enregistrées. Le siège de la Centrale syndicale, installé à Lavigerie, à Alger, commencera à accueillir des délégations de syndicalistes venues protester auprès de Aïssat Idir de leurs difficiles conditions de travail. Le secrétaire général, fraîchement élu, se consacrera par ailleurs à la mise en place des structures de l'UGTA. La création du journal de l'organisation syndicale, *L'Ouvrier algérien*, permet de tenir les travailleurs informés sur les actions menées par la Centrale syndicale et de les mobiliser pour la lutte armée.

Mais la répression frappera brutalement la direction de la Centrale le 24 mai 1956. Ce sont tous les membres du secrétariat national dont Aïssat Idir, au total une quarantaine de dirigeants, qui iront rejoindre les camps de concentration d'Algérie, pour de longues années. Aïssat Idir sera incarcéré et connaîtra plusieurs prisons (Bossuet, Berrouaghia et Barberousse) où il subira d'atroces tortures ordonnées par le colonel Godart, qui dirigeait alors la Défense et sécurité du territoire (DST). Inculpé d'atteinte à la sécurité de l'Etat, il sera traduit avec vingt-deux autres syndicalistes devant la justice militaire à Alger. Les interrogatoires, pratiqués par les parachutistes du général Massu, leur laissent croire que Aïssat est membre du CCE. Ils envoient à Bossuet des policiers qui, après un interrogatoire à la DST d'Oran, conduisent Aïssat à Alger pour le remettre à une unité de paras commandée par le colonel Bigeard. Aïssat est de nouveau reconduit à Bossuet en août 1957. Quelques jours plus tard, Aïssat est convoqué par la direction du camp avec toutes ses affaires et mis sous mandat de dépôt à Serkadji. Aïssat, dans sa déclaration au tribunal revendiquera l'appartenance au syndicalisme libre. À aucun moment, au cours du procès qui prononcera son acquittement, Aïssat n'est interrogé sur son appartenance au CNRA. Abdelkader Alla écope de 3 ans de prison, Noureddine Skander 2 ans, Cheikh Mustapha est acquitté ainsi que Merrakchi et Sahnoun.

La liberté ainsi obtenue ne permettra pas à Aïssat Idir de militer librement pour les droits des travailleurs. Le 13 février 1959, il sera encore arrêté par deux gendarmes sur ordre du colonel Godart et le conduisent au centre de tortures de Birtraria où, durant la bataille d'Alger, les « bleus » opéraient. Les multiples interventions des organisations internationales notamment de la CISL et de la Croix-Rouge internationale n'aboutissent à rien. Aïssat est acquitté au cours du procès et libéré de Serkadji le 13 janvier 1959. A sa sortie, les paras de Bigeard l'attendent et le conduisent au centre de tortures de Birtouta, où il subit les pires sévices pendant quatre jours, à la suite de quoi, il est transféré à l'hôpital militaire Maillot à Bab-El-Oued, dans un état désespéré. Espérant obtenir de lui des aveux sur l'activité de CCE, les Bérets verts utilisent toutes les méthodes capables de faire parler un prisonnier. Après quatre jours de tortures, Aïssat est transféré à l'hôpital militaire Maillot pour « cause de brûlures graves » provoquées soi-disant par une cigarette qui aurait mis le feu à la paillasse du leader syndicaliste, lui qui n'a jamais fumé. La CISL tente d'obtenir le transfert de Aïssat Idir dans un centre spécialisé pour brûlures, en Suisse : refus catégorique de Delouvrier représentant du gouvernement français en Algérie. Après d'atroces souffrances Aïssat Idir décédera à l'hôpital Maillot le 27 juillet 1959. La disparition tragique de Aïssat Idir provoquera une vague de protestation sans précédent à travers le monde. D'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, des voix s'élèvent pour dénoncer ce crime. Les journaux du monde entier manifestent leur solidarité avec le mouvement de libération à l'UGTA et à la famille du chahid. Jamais sans doute, le gouvernement français n'avait été ébranlé de la sorte. Aïssat Idir deviendra aussi un exemple à suivre pour tous les Algériens qui luttaient alors pour recouvrer la liberté et un symbole pour les travailleurs et les syndicalistes.

Djamel Belbey

Guerre de libération
Histoire

Il devait acheminer des armes à la Révolution dans la Wilaya V

L'ODYSSÉE DU YACHT « ATHOS », PIRATÉ PAR LA MARINE COLONIALE

Le yacht «Athos»

Le 16 octobre 1956, un bateau battant pavillon britannique, baptisé « Athos », et transportant des armes et des munitions fournies par la mission de la Délégation extérieure du FLN à la Révolution dans la Wilaya V, est arraisonné au large d'Oran par l'armée coloniale française. La cargaison contenait 400 caisses, pesant près de 100 tonnes au total. Il y avait 1 000 mitraillettes, 6 canons antiaériens, 360 fusils et les munitions afférentes. Elle a été acquise auprès de la Fabbrica Nazionale di Arme pour une somme de 80 000 dollars, par Ibrahim En-Nayel un spécialiste dans la fourniture d'armes, d'origine soudanaise, qui lui-même acheta ensuite en Angleterre, un yacht de 18 millions, le « Saint Briavels ».

Par Adel Fathi

Ce bâtiment avait été ensuite baptisé « Athos ». Et le 4 octobre au matin, l' « Athos » quitte l'Alexandrie pour le Nador (Maroc-espagnol) pour le débarquement du chargement qu'attendait Boudiaf.

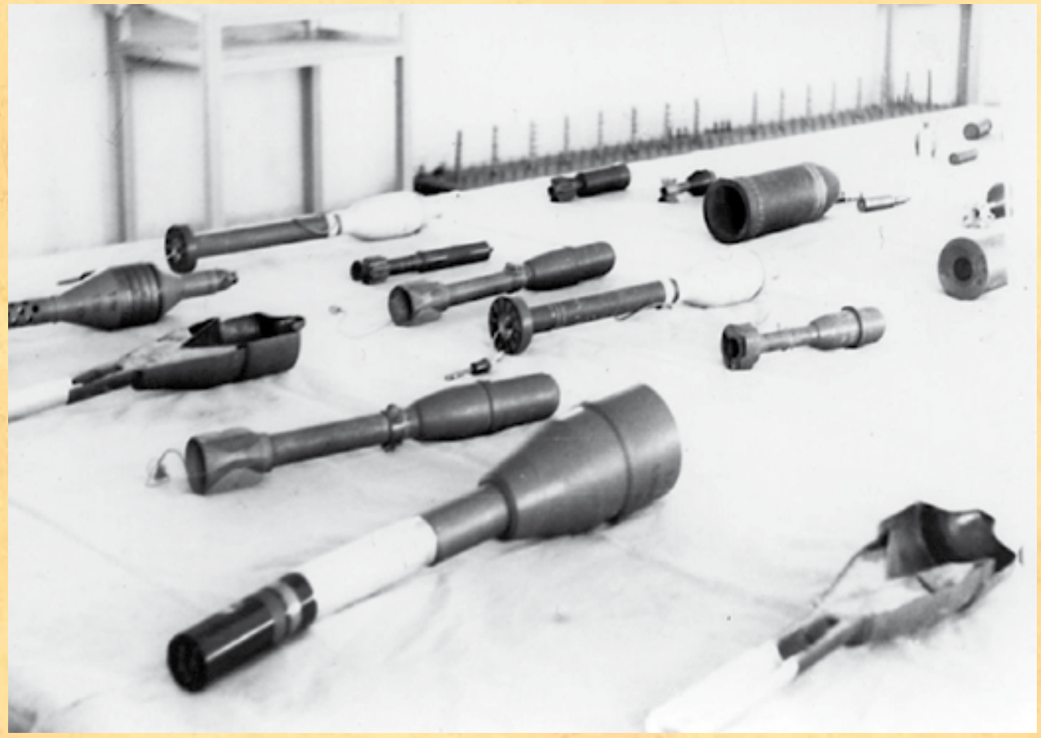
Le 16 octobre à l'aube, la marine française basée à Mers-el-Kebir avait reçu un appel radio signalant un bâtiment chargé d'armes à destination de Nador au Maroc. A 10h30, l'escorteur « Commandant-De-Pimodan » arraisonnait l' « Athos » au large des côtes d'Oranie. Les militaires français étaient montés à bord...

Chercheurs et historiens attribuent l'échec de cette odyssée à la trahison du radio de l' « Athos », Nicolas Cocavessis, qui avait vendu la mèche. Ce Grec d'origine, aventurier parlant parfaitement français, anglais, arabe, italien, espagnol, grec et un peu allemand, avait déjà servi d'informateur aux services spéciaux français. Aussi, pour les survivants cela est dû aussi à la conjoncture défavorable de l'époque, marquée notamment par l'agression tripartite Angleterre-France et Israël, qui en était en grande partie responsable. Les Français avaient eu vent de l'affaire 4 mois avant le départ de la cargaison, estiment des moudjahidine, ajoutant que ce sont les services du Mossad qui ont tout dévoilé. Le 15 octobre 1956, en haute mer, un avion français survolait et épiait le bateau. Au même moment, un zodiac apparaissait, puis disparaissait tout en suivant de près le bateau. Un mouvement de panique s'installa au sein de l'équipage. Ibrahim Neyal les rassure, mais le 16 octobre une corvette apparait soudainement. Or, c'est ce radio qui avait fourni des informations aux services secrets français et a été à l'origine de l'échec de l'opération, soulignent d'autres sources. Neyal bénéficiait de la confiance de Ben Bella, contrairement au chef des renseignements égyptien Fethi Dib, qui avait mis en garde contre une éventuelle « défection » de ce radio, recruté à la hâte, et à propos duquel, il écrira dans l'une des ses publications qu'il avait empoché 50 000 livres égyptiennes à Oran en contrepartie de renseignements sur le bâtiment qu'il aurait fournis aux services français.

De pareilles opérations de livraisons d'armes ont été effectuées trois fois auparavant, notamment en 1955 en zone espagnole du Maroc par les yachts « Dina » et « Intissar », armes qui avaient servi à équiper partiellement quelques hommes de la frontière marocaine et n'étaient pas parvenues à l'intérieur. Mais sur cette opération, beaucoup d'espoirs y étaient mis pour ravitailler en armes et munitions les moudjahidine, qui ont estimé que ces ravitaillements étaient de nature à « bouleverser la donne stratégique militaire en faveur de la révolution dans la partie ouest du territoire national ».

Patrouilleur de la marine française au large de Mers-el-Kébir

Des munitions destinées à l'ALN



Mohamed El Hadi Hamdadou arrêté lors de l'arraisonnement du yacht «Athos»

Six étudiants algériens accompagnaient cette importante cargaison d'armes. Ces étudiants dont Mohamed El Hadi Hamdadou et Mohamed Sebagh avaient quitté les bancs de l'université, à la mi-janvier 1955, soit bien avant l'appel du 19 mai 1956 de l'UGEMA, pour rejoindre la révolution. Ils avaient été ensuite envoyés en Egypte, afin d'y suivre une formation en sabotage et liaisons radios, où ils avaient été chargés par la direction du FLN installée au Caire d'accompagner le chargement d'armes à destination des moudjahidine de la Wilaya V.

Le 3 octobre 1956, « j'étais au port d'Alexandrie, j'ai rencontré

Des armes de différents types de l'ALN

Tedjini Heddam (adjoint de Ben Bella au bureau militaire du FLN, ndlr), qui m'avait informé que j'étais désigné pour cette mission », témoignera Hamdadou qui affirmera qu'« on s'était mis d'accord pour dire que « nous étions des étudiants marocains et que nous voulions rentrer chez nous »... » Mais les Français ont vite découvert l'identité des étudiants algériens, des dossiers où tous les renseignements les concernant leur étaient parvenus du Caire.

Après leur arrestation, les moudjahidine ont été torturés. Les jeunes étudiants ont subi les pires atrocités. De prison en prison, ils ont fini par être transférés à la prison de Berroughia où ils ont connu la torture et l'humiliation. « En décembre 1957, après leurs jugements et à l'issue du dernier verdict, ils ont été ramenés pratiquement nus, en plein hiver, à Berrouaghia. Donc, le traumatisme a été aggravé. Ils ont été libérés le 6 mai 1962. Mais un autre moudjahid a connu un sort différent. Mohamed Ouali Agroufa n'a pu supporter les différentes tortures dont il a été victime (coups de pied, pendaison la tête en bas, électrocution, torture par immersion, etc.). Il est mort dans des conditions atroces après une dépression», dira Mohamed Abbès, chercheur et historien.

Djamel Belbey

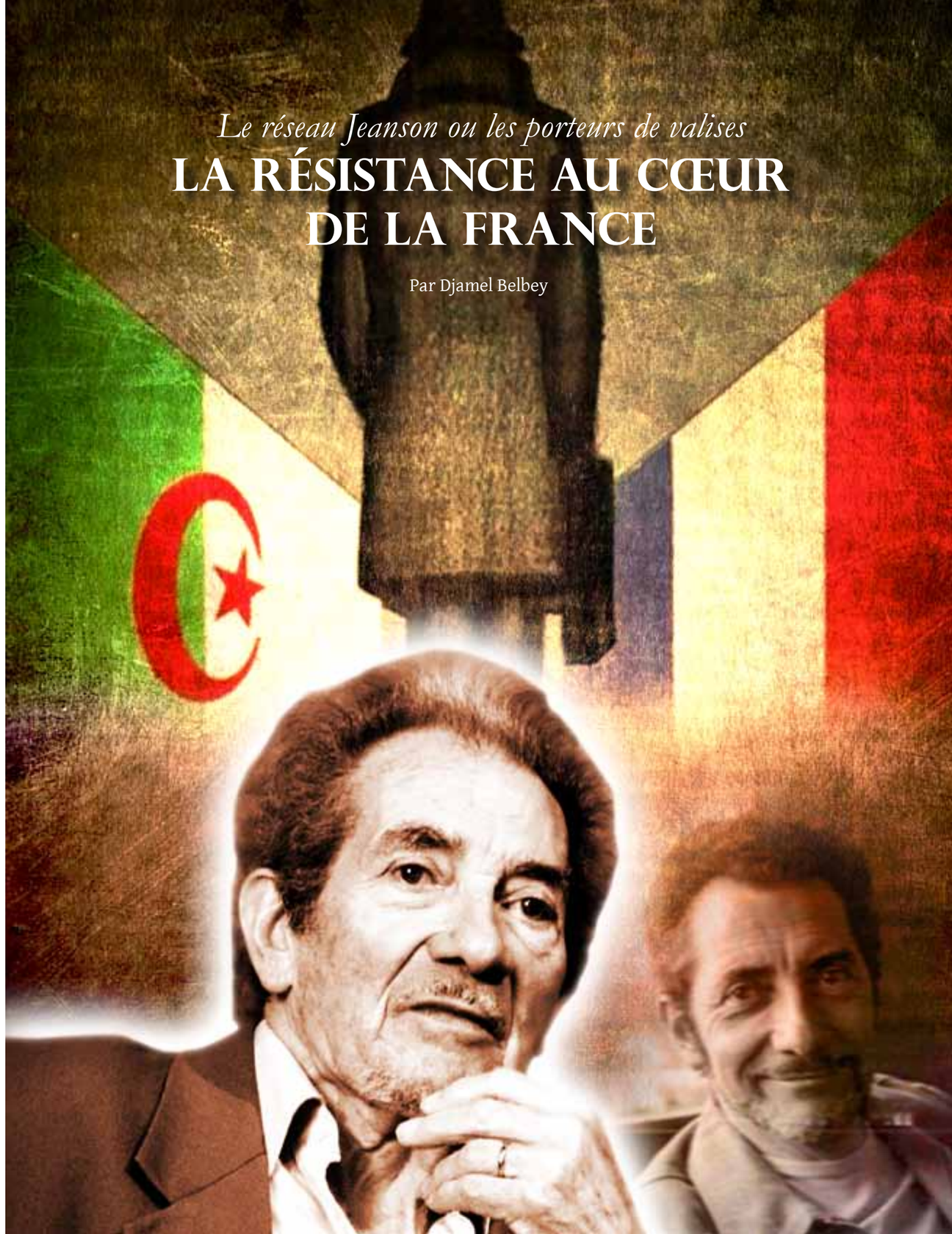
Mohamed Ouali Agroufa

Le chahid est né en 1928 à Tamokra, dans la daïra d'Akbou, wilaya de Béjaïa. Il a appris le Coran dans la célèbre zaouïa de Tamokra (Akbou) dont le directeur était cheikh Tahar Aït Aldjet. Il était membre actif au Mouvement de triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et du Parti populaire algérien (PPA). Après avoir obtenu son certificat d'aptitudes, en 1954, en Tunisie, il part au Caire afin de bénéficier d'un entraînement militaire où il est choisi pour accompagner un chargement d'armes au profit de la révolution.

Le réseau Jeanson ou les porteurs de valises

LA RÉSISTANCE AU CŒUR DE LA FRANCE

Par Djamel Belbey



Ali Haroun en costume en compagnie de Francis Jeanson et d'autres porteurs de valises

Durant leur lutte pour l'indépendance, les Algériens, qui avaient ouvert un second front en France métropolitaine, ont reçu un inestimable soutien de la part de nombre d'intellectuels français, qui partagèrent avec eux le rejet du colonialisme. Parmi ces hommes et femmes français qui se sont rangés du coté des Algériens dans leur noble cause les « porteurs de valises », ou « le réseau Jeanson », du nom du fondateur de ce groupe de militants français, Francis Jeanson. Ce réseau a joué un rôle mémorable d'aide à l'organisation de la Fédération du FLN en France, principalement en collectant et en transportant fonds et faux papiers.

La plupart de ses membres proviennent du monde médiatico-intellectuel, rassemblant chrétiens de gauche, trotskistes, syndicalistes ou communistes dissidents. Des intellectuels imprégnés de « l'esprit de Résistance à l'oppression et à la colonisation», comme l'aspirant Maillot, qui avait déserté avec son camion d'armes, ou Rousset, le premier Européen qui aida le FLN en métropole ; Etienne et Paule Bolo ; les Chaulet : Pierre, médecin, Colette, Anne-Marie, la fiancée de Salah Louanchi, chef du FLN en France.

Le réseau Jeanson ou les « porteurs de valises » a vu le jour le 2 octobre 1957, au Petit-Clamart. Mais il faut remonter plus loin et ce après la Seconde Guerre mondiale, pour voir l'émergence des idées anticolonialistes. Francis Jeanson, après la guerre, visitera avec sa femme l'Algérie et profitera pour faire plus ample connaissance avec les Algériens.

Le 2 octobre, Jeanson organisera une réunion, à la suite de celle tenue le 1er juin 1957, par le Mouvement pour la paix, et qui sera organisée, au siège de la Fédération de la métallurgie CGT, qui avait débattu sur le problème algérien. Cette deuxième réunion organisée par Jeanson concernait les grandes lignes d'une action d'aide directe au FLN, en France comme en Algérie.

Pour le réseau Jeanson, l'aide consistait tout d'abord à héberger ceux qui étaient recherchés par les autorités

Guerre de libération
Histoire

françaises, à savoir la prise en charge totale des éléments impliqués dans la lutte. Le réseau devait aussi organiser le franchissement des frontières, du transport, du transfert de fonds et du recrutement. Comme l'ont rapporté Hervé Hamon et Patrick Rotman, qui ont écrit sur «les porteurs de valises» (Albin Michel), « héberger un Algérien, ce n'est pas obligatoirement aider le FLN, c'est pour soustraire un homme à l'arrestation et à la torture ». « En matière de transport, le réseau avait tout prévu du fait que des taxis bénévoles s'étaient proposés tels que Hélène Cuénat, Etienne Bolo, entre autres, et c'était, Francis Jeanson qui lui-même se chargeait de tracer les itinéraires, les horaires, les lieux de rendez-vous, mais en cas de besoin ou d'indisponibilité, le FLN de France disposait de taxis de rechange conduits par des personnes qui étaient dans le réseau de ce dernier. »

Le passage des frontières

Pour les premiers contacts avec Salah Louanchi, Francis Jeanson joue couramment le rôle du chauffeur-livreur-passeur. Après la réunion du Petit-Clamart, il organise de véritables filières, avec des amis dévoués à la cause qui deviennent des spécialistes. Jacques Vignes, un ami d'enfance de Jeanson, le rejoindra, quittera Bordeaux pour Paris, y deviendra journaliste sportif, à la rubrique voile, sa passion, sous le pseudonyme de Philippe Vigneau. Connaissant la région frontalière, ce dernier sera d'un atout majeur quant au passage des frontières entre la France et l'Espagne. Pour les membres du FLN, l'aide était précieuse, ce qui évitait de se faire remarquer surtout au niveau des zones frontalières, car après avoir franchi la frontière ils sont pris en charge par Etienne Bolo, Davezies ou Vignes, dont l'antenne se trouvait à Madrid, et passaient la nuit dans une villa relais d'Ascain, où Paule Bolo s'était établie avec ses enfants : une maison occupée en permanence de façon « bourgeoise » et qui ne saurait attirer les soupçons. Le passage de la frontière s'effectuait à pied, à travers un sous-bois. Des véhicules, avec des plaques du « corps diplomatique », les attendaient de l'autre côté de la frontière. Si le transport des cadres du FLN était important, le convoyage des fonds l'était plus encore. Il s'agissait de sommes énormes fruit de la contribution de plus 300 000 Algériens de France.

Le transfert d'argent

Les porteurs de valises se chargeaient de l'argent collecté et se rencontraient dans des appartements parisiens prêtés par des sympathisants. Par la suite, cet argent était compté et envoyé en Suisse. Le réseau Jeanson comptait parmi ses rangs l'activiste anticolonialiste communiste Henri Curiel, assassiné en 1978, qui s'occupera de passer la majeure partie de l'argent en Suisse. D'autres personnes seront utiles à ce réseau, telles que Jacques Charby, Daniel Sorano. Elles seront chargées de trouver des « planques », tâche facile du fait qu'elles faisaient partie du milieu artistique, dont Cécile Marion, Colette Jeanson, une ancienne comédienne Laurence Bataille, qui était une sorte de boîte aux lettres et qui avait été remarquée par Francis ; elle sera chargée de la collecte de l'argent avec Robert Davezies. Un musicien, « aux dons multiples », rejoindra aussi le réseau. L'aspirant Maillot, le sous-lieutenant Jean-Louis Hurst, fils d'un notable alsacien, aussi rejoindront le réseau en juin 1958, de même que le deuxième classe Gérard Meier qui se refugiera à Yverdon, en Suisse. En mai 1959, Gérard Meier, Louis Orhant et Jacques Berthelet, principal correspondant à Lausanne de Jeanson, formeront le noyau « vétérans » de Jeunes Résistants. Par l'intermédiaire du réseau Jeanson, Jacques Vignes et Robert Davezies feront passer en France une dizaine d'Algériens.

Au siège de leur société de production cinématographique, aux Champs-Elysées, Serge Reggiani et Roger Pigaut abritent des rencontres entre les chefs de wilayas. Charby avait aussi recruté André Thorent. Haddad Youssef, dit Haddad Hamada, coordonnateur du FLN en France, logeait souvent chez l'acteur Paul Crauchet et le réalisateur de télévision Jacques Trebouta (son confrère Raoul Sangla achète, lui, un appartement pour le compte du FLN). Des enseignants et enseignantes faisaient aussi partie du réseau tels que Janine Cahen de Mulhouse et Micheline Pouteau, professeure d'anglais à Neuilly. Le réseau était aussi un atout majeur dans la falsification des pièces d'identité et autres documents nécessaires et pour cela il avait un expert, un juif polonais ancien de l'Irgoun nommé Adolfo Kaminski et surnommé « Joseph ».

Condamnation à mort et arrestations

Abdel Cherrouk et Mouloud Ouraghi sont condamnés à mort à l'aube de 1959, et le réseau est démantelé en février 1960. Son procès, qui s'ouvre le 5 septembre 1960 au tribunal militaire, dura 25 jours. Six Algériens et dix-huit Français sont inculpés. Ils seront défendus

par vingt-six avocats dont le plus en vue, Roland Dumas, s'efforcera de faire durer la procédure et de ridiculiser le tribunal. Cette stratégie s'avérera payante auprès de l'opinion publique. Quinze des inculpés sont condamnés le 1er octobre à des peines maximales de 10 années d'emprisonnement, 70.000 NF d'amendes et 5 années d'interdiction de séjour chacun : Hélène Guenat, Francis Binard, Jean-Claude Paupert, Gérard Meier et Micheline Pouteau, dix ans de prison, maximum de la peine ; trois sont condamnés à cinq ans, trois ans et huit mois. Neuf sont acquittés.

A ce procès, d'autres camarades du groupe écopèrent de 5 années à 8 mois de prison, Francis et certains de ses compagnons (Danielle Sabret, Cécile Regagnon et Jacques Vignes) qui ont échappé à l'arrestation ont été condamnés à la peine maximale de 10 ans d'emprisonnement et ce, par défaut. Tous sont en fuite et recherchés par tous les services de police.

Le procès que l'on voulait celui de traîtres à leur patrie a été un procès retentissant qui a dépassé les frontières françaises mettant aux prises la France coloniale d'un côté et la France de Dreyfus de l'autre. 25 jours durant, c'était le réquisitoire implacable de la sale guerre d'Algérie. Ces intellectuels ont tous rejeté l'accusation selon laquelle ils avaient trahi leur pays, affirmant qu'ils ont « sauvé l'honneur de la France »

Djamel Belbey

LISTE NON EXHAUSTIVE DES « PORTEURS DE VALISES »

Françis Jeanson, Hélène Cuena, Dr. Chaulet et sa femme Anne-Marie, Jacques Charby, le professeur d'Alsace et le professeur Pierre Veullay, les prêtres de la mission de France: Abbés Pierre Mamet, Robert Davezies, Boudouresque.

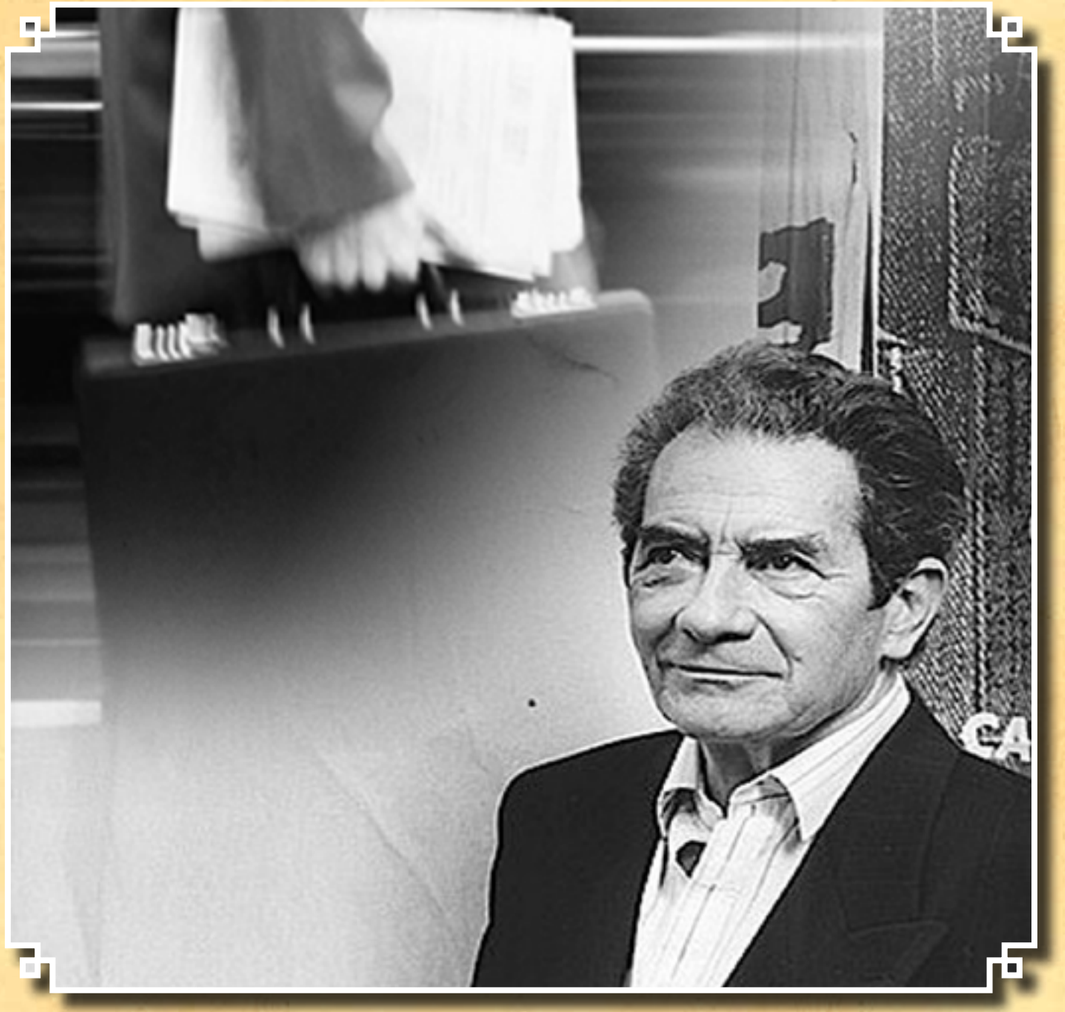
Les acteurs Paul Crauchet , André Thorent , Jacques Rispail , François Robert , Jacques Mignot , Jacques et Lise Trebouta, Serge Reggiani, Catherine Sauvage, Roger Pigaut, l'écrivain Georges Arnaud, Georgina Dufoix, Guy Darbois, Paul-Marie de La Gorce, Annette Roger, Michel Rocard, Jean Daniel, Henri Curiel et sa femme Rosette, Roland Castro, Hervé Bourges, Casalis, Gérard Carreyrou, Guy Braibant, Pierre Boussel, Marc Blondel, Christian Blanc, François Autain , Pierre Frank dit « Pedro », Alain Geismar, Jean Giovanelli, Bernard Kouchner, Marc Kravetz, Henri Alleg, Françoise Sagan, Bernard Schreiner, Georges Suffert, Jacques Verges, François Maspero, Jacques Mellick, Christian Nucci, Claude Olivenstein, Jean-Marie Paupert, Jean-Louis Peninou, Michel Pezet, René-Victor Pilhes, Hubert Prevot, Madeleine Reberioux, Pierre Vidal-Naquet.

Certains témoignages affirment que le diplomate tunisien, avant de s'éteindre d'une mort naturelle après l'indépendance de l'Algérie, avait exprimé auprès de l'ancien ministre Keramane le souhait de revoir pour la dernière fois son ami Si Abdelkader Yaïci. Les deux hommes, rapporte-on également, s'appréciaient mutuellement et avaient en commun le courage de faire face sans faillir à la Main rouge française qui ne lésinait sur aucun moyen pour arriver à ses fins

Z. M.

Francis Jeanson, le fondateur des porteurs de valises

UNE VIE AU SERVICE DES IDÉAUX ANTICOLONIALISTES



Par Djamel Belbey

Francis Jeanson, le fondateur du réseau Les porteurs de valises

Francis Jeanson, le fondateur du « réseau Jeanson », ou « les porteurs de valises », a joué un rôle mémorable au sein de l'Organisation de la Fédération du FLN en France. Il osa non seulement briser le mur du silence dressé autour des tortures et des massacres dont étaient victimes les Algériens, mais apporta également une aide directe à la révolution.

Engagé dès son jeune âge dans la résistance à l'occupant nazi, il comprend d'emblée que la liberté n'a pas de frontière et la dignité pas de limite. Lors de la Seconde Guerre mondiale, il s'évade par l'Espagne et rejoint l'armée française de la Libération en 1943.

Reporter à Alger républicain en 1945, il rencontre Albert Camus et Jean-Paul Sartre et ce dernier lui confie la gérance de la revue *Les Temps modernes* de 1951 à 1956.

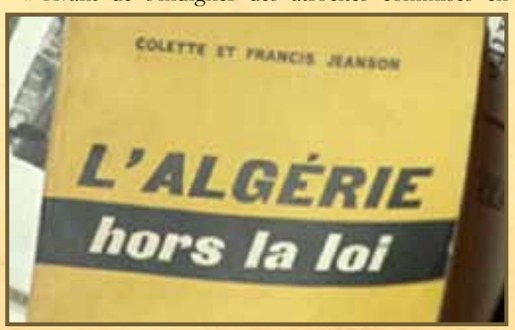
Il se lie d'amitié avec Emmanuel Mounier, qui lui ouvre, en 1948, les portes de la revue *Esprit*, où règne alors un certain « philocommunisme », et qui facilite son entrée dans le sérail intellectuel de l'après-guerre. Entre 1948 et 1957, Jeanson publie une douzaine d'articles dans les colonnes d'Esprit, dont six consacrés à la décolonisation. Mounier le fait également entrer au comité de lecture des éditions du Seuil et le recommande auprès de son directeur littéraire, Paul Flamand. A la Suite du décès de Mounier en mars 1950, Jeanson reprend la direction de la collection « Écrivains de Toujours ». Disciple de la philosophie existentialiste, c'est néanmoins dans la revue phare de la pensée personnaliste que Jeanson signe en 1950 son premier article, « Cette Algérie conquise et pacifiée... », dénonçant la situation coloniale.

Dès 1955, dans son ouvrage *l'Algérie hors la loi*, il se rangeait aux côtés des Algériens contre l'oppression du colonialisme. À partir de 1957, au plus fort de la guerre de libération nationale, il met en pratique ses idéaux anticolonialistes en créant le réseau Jeanson chargé de transporter des fonds à destination du FLN.

Francis Jeanson s'est toujours défendu d'avoir trahi la France, au contraire, il justifie son attitude par la fidélité aux idéaux sur lesquels doit s'appuyer cette même communauté française.

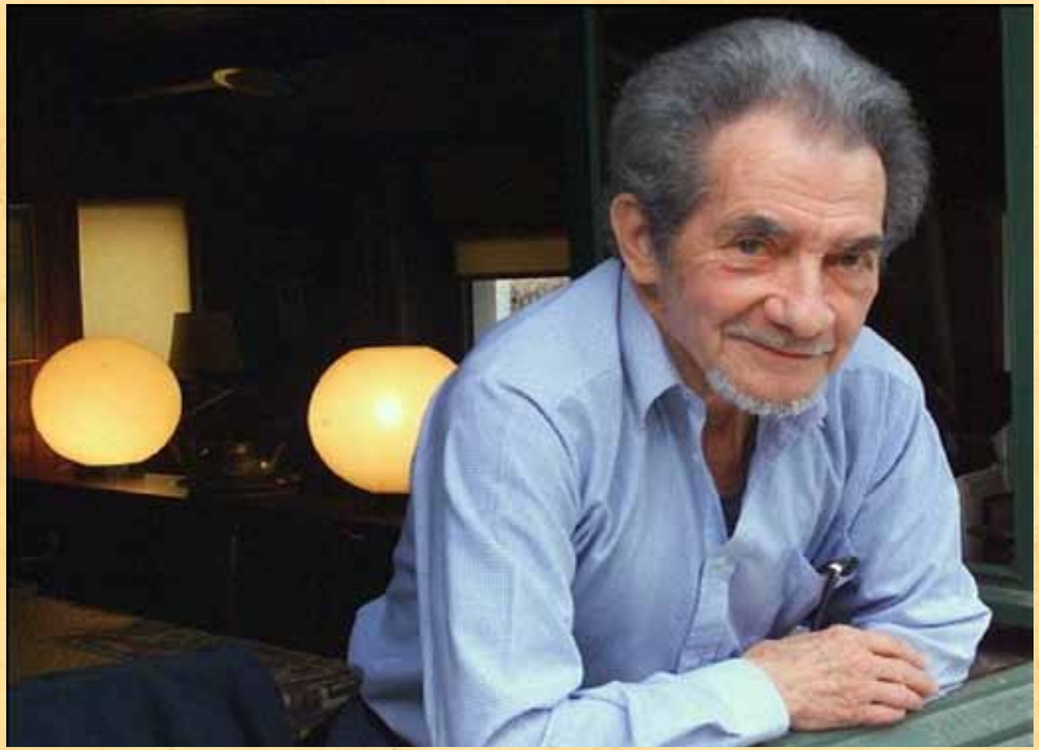
« Mes camarades et moi n'avons fait que notre devoir, car nous sommes l'autre face de la France. Nous sommes l'honneur de la France», a ainsi défini le philosophe Francis Jeanson, en juin 2000, son rôle lors de l'aide qu'il a apportée à la Révolution algérienne. Francis Jeanson explique le sens de son combat : «Ce qui se passait en Algérie au nom de la France était inadmissible. Il fallait être contre. La seule façon d'être contre, c'était d'être aux côtés de ceux qui se battent. On m'a souvent dit que c'était de la trahison. Mais, pour moi, il y avait déjà trahison : celle des valeurs de la France.»

« Avant de s'indigner des atrocités commises en



Guerre de libération
Histoire

Francis Jeanson



Algérie, il faut se demander pourquoi nous avons fait la guerre au peuple algérien et pourquoi nous avons laissé faire des choses qui n'avaient pas de raison d'être (…) Depuis mai 1945, et les massacres de Sétif, on aurait dû le savoir. La torture n'est pas née de la Guerre d'Algérie en 1954 (…) Prenez les droits de l'Homme. Nous prétendons les enseigner, un peu partout (…) Comment pouvons-nous demander à ces peuples, soumis à d'incroyables pressions et à des déstabilisations successives, de respecter les droits de l'homme comme nous y prétendons ici.»

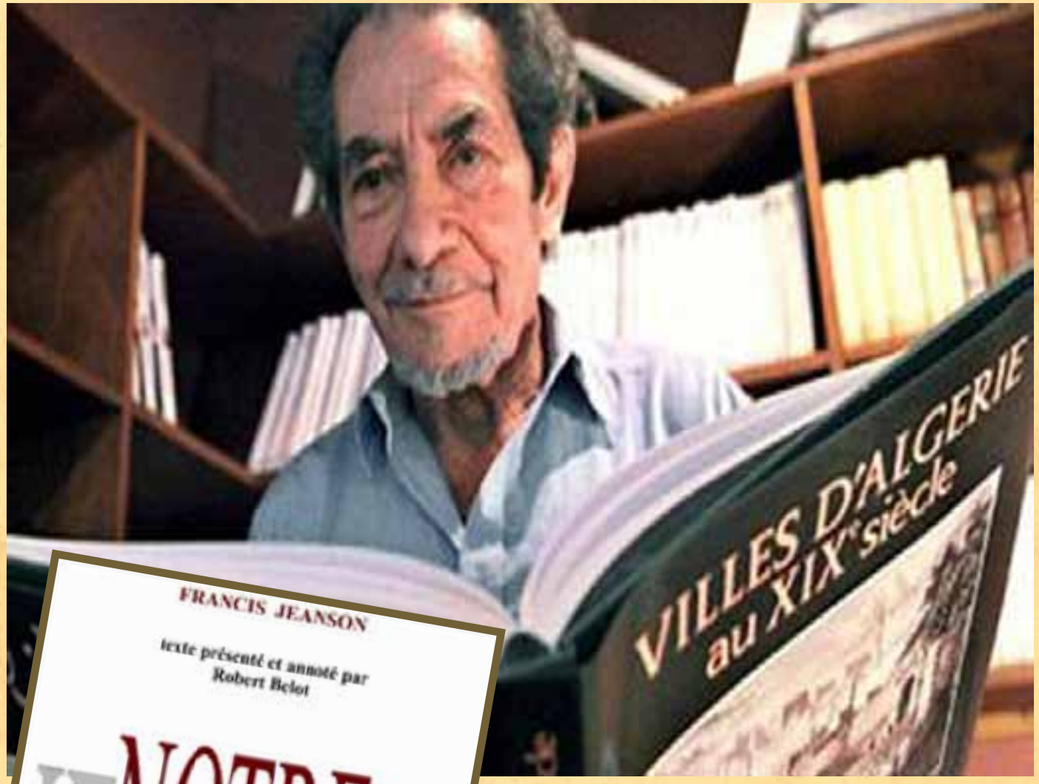
Francis Jeanson s'opposera à Camus et à sa thèse que toute révolution débouche sur la négation des libertés. Sartre interviendra dans cette célèbre controverse en assénant à Camus qui voulait garder ses mains propres : «Avoir des mains propres, c'est ne pas avoir de mains.» Dès 1958, la diffusion des livres *La Gangrène* et La *Question* – publiés mais aussitôt interdits parce qu'ils témoignent de la généralisation de la torture – mobilise des centaines de militants.

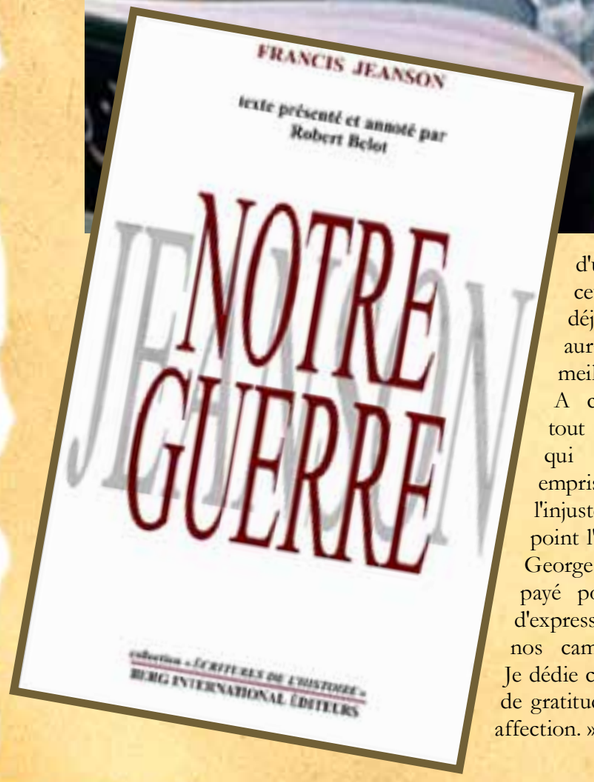
Francis a joué un rôle mémorable au sein de l'Organisation de la Fédération du FLN en France métropolitaine. Mais le réseau est démantelé en février 1960 et son procès qui s'ouvre le 5 septembre 1960 au tribunal militaire durera 25 jours.

En fuite à l'étranger, il est jugé par contumace en octobre 1960. Il est, lors de ce procès, reconnu coupable de « haute trahison » et condamné à 10 de réclusion criminelle. Il vivra dans la clandestinité quatre années après l'indépendance, alors que nous-mêmes étions libérés du carcan colonial.

Dehors et en clandestinité, Francis réussit l'exploit de convoquer les médias et d'y tenir une conférence pour expliquer ses positions et c'est également au même moment qu'il publie un ouvrage extraordinaire – aussitôt interdit – *Notre Guerre*, aux éditions de Minuit, ouvrage dont la dédicace a été destinée à ses camarades emprisonnés. Ci-après le texte intégral éloquent à plus

Francis Jeanson





d'un titre. « A tous ceux qui partagent déjà notre lutte et qui auraient mérité un meilleur porte-parole, A ceux et à celles, tout particulièrement, qui sont aujourd'hui emprisonnés quand j'ai l'injuste avantage de ne point l'être, A mon frère Georges Arnaud, qui a payé pour notre liberté d'expression, Et à tous nos camarades algériens, Je dédie ces pages, en signe de gratitude et de profonde affection. »

Il revient en France à l'occasion de son amnistie, en 1966, et est chargé par André Malraux de construire et de préfigurer la Maison de la culture de Chalon-sur-Saône (1967-1971). Il participe ensuite à des expériences de « psychiatrie ouverte ».

En 1992, il devient président de l'Association Sarajevo, en soutien au peuple bosniaque, et se porte candidat sur la liste « L'Europe commence à Sarajevo » du professeur Léon Schwartzenberg pour les élections européennes de 1994.

Francis Jeanson est décédé en août 2009 .

Djamel Belbey

Figure du réseau Jeanson pendant la guerre d'Algérie

MICHELINE POUTEAU, UNE ANTICOLONIALISTE CONVAINCUE

Libération
Elles ont fait la belle...
es entretiens
O-ALGÉRIENS
L'UNR A BÉNÉFICIÉ DE 33 MILLIONS DU C.N.L.
CES SIX FEMMES ONT SCIÉ LEURS BARREAUX
La belle escapade
Le gaz avait fui
La villa saute
3 morts - 2 blessés
Sports

Micheline Pouteau (1931-2012) est l'une des figures incontestables du réseau Jeanson, qui soutenait le FLN pendant la guerre d'Algérie.
Née à Paris en 1931, Micheline Pouteau fut la plus jeune agrégée de France et enseigna l'anglais à Saint-Germain-en-Laye puis à Neuilly-sur-Seine. Elle fut professeure d'anglais à Neuilly-sur-Seine.
Sa haine de la guerre, léguée par son père, était déterminante dans sa prise de position contre la guerre en Algérie. La leçon que son père, socialiste et pacifiste, tira de sa participation à la Première Guerre mondiale en 1914, fut : «Les peuples n'ont rien les uns contre les autres.» Aussi, dès 1956, elle commença à signer des pétitions contre la guerre.

Par Djamel Belbey

« Porteuse de valises »

Fidèle aux idéaux de la Résistance dont elle hérite, elle jugera que les méthodes employées par l'armée française trahissent la démocratie. En 1958, elle entre au Parti communiste parce qu'il dénonce la torture, mais sort vite de la ligne, pour mener l'action clandestine dans le réseau Jeanson. «Boîte aux lettres» et «porteuse de valises» pour le FLN, elle sera arrêtée le 1er mars 1960 et incarcérée à la prison de la Roquette, le 3 mars 1960, pour avoir aidé le FLN. Elle a été jugée dans le cadre du procès du réseau Jeanson, qui suscita l'Appel des 121, et condamnée à dix ans de prison.

Ce fut le premier grand procès de la guerre d'Algérie. La jeune femme, «belle de cette beauté grave et brune qui attire les regards», rapporte Le Monde, impressionna par la cohérence de ses convictions.

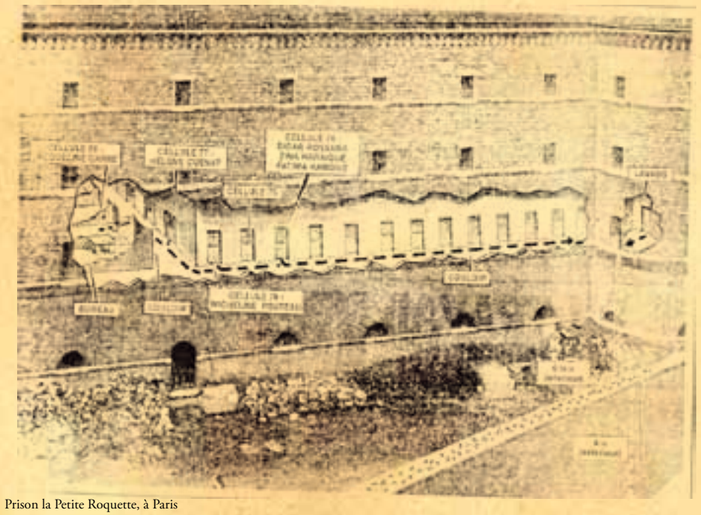
Micheline Pouteau a dû faire justice des accusations portées contre elle, pendant le procès : « Je n'ai aucune raison personnelle, je n'avais aucune raison sentimentale de m'engager dans cette lutte. Je veux dire que, en fait, c'est dans la mesure où je me sentais davantage une place faite, une place confortable, des responsabilités dans la société, que je me suis sentie davantage engagée et tenue de m'engager moralement et politiquement ».

Quant à l'accusation de trahison, Micheline Pouteau a expliqué ainsi : « On m'a accusée de trahison… Sur le terme de « trahison », il faut s'entendre. Lorsqu'il y a divorce entre un peuple et son gouvernement, il faut trahir ou le peuple ou le gouvernement, voire les deux à la fois en ne faisant rien du tout… Le peuple français, en accord avec le peuple algérien, imposera une paix juste et définitive ».

Coup d'éclat, le 25 février 1961 : elle s'évade de la prison la Petite Roquette, à Paris, avec ses complices Hélène Cuenat, Jacqueline Carré, Didar Fawzy-Rossano, Zina Haraigue et Fatima Hamoud; elles ne seront jamais reprises. Micheline rejoindra Janine Cahen, autre figure du combat anticolonialiste, en Italie où elles publieront leur témoignage en italien. L'un, énorme ouvrage de neuf cents pages en deux volumes, composé avec l'assistance de Pierre Vidal-Naquet, est un recueil-documentaire commenté et enrichi d'une riche chronologie parallèle. Traduit en italien à partir du manuscrit français inédit, il est publié sous le titre *Una resistenza incompiuta. La guerra d'Algeria e gli anti-colonialisti francesi, 1954-1962.* Dans l'introduction, elles rappellent rapidement le mouvement des rappelés, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, les cas de torture, les exécutions sommaires. Elles écrivent ensuite : « Même s'ils atteignent le nombre de plusieurs centaines, les jeunes déserteurs et les civils qui fournissent de l'aide au FLN, restent une infime minorité. Surtout, en n'étant ni acceptée, ni soutenue par un grand parti de gauche, leur action ne suscitera jamais un mouvement de grande ampleur (tout au plus quelques discussions sur la valeur du patriotisme et des révolutions coloniales). Elle restera une résistance incomplète. »

Amnistiée en 1967, elle réintègrera l'Education nationale et gardera cette foi dans la parole engagée «parce que ça a aidé les gens à ouvrir les yeux sur ce que je n'arrêtais pas de leur dire: ce qui se fait là-bas se fait en votre nom». Micheline Pouteau, qui est décédée le 1er mai 2012, à son domicile à Meudon, était l'une des dernières survivantes du « réseau Jeanson ».

Djamel Belbey



Prison la Petite Roquette, à Paris

Germaine Tillion

ET LE RENIEMENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Par Boualem Touarigt

L'ethnologue Germaine Tillion, qui a passé de longues années à étudier les populations des Aurès, tente en juillet 1957 de négocier une sorte de trêve civile entre le FLN et le gouvernement français : l'arrêt des exécutions des combattants algériens contre la fin des attaques visant les civils. Le gouvernement français montre son intérêt et fait des promesses qu'il ne peut tenir face à la pression des ultras et des militaires, contrairement au FLN qui accepte le principe et tient parole.

Germaine Tillion

Germaine Tillion est à Alger en juin 1957. Grande spécialiste des Aurès où elle a vécu de longues années (de 1934 à 1940) pour étudier les populations locales, elle est auréolée de son prestige de scientifique et de résistante. Combattante de la France libre, elle avait été arrêtée en août 1942, torturée et déportée dans le camp de concentration de Ravensbrück par les nazis. En 1945, elle était la seule survivante des quatre cellules clandestines du Musée de l'Homme.

En novembre 1954, avec Louis Massignon, professeur au collège de France, elle proteste contre les bombardements des Aurès auprès de François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur. Elle décide de retourner dans cette région qu'elle a bien connue une quinzaine d'années plus tôt. Elle passe trois mois dans les Aurès. Elle est révoltée par la misère des populations et surtout par la terrible répression auxquelles celles-ci sont confrontées. Elle s'en ouvre au nouveau gouverneur général Jacques Soustelle qui a été son collègue comme ethnologue. Celui-ci lui propose de rejoindre son cabinet. Elle accepte. Dans cette équipe, il y a le commandant Monteil qui vient à sa demande de rencontrer Ben Boulaïd, emprisonné à Tunis, pour le sonder sur les raisons de la révolte des Algériens et il y a Jacques Juillet. Ces trois personnalités vont former ce qu'on désigne comme « l'aile gauche » du cabinet de Soustelle.

Guerre de libération
Portrait

Germaine Tillion

Elles ont effectivement cherché à combattre les injustices infligées à la population algérienne et à nouer des contacts avec des personnalités algériennes modérées. Elles firent rencontrer à Soustelle des Algériens modérés de différents bords : messalistes, oulamas, centralistes, partisans de l'ancienne UDMA de Ferhat Abbas. Mais Soustelle craignait les réactions des pieds-noirs dont les leaders refusaient toute ouverture, toute solution de compromis et de rapprochement. Il reçut ses visiteurs la nuit, dans une très grande discrétion. Ferhat Abbas lui rendit visite à minuit.

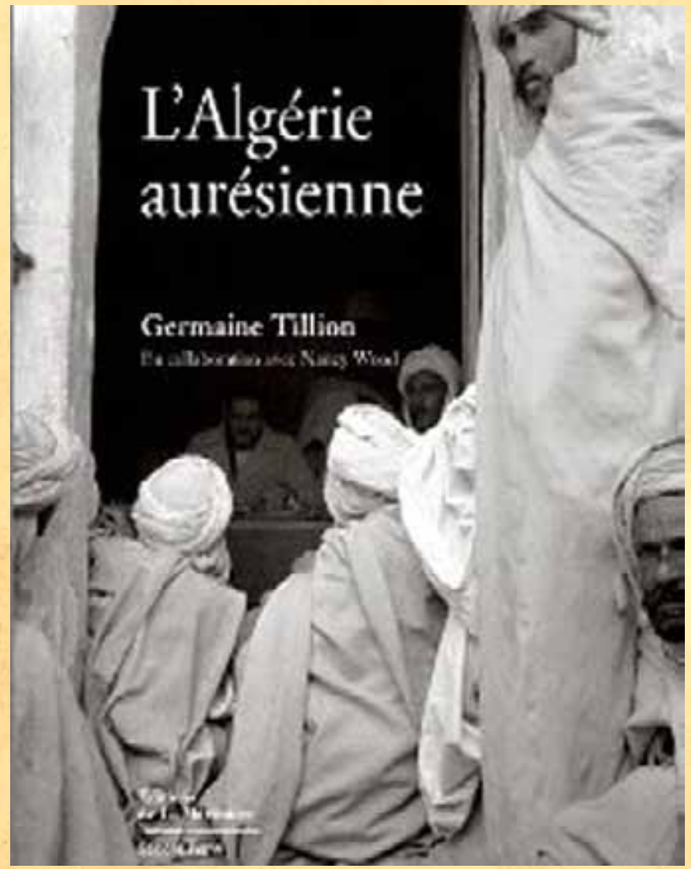
Soustelle rejoindra vite l'aile dure des Européens d'Algérie qui reçoit l'appui d'une part importante des militaires, partisans de la « guerre antirévolutionnaire ». Il multiplie les camps d'hébergement créés par la loi sur l'état d'urgence pour assigner à résidence des suspects. En mai 1955, il étend au Nord-Constantinois et à quelques communes de l'Ouest les mesures exceptionnelles appliquées dans les Aurès. Les militaires auront le droit de multiplier les assignations à résidence et d'appliquer la responsabilité collective. Il obtient le 17 mai des renforts qui portent l'armée à 100.000 hommes. En juin, il vire les membres de son cabinet qui le poussaient à l'ouverture en direction des Algériens et à ne pas céder aux demandes de représailles des ultras et des militaires. Germaine Tillion se consacre à son œuvre principale en Algérie, les centres sociaux qui réuniront des libéraux européens et des personnalités algériennes.

Juillet 1957 : l'entrevue avec Yacef Saadi

En mai 1957, Germaine Tillion est membre d'une commission internationale d'enquête sur le régime des camps de concentration en Algérie, qui regroupe des intellectuels européens qui avaient été déportés et torturés pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle savait que beaucoup de ses compagnons des centres sociaux avaient été arrêtés. Le 2 juillet 1957, elle est contactée par le FLN. Le 4, elle rencontre clandestinement Yacef Saadi et Zohra Drif dans la Casbah. Elle explique sa mission qui est de tenter de dénoncer la torture. Le FLN lui transmet son message : « Nos actions armées ont été des réactions aux attentats aveugles commis par les ultras avec le soutien des autorités. Nous avons été révoltés

Yacef Saâdi chef de la Zone autonome d'Alger

Portrait



par les exécutions des prisonniers du FLN. » Germaine Tillion demande à ses interlocuteurs l'autorisation de proposer au gouvernement français de suspendre les exécutions si le FLN s'engage de suspendre toute attaque contre des civils. Elle reçoit un engagement ferme dans ce sens.

Trois jours plus tard, de retour à Paris, elle rencontre André Boulloche, directeur du cabinet de Bourgès Maunoury. Elle se fait convaincante en insistant sur l'intérêt de freiner l'escalade de la violence. Son interlocuteur lui fait part de son intérêt et promet une réponse rapide. Pendant son séjour, elle rencontre de nombreuses personnalités qu'elle tente de convaincre : Guy Mollet, Antoine Pinay, René Pleven. Peu de temps plus tard, André Boulloche lui demande d'établir une relation avec les groupes armés du FLN en précisant toutefois : « A vos risques et périls. » Le gouvernement français prend l'engagement, transmis par le directeur de cabinet, de suspendre les exécutions des militants du FLN. Toute emballée par cette position, Germaine Tillion décide de repartir pour Alger pour transmettre le message. Le matin de son départ, le 20 juillet, son ami Louis Mangin, membre du cabinet du président du conseil, la reçoit en urgence. Il l'informe que deux exécutions capitales auraient lieu le 25 juillet. Le président de la République René Coty a refusé la grâce, craignant les réactions des ultras et des militaires.

Le FLN tient parole

Pendant l'absence de Germaine Tillion, une dizaine de bombes explosent à Alger. Aucun civil n'est visé. La scientifique informe le FLN de l'échec de sa mission selon les modalités convenues à l'avance. La direction du FLN à Tunis veut un engagement officiel du gouvernement français. Elle se déclare prête à y répondre favorablement.

Le 25 juillet, trois combattants algériens sont guillotinés. Le 9 août 1957, Germaine Tillion rencontre une deuxième fois Yacef Saadi dans la Casbah et lui demande de tenir sa parole.

Début août, le FLN annonce par tract de nouvelles explosions de bombes, dans des lieux peu fréquentés. Elles ne font que quelques blessés légers. Répondant à la demande pressante de Germaine Tillion, le FLN ne répond pas aux exécutions du 16 août. Germaine Tillion interviendra au procès de Yacef Saadi et témoignera de la bonne volonté du FLN.

Boualem Touarigt

Mohamed Oudelha,
dit « Ali Z'yeux bleus »

LE COMMANDO D'ÉLITE, GUILLOTINÉ À L'ÂGE DE 28 ANS.

Par Djamel Belbey

Portrait

À la couleur de ses pupilles, il se faisait appeler *Ali Z'yeux bleus*. Grâce à son physique d'européen, Mohamed Oudelha fréquentera les pieds-noirs et se mouvait aisément dans les quartiers interdits aux musulmans. A 15 ans, il fera son dur apprentissage de la vie, en pratiquant le métier de garçon de café. Mohamed Oudelha s'est fait enrôler dans les rangs du FLN-ALN, dès les premières années de la révolution du 1er novembre. En 1955, il a pris part à la guérilla urbaine lors de la Bataille d'Alger, d'abord en dirigeant un groupe de commandos pour ensuite intégrer le groupe de choc organisé par Abderrahmane Arbadji et Othman, Hadji, dit Ramel. Jusqu'à ce qu'il soit arrêté lors d'une embuscade tendue par les paras et les territoriaux. Il est traduit devant le tribunal militaire, qui le condamne à la peine capitale. Ainsi, le 8 février 1958, à 3h30, Mohamed Oudelha dit Ali Z'yeux bleus, est guillotiné,dans la sinistre prison de Serkadji (ex-Barberousse) à Alger.

Mohamed Oudelha est né en 1930 dans la Haute-Casbah. Ses parents, originaires d'Ighil Boussouel Iflissène (Tigzirt sur mer), retourneront vivre dans leur village natal. C'est ainsi que le père, vieillissant et affaibli par la maladie, reviendra avec sa petite famille à Ighil Boussouel pour fuir le joug du colonialisme. A cette époque, la plupart des enfants algériens ne fréquentaient pas l'école. Mohamed Oudelha faisait partie de ceux-là.

Une enfance difficile

« Son enfance, il la passa aux côtés de son père opprimé par les colons et sa mère qui lui enseigna le courage d'affronter la vie, même en faisant partie des plus démunis. Après quelques années passées au village, la mort emporte le père de Mohamed. Celui-ci, malgré sa prime jeunesse, est resté attaché à La Casbah. Ainsi, à 15 ans, il rejoint la capitale et fréquente le quartier Bouchée-de-pain du côté de Sidi Abderrahmane. Pour gagner sa vie, il se fait embaucher comme laitier. Puis, las de cet emploi, il devient garçon de café, étant plus en contact avec les milieux nationaliste, sportif et culturel. C'est là qu'il fera son apprentissage de la vie. Celle-ci était dure. Chaque jour, avec son lot de misère mais aussi sa leçon à apprendre. Avec ses amis côtoyés dans la rue et les cafés, il aura pour devise de ne jamais discuter les principes de leur engagement », d'après le témoignage de son fils Abdelhakim Oudelha.

Le 1er mai 1945, il participe à la manifestation nationale du 1er mai 1945, qui débute à midi à la hauteur de la rue d'Isly sous le slogan « Digne de vivre en homme libre », en réponse au général de Gaulle qui avait scandé : « Tous les peuples du monde disposent librement d'eux-mêmes. » Le 1er mai sont tombés au champ d'honneur El Haffaf Mohamed El Ghazal, Zerrari Abdelkader, Allah Ahmed Boualem... Il y eut aussi des centaines de personnes blessées par les oppresseurs.

De la prise de conscience aux actions d'élite

C'est à la suite des massacres du 8 mai 1945 que Mohamed Oudelha prend conscience que la seule façon de se libérer de cette oppression coloniale est de prendre les armes. Il a la ferme conviction que la lutte armée est l'ultime solution, motivé par la tragique réalité du peuple algérien sous domination coloniale après le massacre de Kherrata.

Le 1er novembre 1954 est le jour de la consécration de Mohamed Oudelha qui n'attend que le moment d'être un membre actif de cette révolution qui tarde, pour lui, à se dessiner. Au déclenchement de la révolution, Mohamed Oudelha se fait enrôler dans les rangs du FLN-ALN. Il combattra aux côtés de Mokhtar Bouali dit le Menuisier, Ahmed Gaceb, Arezki Louni, Hahad, Saïd Touati, Ali la Pointe et beaucoup d'autres fedayine.

Vers la fin de l'année 1955, il dirigera le groupe de commandos qui abattra le commissaire Freddy dans la banlieue d'Alger. Il intégrera alors le groupe de choc organisé par Abderrahmane Arbadji et Othman, Hadji, dit Ramel, secondés entre autres par Hamzaoui Lounès et Omar Hamadi. Yacef Saâdi, responsable militaire, demandera à Arbadji de poursuivre la lutte armée dans la capitale pour faire pression sur l'armée d'occupation. Ali Z'yeux bleus aura pour mission d'abattre Marcel Galvanité, un des principaux membres actifs de la Main rouge. Mission achevée avec succès en janvier 1956. Ce qui lui vaut les félicitations d'Abderrahmane Arbadji, avec lequel il participera à d'autres actions de fidaï d'élite dans la Région 1 de la Zone autonome d'Alger.

Figures de la Révolution

Portrait

Grâce à son physique d'Européen, Mohamed Oudelha fréquentera les pieds-noirs sans même qu'ils puissent douter qu'il est un vaillant fidaï. Il se meut aisément dans la communauté européenne, fréquentant Bab El Oued, Saint Eugène, la Pointe Pescade, sans mettre en danger sa vie et celle des fedayine. Par ailleurs, connaissant parfaitement bien le milieu pied-noir, il peut même apporter des renseignements sur trois clans engagés (Papalordo, Serroz et Dicrescesengo) ayant juré la soumission de La Casbah et du FLN. Le général Massu, Mme Gui, Mme Sidérat ainsi que les fameux centres Dugesclin dressent des listes noires pour mettre un terme à la Bataille d'Alger. Ali Z'yeux bleus fut, à cette époque, chargé de diriger le groupe de choc de la Région 1 de la Zone autonome d'Alger. Il devait désintégrer le noyau de l'organisation criminelle de la Main rouge, parrainée par la DST et la PJ qui activaient par des attentats à la bombe déposée dans les quartiers musulmans. Le 10 août 1956, une bombe explosa à la rue des Thèbes, dans La Haute-Casbah où 15 familles algériennes périrent. En réponse à cette attaque, Ali Z'yeux bleus tendit un guet-apens à Di Crescesengo qui fut grièvement blessé à la tête. Un fait d'armes qui désamorça le réseau de la DST.

Général Massu

Resistance héroïque et guillotine

Le général Massu et sa hiérarchie se mobiliseront pour mettre fin à cette guérilla en partant à la recherche de Mohamed Oudelha. Celui-ci fut arrêté lors d'une embuscade tendue par les paras et les territoriaux dans le quartier consulaire situé entre Saint Eugène et Zghara (côté Notre-Dame-d'Afrique

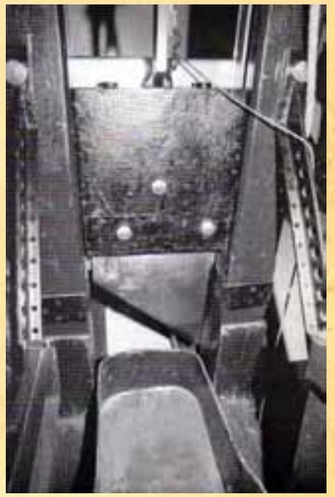
Samedi, à l'aube

Ali "Yeux Bleus"
et un autre tueur
ont été exécutés à Barberousse

SAMEDI à l'aube, dans la cour de la prison civile d'Alger, ont eu lieu deux exécutions capitales. Il s'agit de Mohamed Oudellah, ancien compagnon d' « Ali la Pointe », plus connu sous le pseudonyme d'Ali « Yeux Bleus », condamné à mort par le tribunal permanent des forces armées d'Alger, le 17 août dernier, pour plusieurs assassinats et attentats terroristes.

Le second tueur, Ali Mokhtari avait été condamné à mort le 6 août 1957 pour tentative d'assassinat.

La guillotine



jusqu'aux Bains romains). L'armée française aura pour renfort les Sénégalais pour mettre la main sur Ali Z'yeux bleus. Les hommes de la DST et la police judiciaire le voulaient vivant et useront de tous les moyens de torture pour soutirer des renseignements sur l'action armée des fedayine, en vain. Ali Z'yeux bleus passera devant le tribunal permanent des forces armées d'Alger pour assassinats, complicité, tentatives d'assassinat et affiliation à l'action armée. Ces chefs d'accusations seront rejetés en bloc par Mohamed Oudelha. Il reconnaîtra un seul et unique attentat, celui perpétré contre Vincent Di Crescesengo. Ce dernier qui avait été blessé à la tête accusera Ali Z'yeux bleus d'avoir attenté à sa vie. Le témoignage d'un membre de l'organisation de la Main rouge qui, de surcroît, connaissait depuis de longues années Mohamed Oudelha, a été accablant, et ce, malgré l'absence de preuves sur ses activités. Le commissaire du gouvernement prononcera le verdict, le 23 janvier 1957 : la peine de mort. Ali Z'yeux bleus sera incarcéré parmi d'autres détenus dans des conditions des plus inhumaines, sous la plus haute surveillance de l'administration coloniale. Le 8 février 1958, à l'aube, les gardiens de la prison pénètrent dans la cellule de Mohamed Oudelha pour l'amener à la guillotine. Ali Z'yeux bleus se battra férocement contre les gardiens. Dans le couloir de la mort, il sera poignardé par l'un des gardiens. C'est à 3 h 30 qu'il fut guillotiné à 28 ans pour que vive l'Algérie libre.

Djamel Belbey

Ville portuaire, située au nord-ouest, à 432 km d'Alger, Oran, est une ville portuaire située au fond d'une baie ouverte au nord et dominée à l'ouest par la montagne de l'Aïdour, ainsi que par le plateau de Moulay Abdelkader al-Jilani. On raconte que le nom de Wahran ou Wihran, viendrait du mot arabe « wihr » qui signifie lion. La légende dit que vers l'an 900, il y avait dans la région beaucoup de lions. Les deux derniers lions chassés se trouvaient sur la montagne près d'Oran. Si cette montagne porte le nom de « montagne des lions », Wihran (deux lions) tire aussi son nom de cette symbolique.

Histoire d'Oran

SUR LES TRACES D'EL BAHIA

Par Hassina Amrouni

Musée Zabana Oran

C'est à la suite de fouilles archéologiques entreprises entre les XIXe et XXe siècles que le site d'Oran a été mis en évidence. Cela a permis la mise au jour d'une station préhistorique et la découverte de traces remontant à, au moins, 100 000 ans. Les recherches ont permis la découverte de grottes du paléolithique et du néolithique. En 1892, François Doumergue et Paul Pallary entreprennent des fouilles dans les grottes du Cuartel, de Kouchet El Djir et celles des carrières d'Eckmühl, dites abri Alain. Ils trouvent des pièces archéologiques dont certaines se trouvent aujourd'hui exposées au Musée Zabana d'Oran. Les chercheurs mettent aussi au jour un bloc stratigraphique et une multitude d'outils (lissoirs, haches polies, lamelles, couteaux…). Par ailleurs et du côté de Tighennif, près de Mascara, les artefacts d'hominidés découverts remontent à 400 000 ans.

Plus récemment, il y a environ 21000 ans, le groupe des Ibéromaurusiens naît dans la région et c'est dans la grotte de Taforalt, près d'Oujda que l'on retrouve le plus important gisement connu de l'époque. Cette civilisation qui se maintient finit par s'étendre à l'ensemble du Maghreb. Vers le 9e millénaire avant notre ère, elle se métisse progressivement avec les populations capsiennes pour donner naissance aux ancêtres des Berbères touaregs.

La Blanchère, René Du Coudray

Oran l'antique

Concernant les présences punique et romaine, plusieurs sites ont été révélés lors de l'agrandissement de la zone touristique à 30 km, à l'ouest d'Oran. Ainsi, la période punique remonterait au VIe siècle et au Ier siècle avant J.-C. Elle se matérialise par l'immense nécropole des Andalouses et la découverte d'un grand nombre d'objets d'artisanat (coupes, vases, urnes…), ainsi que des mosaïques et des statues (Poséidon, Hercule, Bacchus, Apollon) visibles au Musée Zabana d'Oran.

En décidant de s'installer dans la région, les Phéniciens jettent leur dévolu sur la crique Madagh, tandis que les Romains développent le site Portus Magnus, à 40 km à l'est, dans l'actuelle Bethioua. Ainsi,

Carte géographique représentant les villes du Maghreb pendant l'époque romaine

baptisent-ils le port d'Oran et le port de Mers-el-Kébir Portus Divini (Port Divin).

Connue sous le nom d'Unica Colonia, la région d'Oran sera réputée pour sa douceur de vivre. De cette époque prospère subsistent plusieurs statues aujourd'hui exposées au musée Zabana d'Oran. Toutefois, dès le IIe siècle, l'Oranie connaîtra une importante immigration de populations juives arrivées de la Cyrénaïque et d'Egypte.

En 445, Unica Colonia disparaît avec l'invasion vandale. Ces derniers y demeurent jusqu'en 533, date de sa reprise par les Byzantins. En 541, à l'instar de plusieurs villes du bassin méditerranéen, la région est frappée par la peste Justinenne qui extermine une partie de la population. Les Arabes n'arrivent qu'en 645.

Et Oran naît

Oran est créée en 902 par les marins andalous, dès lors, elle devient un objet de conflit entre les Omeyyades d'Espagne et les Fatimides de Kairouan. A plusieurs reprises, elle sera détruite mais elle renaîtra à chaque fois de ses cendres par la seule volonté de ses habitants, les tribus Azadjas, Maghraouas, Ifrides ou Sanhadjas qui ne cessent de nouer des alliances tantôt avec Fatimides tantôt avec les Omeyyades. L'instabilité dure jusqu'en 1016, année durant laquelle les Omeyyade prennent possession d'Oran jusqu'en 1081, date de l'avènement de l'empire almoravide dont le règne se prolonge jusqu'en 1145, c'est à cette époque que meurt le dernier prince almoravide dans une énième confrontation avec les Almohades.

Au début du XIIIe siècle, on assiste à la naissance des royaumes de l'est et de Tlemcen sur les bases de l'empire almohade alors qu'au Maroc, ce sont les Mérinides qui imposent leur suprématie. Quant au royaume de Tlemcen dont dépendent Oran et toute sa région, il est au cœur du conflit entre les Hafçides de l'Est et les Mérinides de l'Ouest.

Port important et carrefour commercial incontournable pour toute la région, Oran sera souvent le nœud gordien de tous les conflits qui éclatent. C'est pourquoi, la ville sera tour à tour, Zianide, Mérinide ou Hafçide.

Alors que le premier siège Mérinide d'Oran a lieu en 1296, les rois de Tlemcen essayent dans une ultime tentative de reprendre Oran en 1368, sous le règne de Abou Hammou Moussa II le Zianide. Depuis, Oran ne cessera de susciter les convoitises au sein du royaume de Tlemcen. Ces luttes interminables l'affaibliront,

Carte des relations commerciales d'Oran au XIVe siecle

facilitant l'invasion en 1509 de la région par les Espagnols. Ces derniers, entrés quatre années auparavant à Mers-el-Kébir, y demeurent trois siècles. A travers cette occupation, les Espagnols espèrent d'abord faire de l'Oranie un réservoir alimentaire pour l'Espagne, ensuite ils veulent contrôler la partie occidentale des côtes algériennes.

Mais ils n'y parviendront pas, leur domination n'allant jamais au-delà des forteresses érigées et qui étaient continuellement attaquées.

Ainsi, en trois siècles de domination, les Espagnols ont dû faire face à pas moins de dix sièges, certains durant quelques jours, d'autres plusieurs mois.

Au XVIe siècle, les Espagnols construisent une prison sur un éperon rocheux, près de la rade de Mers-el-Kébir, puis en 1563, le marquis de Santa Cruz fait construire un fort portant son nom au sommet de l'Aïdour. A partir de 1609 et à la suite du décret d'expulsion des Morisques d'Espagne, plusieurs vagues de Maures débarquent à Oran. Les Juifs, traités d'ennemis de la religion sont, quant à eux, expulsés des quartiers de Ras El Aïn et du Ravin Blanc. Ainsi dispersés, certains s'établissent dans la montagne de la Corniche supérieure.

C'est en 1705 qu'intervient la première libération d'Oran. Le Bey Bouchelaghem en fait alors le siège du beylick mais c'était compter sans la ténacité des Espagnols qui en reprennent possession en 1732, grâce à une flotte plus importante que la première. Bien qu'à nouveau maîtres des lieux, les Espagnols peinent à vivre dans cette sérénité tant escomptée ; aussi, le 8 octobre 1792, la ville est assiégée par les hommes de Mohamed ben Othman dit Mohamed El Kébir. Ce dernier est à deux doigts de s'emparer de la ville mais, au cours de la première nuit de siège, un violent tremblement de terre détruit Oran. Il préfère alors la laisser aux Espagnols qui enterrent leurs morts et soignent leurs blessés par centaines. Des négociations seront ensuite entamées entre les deux parties mais les Espagnols tentent par tous les moyens de se maintenir. Toutefois, le 12 septembre 1791, le Bey propose au roi Charles IV un traité que ce dernier signe sans rechigner. Les Espagnols quittent les terres oranaises au début de l'année suivante.

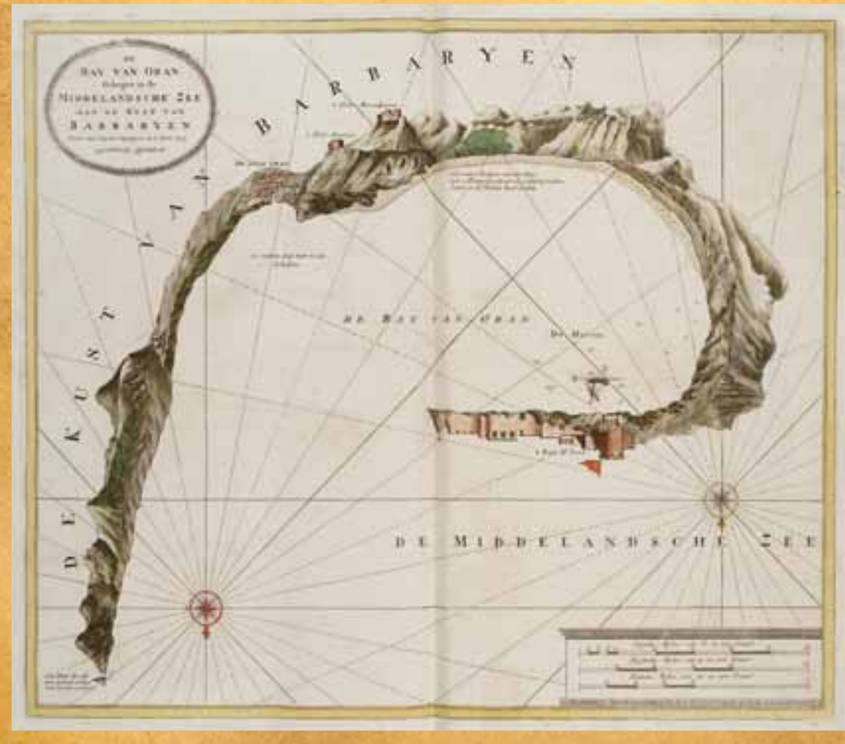
Plusieurs noms se succèderont à la tête du Beylick de l'Ouest dont Oran était le siège, à commencer par Othman, suivi de Hocine El Manzali et d'autres encore. Le dernier sera Hassan, ancien cuisinier de Othman. Il gouverne le beylick jusqu'en 1830. Cette année, et après la prise d'Alger, une escadre menée par le capitaine de Bourmont débarque dans la région. C'est alors que Hassan remet sa lettre de soumission. Il faut noter, cependant, que la prise de la ville n'interviendra qu'en janvier 1831. Les Français effectuent un premier recensement qui indique que la ville compte 3800 habitants dont 3531 juifs. Le bey Hassan quitte Oran le 7 janvier, en direction de la Mecque avec famille et biens.

En arrière-plan, Bordj El-Mehel (tour des Cigognes), ou Rozalcazar puis Château-Neuf sous les Espagnols et les Français

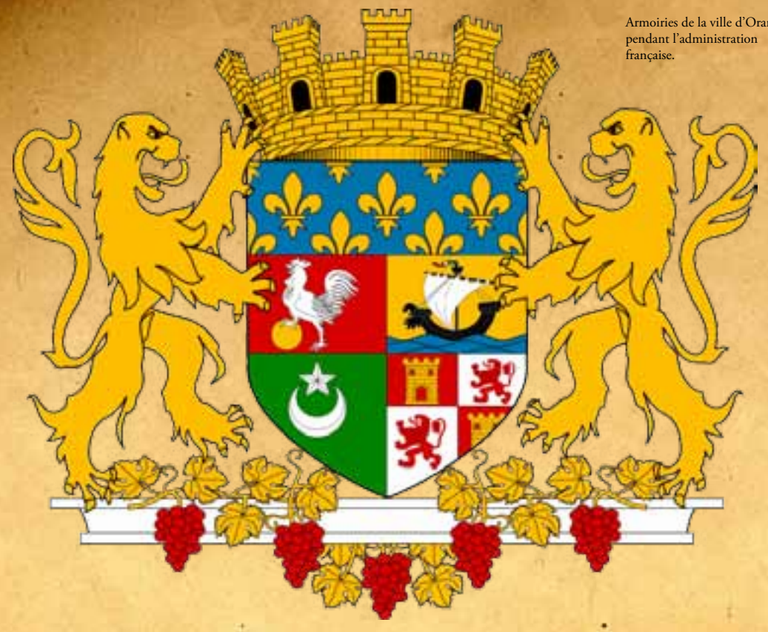
Lampe nasride pillée d'une mosquée d'Oran par les Espagnols.

A partir du mois d'avril 1832, des combats sporadiques éclatent entre les troupes du général Boyer et celles de Mahieddine et son fils Abdelkader. Ce dernier est, d'ailleurs, peu après, investi en qualité d'Emir. Il n'a que 24 ans. Dès 1834, il commence son œuvre avec le traité Desmichels. Le traité de Tafna consacre son autorité sur la majeure partie des provinces algéroises et oranaises.

Entre 1841 et 1847, la ville est réorganisée par le général Lamoricière. Les populations autochtones sont déplacées et des vagues d'immigration européenne se déversent sur Oran. Ils sont 47000 Français, 31000 Espagnols, 8800 Maltais et 8600 Suisses à débarquer. Mais l'épidémie de choléra qui



Carte de la baie d'Oran en 1725 d'après le cartographe hollandais Johannes van Keulen



Armoiries de la ville d'Oran pendant l'administration française.

sévit du 11 octobre au 17 novembre 1849 va décimer 1817 personnes.

A partir de 1890, la ville connaît une croissance notable. La population atteint 100 000 habitants et des faubourgs créés Saint-Antoine, Eckmühl, Boulanger, Delmonte, Saint-Michel, Miramar, Saint-Pierre, Saint Eugène, Gambetta.

En juillet 1940, la flotte française du gouvernement de Vichy, basée à Mers-el-Kébir est bombardée par la flotte anglaise, occasionnant 1000 morts dans les rangs français. Le 8 novembre 1942, c'est au tour des troupes anglo-américaines de débarquer à Oran, suivies peu après par les Italiens.

Hassina Amrouni

Oran façade maritime

Oran et son patrimoine

LE RICHE LEGS DU PASSÉ

Ville au riche patrimoine, Oran a été façonnée par les différents conquérants qui s'y sont succédé.

Par Hassina Amrouni

Mosquée Hassan Pacha

La mosquée Hassan Pacha, la chapelle et le Fort de Santa Cruz, le Port de Mers-el-Kébir, les arènes, la gare ferroviaire, l'hôtel de ville et on en oublie encore sont autant de monuments qui témoignent de la richesse patrimoniale d'Oran, une richesse héritée de son passé colonial.

La beauté d'El Bahia a été vantée, chantée par écrivains et artistes. Tous ceux qui y ont vécu ou qui ont juste été de passage dans cette ville en sont tombés sous le charme, à l'exception peut-être d'Albert Camus qui, lui, l'a décrite en des termes rédhibitoires dans son roman La Peste. Il dit, entre autres : «A première vue, Oran est, en effet, une ville ordinaire (...) La cité elle-même, on doit l'avouer, est laide (...) Un lieu neutre (...), on s'y ennuie (…) Pour le moment, je suis inactif dans la ville la plus indifférente du monde. Quand j'irai mieux, je crois que j'en partirai (...) »

Bien avant lui, Ibn Khaldoun, Al-Idrissi ou encore Ibn Khemis – pour ne citer que ceux-là –, ont loué la beauté de la ville. Léon l'Africain a, pour sa part, écrit : « Oran est une grande cité bien fournie d'édifices et de toutes sortes de choses qui sont séantes à une bonne cité, comme collèges, hôpitaux, bains publics et hôtellerie, la ville étant ceinte par ailleurs de belles et hautes murailles. »

Les mosquées d'Oran et autres lieux de culte

Oran est réputée pour ses lieux de cultes. Comptant plusieurs édifices religieux, c'est le vieux quartier Sidi El-Houari qui abrite cependant deux des trois grandes mosquées de la ville dont la mosquée Hassan Pacha. Construite en 1796, sous le règne du bey Mohamed El Kébir, sur ordre de Baba Hassan d'Alger, cette mosquée fut réalisée sous la direction de l'Amin des maçons. D'ailleurs, une pierre qui s'est détachée de l'édifice et exposée au musée Zabana d'Oran porte une inscription en caractères arabes sur laquelle on peut lire : « Cette mosquée a été construite par le grand, l'élevé, le respectable et l'utile, notre maître Sidi Hassan Bacha – sa présence imposante contribuera à détruire les ennemis de la religion ! – à Oran, que Dieu conserve éternellement comme maison de foi ! »

Durant la période de l'occupation française, elle accueillera les détachements de troupes françaises. Elle ne sera rendue au culte musulman qu'en 1833 sur ordre

La cathédrale du Sacré-Cœur d'Oran

du général Desmichel et restaurée, plus tard par Napoléon III. Classée monument historique, la mosquée devrait rentrer dans un programme de restauration, ce qui lui redonnera son lustre d'antan. Une légende raconte que les fondations de la mosquée sont aussi profondes que la hauteur du minaret « comme un symbole de ce que la foi élève l'âme aussi haut qu'elle demeurer bas dans la fange ».

Mosquée Sidi el-Houari

Le quartier de Sidi El-Houari abrite une autre vieille mosquée, baptisée mosquée Sidi el-Houari. Datant de 1799, elle fut construite sur ordre du bey Othmane ben Mohammed, en l'honneur du saint patron de la ville.

Quant à la mosquée du bey, située sur le plateau Karguentah, elle a été construite en 1792, ce qui en fait la plus ancienne. En fait, le bey Mohamed el Kebir fit poser la première pierre en 1792, lorsqu'Oran a été reprise par les Espagnols et elle lui servit de sépulture à sa mort en 1799 ainsi qu'à son frère Bou Kabous. Après avoir été assignée à plusieurs usages militaires, au lendemain de l'occupation française, il sera décidé de sa démolition, mais face à la mobilisation des musulmans de toute l'Oranie, elle sera rendue au culte en 1893 et inscrite monument historique.

Oran est une ville où les religions se sont longtemps mélangées. Aujourd'hui encore, anciennes églises ou synagogues témoignent de cette cohabitation passée entre populations aux multiples appartenances religieuses.

Ainsi, la cathédrale du Sacré-Cœur d'Oran édifiée entre 1904 et 1913 par l'architecte Albert Ballu. Cet édifice sera transformé

Chapelle de Santa Cruz

en bibliothèque régionale en 1984 puis en bibliothèque communale en 1996.

Relevant du diocèse d'Oran, la chapelle de Santa Cruz, construite sur l'Aïdour, en contrebas du fort de Santa-Cruz, tient son origine de cette petite chapelle construite en 1850 pour y accueillir une statue de la Vierge Marie, après la grande épidémie de choléra qui avait fait des centaines de victimes par jour à Oran en 1849. Rebâtie en 1851, après l'effondrement de la voûte, et après plusieurs chantiers dont le premier a démarré en 1873, la chapelle sera finalement vouée au culte le 8 novembre 1959.En 2008, elle a été classée monument national.

Quant à la grande synagogue d'Oran, elle a été érigée en 1880, mais elle ne sera inaugurée qu'en 1918. Au lendemain de l'indépendance, elle est abandonnée après le départ des juifs. Aussi, récupérée par le gouvernement algérien, elle devient la mosquée Abdellah Ben Salam du nom d'un juif médinois converti à l'islam.

Le fort de Santa Cruz et autres édifices

Figurant parmi les monuments les plus visités d'Oran, le fort de Santa Cruz a été construit par les Espagnols entre 1577 et 1604. Situé sur une pente abrupte, il a fallu mobiliser d'importants moyens pour le transport de tous les matériaux. Exposé cependant à de nombreuses attaques, il sera à chaque fois endommagé.

Restauré de 1854 à 1860 par le génie militaire, le fort a été compris dans le périmètre du massif du Murdjadjou, classé site naturel en 1950.

Au centre d'Oran, plus précisément sur la place de l'Hôtel de Ville, le petit théâtre ou opéra municipal dont la façade s'orne d'un balcon à colonnade, surmonté de deux petits dômes et de statues, a été construit en 1905 sur une initiative d'Hippolyte Giraud, maire d'Oran entre 1905 et 1907. C'est cette année qu'a eu lieu la première inauguration, mais elle sera interrompue en raison de l'inachèvement des travaux. Finalement, le théâtre sera inauguré en 1908. Le patrimoine oranais compte également les arènes, la Porte d'Espagne, située dans la vieille Casbah, ou encore le fort de Mers-el-Kébir. Outre les bâtisses, Oran est également connue pour ses espaces verts. La promenade de Létang, ensemble de jardins en terrasse au pied du Château neuf, doit son nom au Général Georges de Létang qui initia sa construction en 1837. Depuis 1932, elle est classée monument historique.

Hassina Amrouni

L'histoire de Mers-el-Kébir

DE PORTUS DIVINIS À NOS JOURS

Baptisé Portus Divinis par les Romains avant de devenir un arsenal naval almohade au XIIe siècle, le port de Mers-el-Kébir s'est développé au fil des conquêtes.

Le fort de Mers-el-Kébir

Mers el Kebir en 1953

Par Hassina Amrouni

Vue du Fort de Mers-el-Kébir à Oran (1848). *. Eugène Delacroix

Ainsi, les Zianides au XIIIe puis les Mérinides au XIVe siècle bâtissent un fort afin de parer aux éventuelles attaques ennemies. Toutefois, ce fort finira par tomber en désuétude. Dès leur arrivée, les Espagnols y apportent quelques réparations avant le grand chantier de 1529, sous la direction de l'ingénieur Perafon de Ribera. Outre ce fort, les Espagnols construisent une forteresse qui servira de lieu de déportation des prisonniers et autres captifs. Les déportés espagnols qui étaient enfermés à La Mona recevaient la visite de leurs proches une fois par an, soit le dimanche de Pâques. La mona, c'est le nom du gâteau qu'emportaient avec eux les pèlerins à la Vierge et les visiteurs au Murdjajo.

A leur arrivée en 1830, les Français commencent par agrandir le port en 1868 et le dotent d'un phare baptisé Saint-André. Ce dernier sera détruit pendant le Seconde Guerre mondiale.

La bataille de Mers-el-Kébir

Le 3 juillet 1940, la Royal Navy se présente devant la base de Mers-el-Kébir en remettant un ultimatum à l'amiral Gensoul. Ce dernier se voit offrir trois choix : le ralliement au Royaume-Uni, un désarmement des navires dans un port de la Martinique ou un sabordage. L'amiral refuse les trois options et tente de gagner du temps. Constatant les préparatifs d'appareillage des navires français, les bâtiments britanniques ouvrent le feu et coulent la plupart des navires avec les équipages à bord. Si les Anglais n'ont déploré aucune perte, du côté français, par contre, il y eut 1 cuirassé coulé, 1 croiseur de bataille et un cuirassé endommagés, et surtout 1 297 marins tués.

En 1969, le port militaire de Mers El Kebir fut récupéré, donnant à l'Algérie l'opportunité de développer des chantiers navals. La marine algérienne se développa considérablement depuis cette date.

La forteresse sera classée monument historique en 1959.

Hassina Amrouni

Mers-el-Kébir à Oran (1940)

Fort de Mers-el-Kébir

Texte écrit en 1734 par son Excellence Don José Valléjo, commandant général espagnol

«Mers-el-Kébir,

Cette place est construite sur le cap ou promontoire qui forme le Grand Port (en arabe Mersa-el-Kébir) ; elle a l'aspect d'un rectangle long et étroit ; ses murs, de maçonnerie et d'une hauteur suffisante, reposent sur le rocher ; du côté de la terre existent des défenses régulières, des fortifications extérieures et des fossés creusés dans le roc vif.

A l'intérieur, on ne trouve pour ainsi dire pas de bâtisse pouvant servir de caserne à la troupe ; de sorte que la garnison actuelle, qui ne comprend qu'un bataillon, vit presque toute entière sous la tente, exposée aux intempéries des saisons et décimée par les maladies ; les officiers ne sont pas plus favorisés que les soldats.

A l'ouest, s 'élève, à moins d'un tir de pistolet de son chemin couvert, la montagne dite du Saint (el Santo) qui domine complètement son enceinte. Pour la protéger, lorsqu'on construisit cette forteresse, on la dota d'un grand nombre de retranchements, dont la plus grande partie aujourd'hui tombe ou menace de tomber en ruine.

Ses murailles, aussi bien celles des fortifications que celles de l'enceinte principale, sont presque totalement dépourvues de parapets, ainsi que l'estacade (du mot espagnol estaca = pieu, une défense faite de grosses et longues pièces de bois reliées ensemble), la banquette (partie du rempart située immédiatement derrière le parapet d'où les soldats tirent) manque à son chemin couvert. Les remparts, sur plusieurs points, et les angles extérieurs ne sont pas assez protégés. L'artillerie comprend 27 canons de bronze et de fer ; il faudrait encore 13 autres bouches à feu. Les murailles, comme toutes les fortifications d'Oran, sont mal construites ; elles ont l'avantage de reposer sur le roc et d'être revêtues de maçonnerie sur toute la partie qui se trouve au-dessus du cordon (terme de fortification qui sert à désigner les grosses pierres en forme de cordon qui ceignent les murailles de places fortes).

Mers-el-Kébir ne possède d'autre eau que celle des citernes, suffisante d'ailleurs pour une garnison ordinaire».

LA GUERRE D'ALGÉRIE DANS L'ORANIE

Place du 1er-Novembre (ex. Place d'armes) avec l'obélisque et la Gloire Ailée (Jules Dalou) datant de 1898 et commémorant Sidi-Brahim (1845).

Au lendemain des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, le 8 mai 1945, qui ont engendré des milliers de morts et des centaines d'orphelins, les familles oranaises ont adopté des enfants venus de l'est du pays et qui se sont retrouvés sans parents.

Larbi Ben M'hidi

Ahmed Zabana

Par Hassina Amrouni

Pourquoi Oran ? Parce qu'à la sortie de la Seconde Guerre mondiale et à la veille du déclenchement de la guerre de libération nationale, Oran est – démographiquement – la ville la plus « européenne d'Algérie », c'est également celle où il y a la plus forte concentration de la population d'origine espagnole. En effet, en 1948, Oran compte 352 721 habitants et la population oranaise d'origine espagnole constitue 65 % de cette population. L'historien Benjamin Stora a écrit à ce sujet : « Il serait erroné de considérer ceux que l'on appellera plus tard les « pieds-noirs » comme un « peuple » homogène. Très souvent, par leur situation sociale, ils se heurtent à une couche sociale constituée de gros propriétaires fonciers. Mais en dépit de ces oppositions, ils sont unanimes, et particulièrement à Oran, où ils sont majoritaires, à défendre leurs privilèges, qui rendent le plus petit fonctionnaire français supérieur à n'importe quel Algérien musulman. Leur unité est due à une peur commune de la majorité musulmane.»

Oran et le 1er Novembre 1954

Lors du déclenchement de la Guerre de libération nationale, le FLN compte sur une soixantaine d'hommes dans la région oranaise. Larbi Ben M'Hidi commande la Wilaya V qui englobe tout l'Oranie. Il laisse le commandement de la wilaya à Boussouf en 1957. Ahmed Zabana, lui, est désigné responsable de la zone de Zahana, dans la banlieue d'Oran. Il est alors chargé de préparer la révolution, en réunissant les hommes et les armes.

Une semaine après le début de la lutte armée, Ghar Boudjelida, douar Chorfa à El Gaada, dans la banlieue oranaise, est le théâtre de la première bataille dans la région. Alors qu'il se trouvait en première ligne, Ahmed Zabana est atteint de deux balles, il est alors arrêté et incarcéré à la prison d'Oran avant d'être conduit à la prison Barberousse (Serkadji). Il sera exécuté le 19 juillet 1956, devenant ainsi le premier condamné à mort de la guerre d'Algérie.

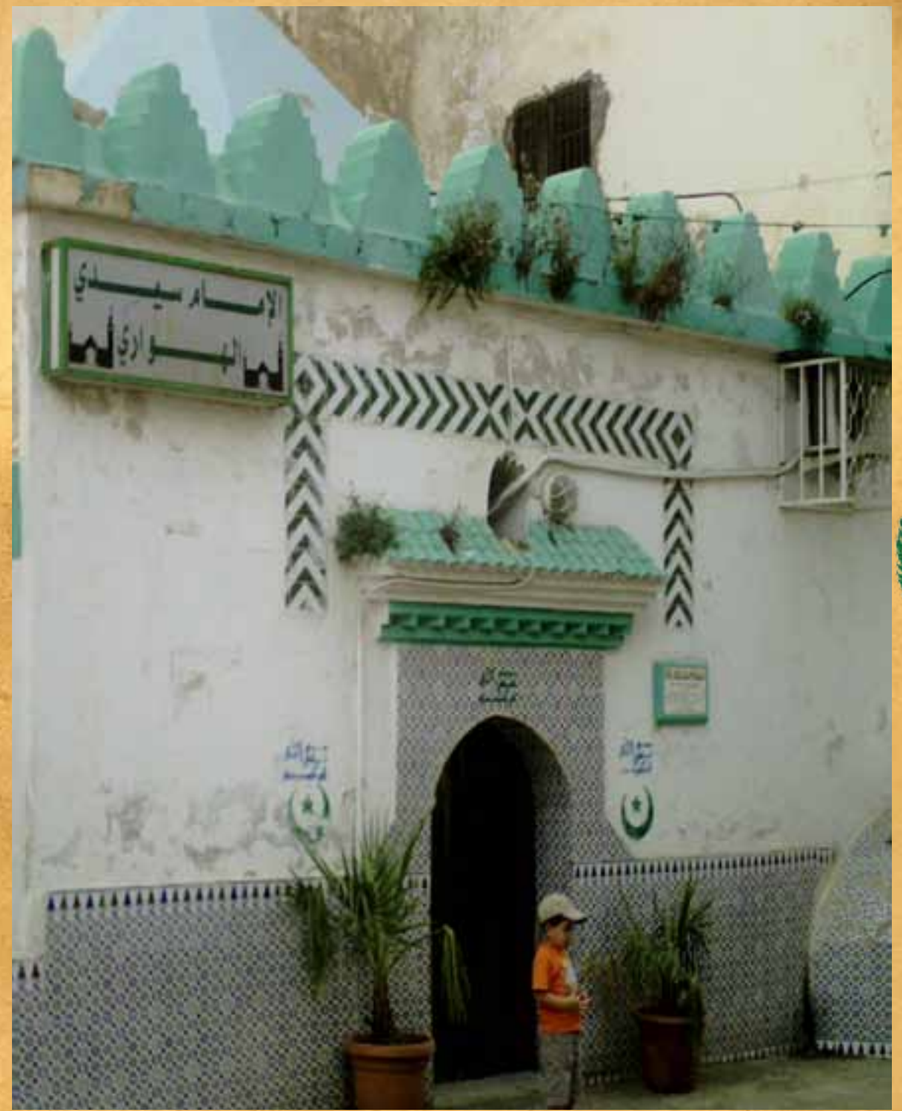
Le 26 juin 1956, le 14e RCP de Toulouse débarque à Oran. Basée à Mers-el-Kebir, cette flotte intercepte plusieurs cargaisons d'armes livrées à l'intention de l'ALN depuis le bloc soviétique.

Trois ans plus tard et alors que la guerre bat son plein, le général de Gaulle arrive à Alger entre le 9 et le 13 décembre 1959. Au cours de son séjour en Algérie, de violentes manifestations éclatent à Oran, entraînant la mort de dizaines de personnes, puis, le « non » exprimé lors du référendum de 1961, sur la paix en Algérie provoque un état de siège, suivi d'incidents qui font également beaucoup de morts.

C'est durant cette période que l'OAS commence à frapper. La population qui est sa cible privilégiée accuse plusieurs victimes, même la population européenne n'est pas épargnée. Le 13 janvier 1962, ce sont trois membres du FLN qui sont exécutés dans la prison d'Oran et le lendemain, quatre fugitifs tombent sous les balles de l'organisation armée. Le printemps et l'été 1962 seront également mortels. Musulmans et Européens pro-FLN se retrouvent au cœur des horreurs les plus abjectes. L'OAS ne recule devant rien, semant la mort dans tous les coins du pays. Le 26 juin, ils incendient le port d'Oran et font exploser deux voitures piégées. Des dizaines de morts et de blessés sont dénombrés, notamment parmi les autochtones. Après l'arrestation du chef de l'organisation, le général putschiste Edmond Juhaud, l'OAS tente ensuite de soulever les Européens pour forcer les Algériens à quitter Oran, en vain. Pire, le 14 juin, le général Ginestet et le médecin-colonel Mabille sont assassinés, ce qui pousse l'OAS à capituler à Oran le 17 juin 1962.

Hassina Amrouni

LA VILLE DE SIDI EL HOUARI



Le mausolée de Sidi el Houari

Par Hassina Amrouni

Sidi el Houari

A l'instar d'autres régions du pays, Oran compte également plusieurs saints patrons (awliyasalihine) dont le plus connu reste incontestablement Sidi El Houari. D'ailleurs, son mausolée se trouve dans le vieux quartier de Sidi El Houari et se trouve être le lieu de pèlerinage de centaines de visiteurs par jour. Cette qobba a été construite en 1793 sur une initiative du bey ottoman appelé « le borgne ».

De son vrai nom Ben-Amar El Houari, l'imam Sidi El-Houari a vu le jour en 1350 dans le village de Sour, anciennement Belle-Vue, du côté de Aïn Tadles dans la wilaya de Mostaganem. Très jeune, il vient vivre à Oran et il se fera connaître pour sa grande foi. Sidi El Houari meurt le 12 septembre 1439, à l'âge de 89 ans. Il repose depuis avec son disciple Sidi Saïd à Oran comme il en a émis le vœu de son vivant.

Al Jilani Moul El Meida, autre grand saint patron d'Oran, possède une qobba qui a été érigée en 1425 par l'un des disciples d'Abou Mediene, saint de Tlemcen qui mourut subitement sur sa route vers Issers. En fait, les disciples auraient érigé sur les hauteurs d'Oran plusieurs qobbas, à la mémoire de leur maître, l'imam Abdelkader al-Jilani.

Hassina Amrouni

Sidi el Houari

Enfants d'Oran

PRODIGES ET MARTYRS

Tout au long de son histoire, Oran a donné à l'Algérie des fils prodiges qui font aujourd'hui la fierté de toute la nation.

Des défunts Alloula et Hasni à Khaled et Blaoui El Houari, en passant par le martyr Ahmed Zabana, ils ont porté haut l'étendard national par la force de leur savoir, de leur talent, de leur engagement ou de leur sacrifice. Il y a quelques jours seulement, le roi de la chanson raï était élu meilleur artiste nord-africain. A lui, viennent s'ajouter d'autres portes-flambeaux de la chanson comme cheba Zahouania, Sahraoui, Ahmed Wahby, Ahmed Saber, Rachid Taha ou Hasni, jeune raïman qui a bercé toute une génération de mélomanes, avant d'être tué prématurément, laissant derrière lui des fans accablés. Mais Oran ce n'est pas uniquement la chanson raï ; Oran, c'est aussi des intellectuels de haute volée, à l'instar de Abdelkader Alloula, grand homme de théâtre, célèbre pour son théâtre populaire.

Par Hassina Amrouni

Alloula a été victime d'un attentat à Oran en mars 1994. Yahia Belaskriet Hamid Skif, écrivains émérites ont également vu le jour dans l'un des quartiers d'El Bahia. Amoureux fou de sa ville natale, Yahia Belaskri – outre plusieurs romans – a consacré l'un de ses ouvrages, en l'occurrence Un bus dans la ville à sa… ville !

Quant au regretté Hamid Skif qui nous a quittés en mars 2011 à l'âge de 51 ans, bien qu'il ait vécu une partie de sa vie en Allemagne, il avait toujours gardé Oran dans son cœur et il y revenait pour se ressourcer.

Dans un autre registre, cheikh Si Tayeb Al Mahaji a laissé le fruit de son savoir, de sa science et de sa foi à la postérité. Imam et écrivain, cette éminente personnalité religieuse d'Oran a été l'un des membres fondateurs de l'association des oulémas musulmans algériens et ami de cheikh Ibn Badis. Il est décédé en 1969.

Yahia Belaskri

Hamid Skif

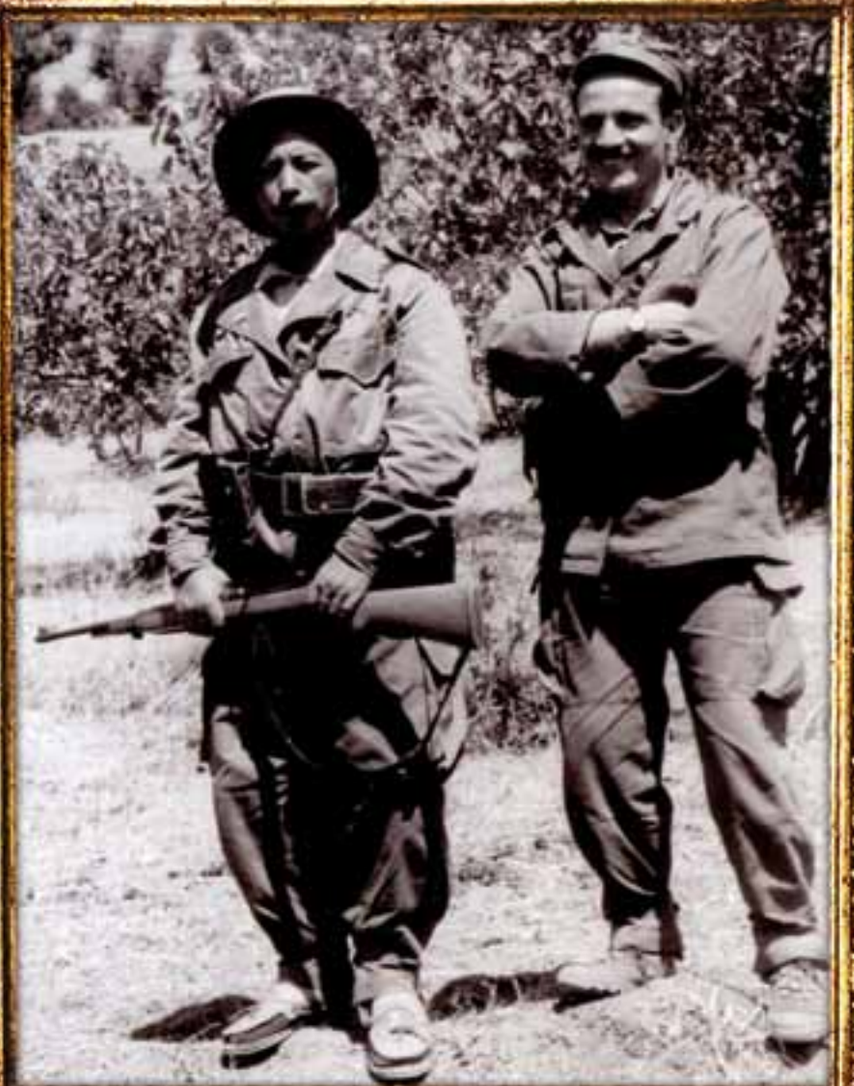
Si Tayeb El Mahaji

Premier guillotiné algérien de la guerre de libération nationale, Ahmed Zabana était natif d'Oran. De cette dernière était aussi natif Zeddour Mohamed Brahim Kacem, premier étudiant martyr de la Révolution. Fils de Si Tayeb El Mahaji, le jeune Mohamed a été tué le 4 novembre 1954, trois jours après le déclenchement de la lutte de libération.

Par ailleurs, plusieurs personnalités françaises ont également eu pour berceau Oran. Louis Bertignac, Karin Viard, Yves Saint Laurent, Alain Chabat, Régis Obadia, Jean Pierre Elkabbach ou encore Nicole Garcia et Etienne Daho, pour ne citer que ceux-là, ont tous vu le jour à Oran. Ils l'ont tous quittée au lendemain de l'indépendance, certains y sont revenus depuis pour un pèlerinage, pour d'autres l'aller était sans retour.

Hassina Amrouni

El-Djazaïr
GROUPE
GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
www.eldjazaircom.dz



Lakhdar Bentobbal & Larbi Ben M'hidi

Congrès de la Soummam à Ifri, le 20 Août 1956